

Université de Montréal

**Jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes
délinquants de Montréal de 1912 à 1949 : Problèmes et
procédure judiciaire**

Par
Laurie Pelletier

École de Criminologie
Faculté arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.Sc.
en Criminologie

Décembre 2009

©, Laurie Pelletier, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes
délinquants de Montréal de 1912 à 1949 :
Problèmes et procédure judiciaire**

Présenté par :
Laurie Pelletier

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Denis Lafortune

.....
Président-rapporteur

Jean Trépanier

.....
Directeur de recherche

Véronique Strimelle

.....
Membre du jury

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est de décrire et expliquer le traitement des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal durant toute la période de son existence, soit de 1912 à 1950. Une analyse statistique a tout d'abord été utilisée sur un échantillon de 1 465 jeunes filles pour lesquelles nous avons des données quantitatives provenant du plumeau de la cour. Une analyse documentaire a ensuite été utilisée sur un sous-échantillon de 126 mineures pour lesquelles nous avons accès aux divers documents contenus dans leur dossier judiciaire.

L'analyse met particulièrement en évidence la différence d'application de la loi en fonction du sexe des mineurs traduits devant la cour. Les jeunes filles sont poursuivies pour des motifs différents de ceux pour lesquels on poursuit les garçons : elles sont particulièrement poursuivies pour des infractions spécifiques aux mineurs telles que l'incorrigibilité, les infractions à caractère sexuel, la désertion ou la protection. Les garçons, quant à eux, sont davantage poursuivis pour des infractions prévues au Code criminel (notamment le vol). Les mineures sont plus souvent amenées devant la cour par leurs parents plutôt que par les officiers de la cour et se voient imposer des mesures différentes de celles qu'on impose aux garçons pour une même infraction. Le placement est ainsi plus fréquemment utilisé chez les filles que chez les garçons et la probation plus fréquemment utilisée chez ces derniers. La définition de ce qui pose problème chez ces mineures et les solutions souhaitables pour y remédier varient en fonction des différents acteurs (les agents de probation, les officiers de la cour, les parents et les mineures elles-mêmes).

Mots-clés : Cour des jeunes délinquants, délinquance juvénile, délinquance féminine.

ABSTRACT

The objective of this thesis is to describe, understand and explain the treatment of young girls brought before the Montreal Juvenile Delinquents Court during the course of its existences from 1912 to 1950. First, a sample of 1,465 young girls for which we had extracted information from the court register was used in a quantitative statistical analysis. Second, a documentary analysis was used on a subsample of 126 girls based on various documents contained in their legal files.

Several conclusions can be drawn from these analyses. One of them is that young girls brought before the Court were treated differently from boys who appeared before this same court. This means that the enforcement of the law differed depending on the sex of the minors brought into the juvenile justice system. Indeed, young girls were prosecuted for different reasons than boys. Girls were charged with incorrigibility, sexual related offenses, desertion and protection while boys were mostly charged with criminal offenses related to the Criminal Code. Furthermore, girls were more often taken into the juvenile system by their own parents rather than by officers of the Court. They also faced measures that differed from those imposed on boys for the same offence. Girls were more frequently placed in institutions or foster homes whereas boys were more often put on probation. The definition of what was problematic with these youngsters as well as the desirable solutions to their problems varied greatly according to various actors (probation officers, Court's officers, parents and young girls).

Key words: Montreal Juvenile Delinquent's Court, delinquency, juvenile, youth, female delinquency.

TABLE DES MATIÈRES

<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	ix
--	----

<u>REMERCIEMENTS</u>	xi
-----------------------------------	----

CHAPITRE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE ET OBJECTIFS DE LA

<u>RECHERCHE</u>	1
-------------------------------	---

1.1 Introduction	2
-------------------------------	---

1.2 Revue de littérature	3
---------------------------------------	---

1.2.1 Le contexte entourant l'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908	4
---	---

1.2.2 Le modèle protectionnel apporté par la Loi sur les jeunes délinquants	8
---	---

1.2.3 La Loi sur les jeunes délinquants dans sa pratique	12
--	----

1.2.4 Le traitement des jeunes filles par les tribunaux pour mineurs	15
--	----

i) <i>Comportements défini comme posant problème, à l'origine de l'intervention de la cour</i>	15
--	----

ii) <i>Importance de la sexualité des mineures comme comportement posant problème</i>	19
---	----

iii) <i>Les mesures prises par les tribunaux</i>	22
--	----

1.2.5 Les différents acteurs dans le système de justice pour mineurs	25
--	----

i) <i>Les officiers et les auxiliaires de la cour</i>	25
---	----

ii) <i>Les parents</i>	26
------------------------------	----

iii) <i>Les jeunes filles</i>	28
-------------------------------------	----

iv) <i>Liens et interactions entre les acteurs</i>	29
--	----

1.3 Problématique	33
--------------------------------	----

1.3.1 Objet d'étude	35
---------------------------	----

1.4 Objectifs	36
----------------------------	----

1.4.1 Objectif général	36
------------------------------	----

1.4.2 Objectifs spécifiques	36
-----------------------------------	----

1.5 Intérêt de la recherche	38
--	----

<u>CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE</u>	41
---	----

2.1 Justification du choix du matériel	42
---	----

2.2 Critères de sélection du corpus	45
--	----

2.3 Approche quantitative	46
--	----

2.4 Approche qualitative	47
---------------------------------------	----

2.5 Justification du choix de l'analyse documentaire	47
---	----

2.6 Démarche	49
---------------------------	----

CHAPITRE 3 : PORTRAIT DES JEUNES FILLES.....	55
3.1 Sexe	56
3.2 Age	57
3.3 Langue.....	59
3.4 Religion	61
3.5 Famille.....	63
3.6 Autres variables	64
3.7 Sommaire du chapitre.....	65

CHAPITRE 4 : DÉFINITION DU PROBLÈME CHEZ LES MINEURES....	67
4.1 Les infractions	68
4.1.1 Les infractions de l'ensemble des mineurs	69
4.1.2 Les infractions chez les filles	70
4.1.3 Les infractions chez les filles en fonction des périodes.....	73
4.2 Les plaignants	77
4.3 Les points de vue des acteurs	80
4.3.1 Les incorrigibles et incontrôlables.....	81
i) Définition officielle.....	81
ii) Points de vue des agents de probation	82
iii) Points de vue des jeunes filles concernées par les procédures	85
iv) Points de vue des parents des filles concernées par les procédures	86
v) Points de vue des autres acteurs	88
4.3.2 Les infractions au Code criminel et autres lois pénales.....	92
i) Définition officielle.....	92
ii) Points de vue des différents acteurs	92
4.3.3 La protection, les enfants abandonnés, négligés ou maltraités	94
i) Définition officielle.....	94
ii) Points de vue des agents de probation	95
iii) Point de vue des autres acteurs	97
4.3.4 La désertion	99
i) Définition officielle.....	100
ii) Points de vue des agents de probation	100
iii) Points de vue des filles concernées par les procédures	102
iv) Points de vue des autres acteurs	104
4.3.5 Certaines infractions à caractère sexuel.....	105
i) Définition officielle.....	105
ii) Points de vue des agents de probation	106
iii) Points de vue des parents des jeunes filles.....	107
iv) Points de vue des autres acteurs	108
4.3.6 Le vagabondage et le fait de flâner la nuit	110
i) Définition officielle.....	111
ii) Points de vue des agents de probation	113
iii) Points de vue des autres acteurs.....	114

4.3.7 Troubler la paix.....	117
i) <i>Définition officielle</i>	117
ii) <i>Points de vue des agents de probation</i>	118
4.4 Sommaire du chapitre	118
 <u>CHAPITRE 5 : DÉCISIONS DE LA COUR</u>	123
5.1 Le verdict	124
5.2 Le jugement.....	127
5.3 Le jugement en fonction des infractions.....	133
5.4 La réaction des acteurs	143
5.4.1 Les Incorrigibles et incontrôlables.....	144
5.4.2 Les infractions au Code criminel et autres lois pénales	149
5.4.3 La protection, les enfants abandonnés, négligés ou maltraités.....	149
5.4.4 Les autres infractions	150
5.5 Le rôle des acteurs dans la prise de décision	154
5.6 Sommaire du chapitre.....	157
 <u>CONCLUSION</u>	161
 <u>BIBLIOGRAPHIE</u>	169
 <u>ANNEXES</u>	xiii
Annexe I	xiv
Annexe II.....	xv
Annexe II.....	xv

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Sexe des mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	56
Tableau 2 : Age des mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	58
Tableau 3 : Langue des filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949.....	59
Tableau 4 : Religion des jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	62
Tableau 5 : Infractions pour lesquelles les mineurs sont traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	70
Tableau 6 : Pourcentage de filles et de garçons traduits pour diverses infractions devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	71
Tableau 7 : Infraction chez les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal, en fonction de quatre périodes	74
Tableau 8 : Plaignants initiant des procédures contre des mineurs à la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	77
Tableau 9 : Verdict dans les affaires de mineurs, Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	125

Tableau 10 : Jugements prononcés envers les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949	127
Tableau 11 : Jugements prononcés envers les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 en fonction de leur sexe.....	128
Tableau 12 : Jugement prononcé envers les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 en fonction des périodes.....	132
Tableau 13 : Jugements en fonction de l'infraction pour les mineurs jugés par la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949.....	135
ANNEXE I : Âge en fonction de l'infraction commise par les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949.....	xiv

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de maîtrise, Monsieur Jean Trépanier qui, en plus de m'avoir accueillie au sein de son équipe de recherche, m'a offert un soutien constant, des conseils précieux et a partagé son temps et une partie de son infinie sagesse avec moi.

Je désire aussi souligner l'appui du fonds FCAR pour la recherche du Gouvernement du Québec et du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada qui, avec leur soutien financier, ont permis la création de la banque de données utilisée pour la réalisation de ce mémoire.

Merci aux Archives nationales du Québec de nous avoir permis de consulter les innombrables dossiers des mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants et aux étudiants qui ont participé à la création de la banque de données CJD. Mention spéciale à monsieur François Fenchel pour ses conseils judicieux et son aide opportune.

Un grand merci à mon conjoint, ma famille et mes amis pour leur soutien moral et une dernière petite pensée pour mes amis du quartier d'Auntsic qui ont contribué à leur manière à me rendre plus heureuse.

CHAPITRE 1 : REVUE DE
LITTÉRATURE ET OBJECTIFS DE LA
RECHERCHE

1.1 Introduction

C'est un truisme de dire que le système de justice n'a pas toujours été tel que nous le connaissons aujourd'hui. Cela est notamment vrai pour la justice des mineurs. Celle-ci est le fruit d'une longue série de changements légaux et sociaux ainsi que de l'évolution des perceptions collectives concernant la délinquance des mineurs. Que la justice reproche à une adolescente d'avoir fréquenté un cinéma, un restaurant ou un café ou d'avoir refusé de donner une partie de son salaire à ses parents serait inconcevable aujourd'hui. Dans la première moitié du XX^e siècle, sous le régime de la Loi sur les jeunes délinquants, ces pratiques étaient chose courante. La Loi sur les jeunes délinquants est celle à laquelle on fait référence lorsqu'il est question des débuts de la justice des mineurs au Canada. Cette loi fédérale, adoptée en 1908, permettait la création de tribunaux pour mineurs. C'est donc sous son régime que fut créée la Cour des jeunes délinquants de Montréal en 1912, l'ancêtre de la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec. Il y régnait une atmosphère, une mentalité et un fonctionnement très différents de ceux qui prévalent aujourd'hui.

Afin de bien comprendre le fonctionnement de cette cour, il est important de connaître le contexte historique dans lequel elle a été établie ainsi que les dispositions pertinentes de la Loi sur les jeunes délinquants. Certains acteurs ont joué un rôle essentiel dans la définition de ce qui était perçu comme des comportements délinquants au début du XX^e siècle. Leurs opinions et croyances ont influencé tant la conception de la loi que son application et, en conséquence, le traitement des mineurs par la cour. La Loi sur les jeunes délinquants proposait une approche nouvelle dans le traitement des jeunes, qu'ils soient garçons ou filles, mais on peut se demander si cette approche, qui misait essentiellement sur la protection des mineurs délinquants plutôt que sur leur punition, était appliquée de la même manière aux filles et aux garçons. N'a-t-on d'ailleurs pas souvent

entendu dire que les tribunaux se faisaient plus paternalistes à l'endroit des filles que des garçons ? C'est pourquoi ce mémoire a pour but d'étudier comment les filles étaient traitées par la cour, en introduisant quelquefois des comparaisons avec le traitement des garçons lorsque cela s'avère utile. Le traitement de ces jeunes filles par la Cour des jeunes délinquants a longtemps été négligé par la littérature, malgré le fait qu'elles représentaient environ le cinquième des mineurs qui y étaient traduits. L'objectif de ce mémoire est essentiellement de mieux comprendre et d'expliquer le traitement des jeunes filles par la Cour des jeunes délinquants de Montréal durant toute la période de l'existence de celle-ci, soit de 1912 à 1950.

1.2 Revue de littérature

Avant d'entreprendre une recherche, il est nécessaire de se familiariser avec les recherches précédentes traitant du sujet. Cela permet de faire état des connaissances déjà établies dans le domaine et ainsi, de permettre un avancement par rapport à ces dernières. De cette manière, la présente section, qui contient une recension de la recherche pertinente et une revue de littérature permettra de mieux comprendre où en sont les connaissances sur le traitement des jeunes filles devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. Afin de bien comprendre le traitement des jeunes filles traduites devant la cour à cette époque, il importe tout d'abord de connaître le contexte dans lequel la Loi sur les jeunes délinquants a été adoptée, pour ainsi mieux saisir les changements apportés par cette loi. Ensuite, les diverses dispositions de la Loi sur les jeunes délinquants et les changements qu'elle amena seront explorés : cette loi encadra le fonctionnement des tribunaux pour mineurs au Canada à compter de leur création. Enfin, les pratiques des tribunaux, particulièrement envers les filles, seront explorées afin de mettre en place les bases de cette recherche.

1.2.1 Le contexte entourant l'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908

Si les tribunaux pour mineurs et le statut distinct dont y jouissent les mineurs font maintenant partie de notre quotidien, il n'en a pas toujours été ainsi. Ce statut fut véritablement consacré par la Loi sur les jeunes délinquants de 1908. Mais comme le souligne Trépanier (2002), le statut spécial accordé aux jeunes délinquants n'a pas été créé de façon abrupte en 1908. Il s'est plutôt établi de façon graduelle par des changements légaux successifs qui ont permis la mise en place d'institutions et de procédures judiciaires propres aux jeunes délinquants et aux enfants négligés.

À compter des années 1820, dans plusieurs pays, on assiste à l'apparition de quartiers séparés pour les mineurs dans diverses prisons et institutions spécifiques. Des orphelinats sont créés par des groupes privés afin d'y recueillir les enfants abandonnés suite à l'arrivée de nombreux immigrants, mais cela ne permet pas la prise en charge des enfants vagabonds, mendiants ou délinquants (Strimelle, 1998 ; Fecteau, Ménard, Trépanier et Strimelle, 1998). Les autorités publiques assument alors la tâche de s'occuper du traitement à imposer à cette population. L'enfermement des mineurs dans des institutions pénitentiaires avec les adultes devient de moins en moins vu comme la solution à privilégier pour répondre à leurs besoins spécifiques (Strimelle, 1998). On assiste à une prise de conscience quant aux particularités des jeunes délinquants et à une volonté d'instaurer une prise en charge spécifique pour ces derniers afin d'éviter la contamination provenant de la proximité avec des criminels adultes.

Au Québec et au Canada, l'intervention de plusieurs personnages influents mène à l'adoption d'une loi en 1857 qui permet la création de prisons de réforme afin d'éduquer et corriger les mineurs et confère ainsi un statut juridique particulier à ces derniers (Trépanier, 2000b). On désire

accélérer les procès des mineurs et avoir recours moins fréquemment à la détention provisoire. Une première prison de réforme ouvre ses portes l'année suivante à l'Ile-aux-Noix. Plusieurs critiques se font entendre, ce qui mène à des changements ; on ne veut plus punir les enfants mais plutôt les réformer et les corriger (Trépanier, 2000b). Deux lois sont adoptées au Québec en 1869 afin de permettre l'établissement d'écoles d'industrie dans lesquelles les enfants errants, abandonnés, négligés sont placés et d'écoles de réforme à l'intention de mineurs délinquants (Trépanier, 2003 ; Fecteau et coll., 1998). On assiste à l'émergence graduelle d'un régime et d'une philosophie de la protection de l'enfance, notamment en Ontario et au Québec. Cette philosophie de protection de l'enfance jouera un rôle crucial dans la mise en place de la justice des mineurs. Suite à l'adoption d'une première loi ontarienne en 1888 et d'une seconde qui a suivi en 1893 concernant la protection des enfants négligés, des sociétés d'aide à l'enfance sont créées dans différentes villes ontariennes. Certaines développent une approche à la protection de l'enfance qui leur semblait particulièrement appropriée. Il faut rappeler que les compétences en matière de législation concernant les mineurs au Canada appartiennent aux deux ordres législatifs : provincial et fédéral. Le Parlement fédéral a compétence en matière de mineurs délinquants en raison de sa compétence en matière de droit et de procédure criminels. Les législatures provinciales ont, quant à elles, compétence en matière de protection d'enfance en danger. On note au plan fédéral des changements attestant de la volonté d'accorder un statut particulier aux mineurs délinquants. À ce propos, on retrouve dans le premier Code criminel du Canada, en 1892, des dispositions permettant la tenue de procès pour les mineurs séparément de ceux des adultes (Trépanier, 2003) et une loi en 1894 rendant plus contraignante cette disposition (Trépanier, 2000b). Quelques changements restent à réaliser, notamment au plan du recours à des tribunaux spéciaux et à la probation pour les délinquants, ce qui sera concrétisé dans la Loi sur les jeunes délinquants en 1908 (Trépanier, 2000b). Les mineurs jouissaient donc d'un statut particulier avant même

l'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants. Cette dernière vient consolider ce statut.

Certains acteurs jouèrent un rôle important dans l'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants, notamment J.J. Kelso, surintendant des enfants négligés de l'Ontario, le juge François-Xavier Choquet de Montréal, le sénateur Béique, et surtout, William L. Scott. Ce dernier est reconnu par différents auteurs comme le principal instigateur de cette loi grâce, notamment, à son influence et son réseau de contacts. Comme l'explique Trépanier (2000), sous la pression de la Société d'aide à l'enfance d'Ottawa, William L. Scott se rend à la National Conference of Charities and Corrections, tenue à Philadelphie, aux États-Unis, en 1906. Il constate lors de cette conférence que les agents de probation aux États-Unis font le même genre de travail pour les délinquants que les sociétés d'aide à l'enfance ontariennes pour les enfants en danger. Il estime que cette extension aux enfants délinquants du travail fait à l'endroit des enfants en danger est remarquable. Il prend conscience que le juge et l'agent de probation sont des acteurs indispensables à l'extension du modèle protectionnel aux mineurs délinquants et que tout cela ne peut se réaliser sans l'adoption d'une loi fédérale, vu la compétence du Parlement fédéral en matière de droit criminel et de procédure criminelle (Trépanier, 2000). C'est donc suite à cette conférence et à ses observations qu'il décide de faire introduire au Canada les principes des tribunaux pour mineurs et de la probation déjà implantés aux États-Unis. Toujours selon Trépanier (2000), Scott discute de la question avec son père, Richard W. Scott, sénateur et secrétaire d'État au sein du gouvernement Laurier. À ce titre, le sénateur est responsable de la préparation du discours du trône et décide d'y inclure l'annonce d'un projet de loi concernant les jeunes délinquants, sans pour autant obtenir l'approbation du ministre de la Justice, qui sera par la suite forcé à endosser le projet. La Loi sur les jeunes délinquants est finalement adoptée en juillet 1908.

On peut donc voir ici que l'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants ne provient pas d'une préoccupation du gouvernement mais plutôt de l'influence de certains groupes de pression, notamment des sociétés d'aide à l'enfance, ainsi que de personnages importants. Dans un contexte où l'approche du droit pénal classique était remise en question à l'endroit des mineurs délinquants que l'on voyait non comme des êtres responsables, mais plutôt comme des personnes entraînées vers la délinquance par leur milieu, on estimait nécessaire de protéger les jeunes contre les circonstances susceptibles de les amener à la délinquance.

La Loi sur les jeunes délinquants adoptée par le Parlement fédéral en 1908 permettait la mise en place d'un tribunal pour mineurs dans une ville ou une province qui en souhaitait l'établissement. Elle n'en rendait pas l'établissement obligatoire dans tout le pays. Montréal fut la première ville québécoise à se doter d'une cour des jeunes délinquants en 1912. Plusieurs facteurs sont à l'origine de la création de la première Cour des jeunes délinquants à Montréal, notamment la situation socio-économique particulière de cette ville suite à l'urbanisation grandissante, l'industrialisation, l'exode rural, l'immigration massive et l'appauvrissement des milieux urbains (Niget, 2005). Une Société d'aide à l'enfance voit le jour en 1908 à Montréal et milite en faveur d'une justice pour les mineurs en faisant notamment une campagne active par le biais des journaux montréalais (Niget 2005). Selon Niget, la nouvelle vision de la délinquance des mineurs, la pression exercée par la Société d'aide à l'enfance jointe à l'influence de personnages importants, de campagnes publicitaires actives et des conditions de vie particulières à Montréal ont amené la création de la première Cour des jeunes délinquants dans cette ville en 1912. La Ville de Québec a inauguré la seconde Cour des jeunes délinquants de la province en 1940 seulement (Myers, 2006).

1.2.2 Le modèle protectionnel apporté par la Loi sur les jeunes délinquants

Comme nous avons pu le constater, la Loi sur les jeunes délinquants adoptée en 1908 fut inspirée par le modèle de justice pour mineurs américain qui prônait que l'État intervienne à titre de « parent bienveillant » dans les situations où une famille ne pouvait pourvoir aux besoins de ses enfants »¹. Un modèle protectionnel semblable fut implanté au Canada avec la Loi sur les jeunes délinquants. Deux acteurs ont fourni un apport crucial dans l'accomplissement de cette tâche : premièrement, « un juge paternel, bienveillant et protecteur présidant une nouvelle juridiction spéciale, choisi en raison de ses qualités humaines et de son aptitude à comprendre les enfants » (Trépanier, 2000a: 29) et l'agent de probation représentant « le bras droit qui assiste ce magistrat spécialisé; animé du même esprit que le magistrat, il mène ses interventions jusque dans la famille de l'enfant » (Trépanier, 2003: 115). Selon Trépanier (1999: 309), il est estimé que « [...] children could be prevented from leading a life of crime if they were removed from the evil influence of their middle and reformed while they were still malleable ». On remarque donc l'importance apportée au milieu social de l'enfant et son influence sur le comportement délinquant du jeune. « Le délinquant doit être protégé contre ces facteurs qui le mènent à la délinquance : c'est ainsi que la société sera le mieux protégée » (Trépanier, 2003 : 114). L'accent n'est plus mis sur la responsabilité de l'enfant, comme le requerrait le droit pénal jusque-là. Le jeune délinquant, influencé par son environnement, n'est pas tenu responsable de ses actes et ne peut donc pas être puni en fonction de l'infraction qu'il a commise (Trépanier, 2002). Le principe de proportionnalité, cardinal en droit criminel, selon lequel la mesure imposée doit être proportionnelle à la gravité de l'infraction commise, ne peut plus s'appliquer dans ce contexte. C'est que « l'objectif de la mesure n'est plus de punir, mais de protéger l'enfant afin qu'il ne devienne pas délinquant. (...) Le choix de la mesure doit être centré sur

¹ Informations prises sur le site Internet du ministère de la Justice du Canada à l'adresse : http://www.justice.gc.ca/fr/ps/inter/juv_jus_min/sec02.html

les besoins individuels du mineur, non sur l'infraction.» (Trépanier 2003: 114). Il en découle des changements dans le choix et la durée des mesures imposées. Ainsi, « les mesures peuvent être imposées pour une durée déterminée ou indéterminée, le tribunal a le pouvoir de faire traduire à nouveau devant lui tout jeune de moins de vingt-et-un ans déjà déclaré jeune délinquant et d'ordonner à son égard toute autre mesure prévue par la loi, sans que ce jeune n'ait commis de nouvelles infractions » (Joyal 1999: 115). La protection des droits du jeune n'est pas une considération importante; en fait, elle est perçue comme « superflue et incompatible avec une approche centrée sur la protection de l'enfance » (Trépanier, 2003 :114). Cette affirmation pourrait nous faire réagir à première vue mais elle est tout à fait logique puisque l'approche adoptée est celle de la protection de l'enfance. Comme le dit Trépanier (2003 :114) : « Pourquoi reconnaîtrait-on à un enfant des droits lui permettant de se protéger contre une intervention qui lui serait favorable ? Ne serait-ce pas contraire à son intérêt ? » De cette manière, aucun recours n'était possible s'il advenait un vice de procédure, tant que la mesure prise était dans l'intérêt de l'enfant. La protection de l'enfance était donc prioritaire sur la protection des droits des enfants. C'est dans cette optique de protection de la jeunesse qu'a vu le jour la Loi sur les jeunes délinquants de 1908. Cela n'exclut pas, par contre, que « l'enfant âgé de plus de quatorze ans, accusé d'avoir commis un crime grave, puisse être renvoyé à la juridiction normalement compétente si la cour est d'avis que « le bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent » (Joyal 1999: 115).

Un jeune délinquant tel que défini par la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 est un mineur âgé entre sept et seize ans, du moins jusqu'en novembre 1942, date à laquelle, l'âge de la majorité pénale passe à dix-huit ans. Cette hausse oblige désormais de traduire les filles et les garçons de 16 et 17 ans devant le tribunal pour mineurs plutôt que devant les tribunaux pour adultes. La loi fédérale de 1908 définit le jeune délinquant comme « un enfant qui commet une infraction à l'une quelconque des dispositions du Code criminel (...) ou d'un statut fédéral

ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité », à cette définition s'ajoute tout enfant qui « à raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou une prison de réforme pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial² ». Comme le souligne Trépanier (2000b), les écoles industrielles au Québec accueillaient les enfants jugés comme étant en besoin de protection. Cette catégorie incluait aussi les enfants dits « réfractaires » à l'autorité parentale (Niget, 2005).

Des amendements amenés à la *Loi des écoles d'industrie* en 1912, demandés principalement par le juge Choquet, a permis d'y inclure les groupes formés d'enfants « incorrigibles » et « négligés » (Trépanier, 2000b). Dans le premier groupe dit des « incorrigibles » on retrouve les « enfants qui désertent le toit familial, qui désobéissent habituellement aux demandes légitimes et raisonnables de leurs parents, qui se livrent habituellement à la paresse, qui sont incontrôlables ou incorrigibles, qui usent habituellement d'un langage obscène ou indécent ou qui se conduisent d'une manière immorale » (Trépanier, 2000b : 73-74). Le second groupe formé d'enfants dits « négligés » comprend « un enfant âgé de pas plus de quatorze ans qui est orphelin; orphelin de père ou de mère, si le survivant tient une mauvaise conduite ou est condamné à la prison ou au pénitencier pour offense criminelle ». Ce groupe inclut aussi « tout enfant qui, à raison de la négligence, l'ivrognerie ou autres vices de ses parents, de son gardien ou de la personne chez qui il réside, est élevé sans éducation et sans aucun contrôle salulaire ou dans des circonstances qui l'exposent à mener une vie de paresse et de désordre; tout enfant qui mène une vie de vagabondage ou est trouvé errant à des heures indues ou est sans abri et paraît délaissé ou abandonné ; tout enfant qui est habituellement battu ou traité cruellement par ses parents ou par les personnes chez qui il réside; tout enfant qui, par le fait qu'il est

² Loi concernant les jeunes délinquants, art. 2. *Statuts du Canada*, 1908, chap. 40

infirmes ou qu'il n'a ni tuteur ni aucun parent en ligne directe capable ou digne d'en prendre soin, est exposé à vagabonder ou à mourir de faim »³.

En 1924, un amendement à la Loi des jeunes délinquants a fait en sorte que soit défini comme délinquant un jeune « coupable d'immoralité sexuelle et de toute forme semblable de vice » (Joyal, 1999, Lanctôt et Desai, 2002, Lanctôt, 2003 et Myers, 2006). Ces séries d'amendements ont comme impact que soient considérés jeunes délinquants non seulement les mineurs qui commettent des infractions au Code criminel ou autres lois pénales, mais aussi une série de jeunes dont les comportements étaient jugés inacceptables pour des mineurs alors qu'ils n'étaient pas criminalisés pour des adultes. Cela prendra une pertinence particulière pour ce qui est des filles, tel que nous le verrons plus loin.

Bref, l'approche sous-jacente à cette Loi sur les jeunes délinquants de 1908 est celle du modèle protectionnel, le « child welfare model » américain, où on entend prévenir un enracinement des jeunes dans la délinquance en les protégeant contre des facteurs qui peuvent la favoriser. La protection de l'enfance remplace donc la punition comme approche privilégiée pour réagir à la délinquance des jeunes. Plusieurs auteurs sont d'avis que le modèle protectionnel amené par la Loi sur les jeunes délinquants ne visait pas toujours les intérêts des enfants concernés, bien que cela devait être le cas sous cette nouvelle loi. Cela nous amène donc à nous demander si les intentions initiales affirmées dans cette loi se trouvent dans l'application de cette dernière ? En d'autres termes, les pratiques engendrées par la Loi sur les jeunes délinquants étaient-elles conformes à ce que l'on déclarait souhaiter initialement obtenir lors de son adoption ? L'application de la loi sera ainsi explorée dans la section suivante afin d'amener des éléments de réponse à cette question.

³ Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les jeunes délinquants, S.Q. 1912, c. 39, art. 4 et 5 (qui modifient l'article 4036 des S.R.Q. de 1909 et y ajoutent un article 4036a).

1.2.3 La Loi sur les jeunes délinquants dans sa pratique

La loi elle-même et son application peuvent être différentes. La loi reflète en large part les intentions de ses promoteurs, leur idéologie, le projet qu'ils voulaient réaliser. L'application de la loi réfère plutôt aux pratiques quotidiennes mises en place grâce à cette loi.

Le texte de la Loi sur les jeunes délinquants a été écrit de façon à pouvoir s'appliquer autant pour les garçons que pour les filles mineurs. Il serait donc neutre dans sa formulation. Trépanier et Quevillon (2002) affirment cependant qu'il y a des différences entre les filles et les garçons dans l'application de cette loi. À ce propos, Bertrand (2003 : 165) souligne que « la lettre de notre droit pénal et celles de toutes les lois canadiennes évitent désormais la caractérisation sexuelle des sujets de droit, auteurs ou victimes. Mais quand nous parlons du « genre » du droit, nous n'en sommes plus à la lettre de la loi. Ce qui nous préoccupe, c'est l'esprit des lois et la culture juridique car cela marquera l'application différenciée de la norme selon le genre des justiciables. » Elle ajoute que « la norme pénale et surtout son interprétation et son application, renvoient les justiciables à leur genre » (Bertrand, 2003 : 165). Lanctôt (2003 : 438) abonde dans le même sens en parlant du système de justice sous la Loi sur les jeunes délinquants : « ce système de justice juvénile patriarcal paraissait tellement discriminatoire que la critique n'a pas tardé à se faire entendre. En effet, une certaine unanimité s'est dégagée de la littérature criminologique quant au traitement discriminatoire dont les jeunes filles faisaient l'objet au sein du système de justice juvénile ».

Certains auteurs ont mis en évidence plusieurs différences entre le traitement des filles et des garçons devant la Cour des jeunes délinquants. Myers (1999)⁴ affirme que les mineures étaient majoritairement traduites devant la cour à la demande de leurs parents. Les garçons, quant à eux,

⁴ Les travaux de Myers (1999) portent sur la Cour des jeunes délinquants de Montréal en 1918.

étaient davantage traduits devant la justice à la demande de policiers ou de personnes autres que les parents, pour des infractions comme le vol ou pour avoir troublé la paix publique (Trépanier et Quevillon, 2002)⁵. Toujours selon ces auteurs, les filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal, bien qu'en plus petit nombre que les garçons, étaient proportionnellement surreprésentées par rapport à ces derniers pour certaines infractions telles que l'incorrigibilité, le vagabondage et la flânerie. Les filles étaient davantage inculpées pour avoir contrevenu à des activités déviantes violant les normes sociales, ce que l'on appelle les délits statutaires, par exemple pour avoir provoqué l'autorité parentale ou fugué (Lancôt, 2003)⁶. Les délits statutaires sont des comportements punissables uniquement pour les mineurs, à cause de leur âge; un adulte ne pourrait donc pas être poursuivi pour un délit semblable puisqu'il ne constitue pas un crime en soi (Fréchette et LeBlanc, 1987). Bertrand (1979)⁷ explique la surreprésentation des filles dans la catégorie des délits statutaires en disant que « les normes auxquelles sont soumises les filles et les femmes diffèrent de celles qui s'appliquent pour les garçons et les hommes. L'étendue des comportements jugés acceptables devient ainsi beaucoup plus étroite pour les filles qu'elle ne l'est pour les garçons ». Les besoins des filles étaient perçus très différemment de ceux des garçons (Cox, 2003)⁸. Avoir un foyer pauvre, une mauvaise éducation par les parents apparaissait plus dommageable ou dangereux pour une fille que pour un garçon et le fait d'avoir des expériences sexuelles comportait des risques différents selon le sexe de l'individu (Cox, 2003). Strimelle (1998) explique cette différenciation par le fait que la délinquance des filles était perçue comme dangereuse à long terme puisque leur « immoralité » remettait en cause les valeurs sociales et la morale dominante alors que celle des garçons ne représentait qu'un danger moral immédiat.

⁵ Les travaux portent sur la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1950.

⁶ Les travaux de Nadine Lancôt portent sur la délinquance féminine, sous les régimes de la Loi sur les jeunes délinquants, la Loi des jeunes contrevenants, la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents et la Loi de la protection de la jeunesse.

⁷ Les travaux de Bertrand retracent l'histoire de la criminalité des femmes et les statistiques des années 1880 à 1972 au Canada.

⁸ Les travaux de Cox sur la délinquance des jeunes filles en Angleterre entre 1900 et 1950.

Nous venons de voir que lorsqu'il est question de l'application de la Loi sur les jeunes délinquants, on note une différence dans le choix des comportements posant problème en fonction du genre de l'accusé. Mais qu'en est-il des mesures choisies pour résoudre le problème ? Selon Lanctôt (2003 : 437), « les filles semblaient être l'objet d'un contrôle plus strict que les garçons lorsqu'elles étaient accusées de délits statutaires. » Chesney-Lind et Pasko (2004)⁹ ont découvert que les filles faisaient non seulement l'objet d'un contrôle plus strict que les garçons lorsqu'elles étaient accusées de délits statutaires mais ce contrôle était plus strict que celui imposé aux garçons et aux filles accusés d'un crime¹⁰. Comparativement aux garçons, les jeunes filles accusées de délits statutaires avaient une plus grande probabilité d'être placées en institution pour de tels délits et leur période de mise sous garde risquait d'être de plus longue durée » (Biron et al., 1980; Chesney-Lind et Shelden, 1992 dans Lanctôt, 2003). Plusieurs différences ont été soulevées par les divers auteurs en ce qui concerne le traitement des jeunes filles par rapport à celui des garçons, ce qui suggère que l'application de la Loi sur les jeunes délinquants diffère effectivement en fonction du genre de l'accusé, autant pour les comportements jugés comme posant problème que pour les mesures prises pour y remédier. Puisqu'on trouve une telle différence dans l'application de la Loi selon le genre du mineur et ce, malgré le fait que le texte de la Loi soit écrit de manière à pouvoir s'appliquer sans distinction à l'égard du genre, il devient donc important d'explorer la réalité de ces jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants et ce qu'elle présente de spécifique.

⁹ Ces travaux portent sur la criminalité des femmes en Californie, particulièrement depuis les années 1980 mais concernent aussi, dans une certaine mesure, les années précédentes.

¹⁰ Chesney-Lind et Pasko (2004 : 61) citent plusieurs auteurs qui abondent dans le même sens (Chesney-Lind, 1973; Cohn, 1970; Datesman et Scarpitti, 1977; Gibbons et Griswold, 1957; Kratcoski, 1974; Mann, 1979; Pope et Feyerherm, 1982; Schlossman et Wallach, 1978; Shelden, 1981)

1.2.4 Le traitement des jeunes filles par les tribunaux pour mineurs

Avant d'explorer plus en détails le traitement des jeunes filles par les tribunaux pour mineurs, il convient de dresser un bref portrait de ces jeunes filles traduites devant la justice, tel qu'il ressort de divers travaux de recherche.

Selon Myers (1999), elles représentaient 20 % de toutes les affaires présentées devant la cour en 1920. Une étude de Trépanier et Quevillon (2002) situe plutôt le pourcentage de filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants entre les années 1912 et 1949 à 17 %. Elles sont donc minoritaires devant la Cour des jeunes délinquants. Myers (1998 : 378) dresse un portrait de ces jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal :

“Most of the girls who came before the juvenile Court in Montreal were working class and from thirteen to fifteen years of age. Their home lives were marked by instability, death, poverty and general hardship. Typically, girls did not attend school after age eleven and most had worked many jobs by the time they were fourteen years old. At the bottom of the labour market hierarchy, they were subject to the worst jobs and lowest pay. Their sexual experiences began early, sometimes as defiance of parental, cultural and religious structures while in other cases as a result of violent men in their lives.”

Mais quels comportements étaient tout particulièrement définis comme posant problème chez ces jeunes filles ? Et quelle place y occupait leur sexualité ?

i) Comportements défini comme posant problème, à l'origine de l'intervention de la cour

À cette époque, on assiste à plusieurs changements dus aux mouvements rapides de la population des campagnes vers les villes,

l'urbanisation, l'industrialisation et la précarité économique, ce qui amène une crainte de la promiscuité (Niget, 2005). La ville devient rapidement un lieu d'expression de la diversité sociale où se développent de nombreux loisirs et plaisirs populaires qui sont perçus comme la source de tous les dangers (Niget, 2005). L'après-guerre amène son lot de nouveautés, souvent en provenance de l'étranger; on assiste à l'avènement du cinéma, d'une mode vestimentaire différente et à l'arrivée de certains types de danses que l'Église, très influente à cette époque, dénonce publiquement par le biais de sermons et de lettres publiées dans les journaux (Lévesque, 1989 ; Hamelin et Gagnon, 1984). Ces nouveaux loisirs amènent les jeunes filles hors de la maison familiale et de son contrôle le soir et la nuit (Myers, 2006).

L'indépendance grandissante des jeunes filles de la classe ouvrière était perçue comme une nouveauté et un danger social pour les classes dirigeantes (Cox, 2003). Cela peut s'expliquer par le manque de contrôle de l'élite sur les changements observés (Niget, 2005). L'émancipation des jeunes filles était généralement définie en termes économiques, sociaux et sexuels. Cette émancipation était continuellement identifiée comme une source première de leur détérioration morale, un symptôme de leur rébellion ainsi qu'une preuve de leur délinquance (Cox, 2003). Myers (2006) abonde dans le même sens en affirmant que les conditions économiques des familles de la classe ouvrière forçaient souvent les jeunes filles à abandonner l'école pour se trouver sur le marché du travail afin de contribuer au revenu familial. Une fois sur le marché du travail, la vie de ces jeunes filles prenait un nouveau tournant, hors du contrôle et de la surveillance continue de leurs parents. Plusieurs d'entre-elles gagnaient un salaire qu'elles remettaient généralement à leur famille, sauf pour une partie qu'elles conservaient pour dépenser dans les distractions offertes par la ville comme le cinéma, les salles de danse ou les restaurants (Myers, 2006). Le fait de devoir remettre leur maigre revenu à leurs parents incitait des jeunes filles à rejeter les responsabilités familiales et à opter pour un chemin leur permettant une plus grande

indépendance (Strange, 1995). Une première source de conflit proviendrait donc de l'obligation de remettre une partie de leur salaire à leurs parents. Selon les divers acteurs consultés, les jeunes filles préféraient garder le plus d'argent possible pour leurs besoins personnels. L'utilisation que ces jeunes filles faisaient de l'argent qu'elles gardaient représentait une seconde source de conflit dans la sphère familiale. Ce désir d'obtenir une plus grande indépendance entraînait des conflits à la maison puisque la jeune fille ne respectait pas le couvre-feu, désertait le toit familial, dépensait l'argent qu'elle avait gagné plutôt que de le remettre à sa famille et modifiait les règles de la séduction et des rencontres hétérosexuelles (Myers, 2006). Cette auteure affirme que peu importe l'activité qui amenait les jeunes filles individuellement devant la cour, en tant que groupe, les filles délinquantes étaient perçues comme des agents d'immoralité. La combinaison de leur âge, leur genre et leur réticence à se soumettre à l'autorité familiale, faisaient d'elles un groupe à contraindre. Ainsi, les jeunes filles étaient surveillées dans une multitude d'endroits : à l'école, au travail, au cinéma, dans les cafés, les magasins, dans la rue et dans la famille (Cox, 2003).

Plusieurs comportements pouvaient mener à l'arrestation d'une jeune fille. À ce sujet, Chesney-Lind et Pasko (2004) soutiennent que les délits statutaires, contrairement aux violations criminelles, permettaient l'arrestation de mineurs pour une large variété de comportements défiant l'autorité parentale : fugue de la maison, être une personne ayant besoin de supervision ou de protection, être incorrigible, être hors de contrôle, etc. Odem (1995) ajoute à ces comportements la désobéissance aux parents, l'association à des compagnons de mauvaise réputation, le danger de donner dans la fainéantise ou de mener une vie immorale. Ces conduites, bien qu'elles ne constituaient pas des actes criminels en tant que tel, pouvaient donner lieu à une arrestation et une comparution du mineur devant le tribunal pour mineurs. Chesney-Lind et Pasko (2004) affirment que les délits statutaires jouaient un rôle majeur dans la délinquance des jeunes filles. Celles-ci étaient effectivement

surreprésentées par rapport aux garçons pour les causes d'incorrigibilité, de désertion, de comportements à caractère sexuel, de vagabondage et de flânerie (Trépanier et Quevillon, 2002). Odem (1995) déclare que la grande majorité des filles (81 %) étaient appréhendées pour des infractions morales ou sexuelles, consistant pour 63 % en délinquance sexuelle (la jeune fille avait des relations hétérosexuelles en dehors du mariage, qu'elles soient de nature sexuelle ou non), et pour 18 % en infractions morales (actes que les officiers voyaient comme pouvant mener éventuellement à la délinquance sexuelle, tels que fréquenter les cafés ou les danses sans chaperon, boire de l'alcool, sortir tard le soir, flirter ou s'habiller d'une manière provocante). Les comportements tels que la fréquentation des salles de danse et des cafés, la consommation d'alcool, le fait de flirter avec les marins, de rester hors de la maison la nuit ou de s'habiller d'une manière provocante étaient donc ciblés comme des comportements « dangereux » (Odern, 1995). Myers (1999) souligne pour sa part que les trois quarts des jeunes filles traduites devant la cour étaient inculpées pour incorrigibilité, ce qui renvoie au fait que les filles refusaient de se soumettre aux règles de la maison, de travailler et de contribuer aux besoins de la famille ou aux travaux ménagers ou qu'elles avaient des relations sexuelles hors mariage. Elles étaient aussi inculpées pour désertion et vagabondage lorsqu'elles étaient retrouvées flânant dans la rue. Ces jeunes étaient dirigées vers le marché du travail essentiellement en raison de la pauvreté de leur famille. Quelques variantes peuvent apparaître d'une recherche à l'autre, mais des tendances de fond ressortent malgré tout dans ces études portant sur les infractions pour lesquelles les jeunes filles se retrouvaient devant la justice pour mineurs : surreprésentation des filles dans les délits statutaires et importance accordée par la cour à la sexualité dite précoce de ces jeunes filles.

Le clergé jouait un rôle significatif dans la condamnation de ces loisirs et de la sexualité des jeunes filles, prétextant que la mode est une provocation du mal, que les danses lascives éveillent des passions

malsaines et que le cinéma empoisonne le cœur et l'esprit en donnant des idées nouvelles aux âmes saines (Hamelin et Gagnon, 1984). Tous les endroits où les jeunes pouvaient se rencontrer sans le contrôle protecteur des parents ou des chaperons étaient donc à proscrire (Lévesque, 1989). Cela incluait les bains publics, la plage, les cours de natation, les sports d'hiver et particulièrement les longues balades en voiture où se côtoyaient les deux sexes, puisqu'il s'agissait d'occasions de péril moral. Lorsqu'une faute était commise, les conséquences s'avéraient indélébiles pour la jeune fille (Lévesque, 1989). Selon cette auteure, le péché de la chair amenait une déchéance sociale pour la jeune fille, la perte de sa réputation et de son honneur ainsi qu'une grande difficulté à se trouver un parti honnête et anéantissait généralement ses chances de faire un bon mariage. Les conséquences de cette vision, largement diffusée, se répercutaient dans les familles et aussi à la cour. Il convient donc de mieux explorer en quoi la sexualité des jeunes filles était importante pour les officiers de la cour.

ii) Importance de la sexualité des mineures comme comportement posant problème

Plusieurs auteurs placent la sexualité des jeunes filles au cœur des préoccupations des divers acteurs, lui accordant ainsi une importance de premier ordre. Nous tenterons donc de mieux comprendre de quelle manière se traduit cette préoccupation en explorant plus en détails la littérature à ce sujet.

Avec les difficultés quotidiennes de leur vie, certaines jeunes filles recherchaient une forme de plaisir en fréquentant et en appréciant les loisirs offerts dans les villes. Il leur était possible d'y rencontrer des membres de l'autre sexe, ce qui facilitait la formation de relations amoureuses (Odem, 1995). Ces jeunes filles pouvaient par la suite choisir d'avoir des relations sexuelles avec un garçon et ce, en dehors des liens du mariage. Certaines d'entre elles considéraient la relation comme

sérieuse et étaient affligées en apprenant que les hommes avec qui elles avaient des relations intimes n'avaient pas l'intention de les épouser ou même de les considérer comme compagne sérieuse (Odem, 1995). Cette auteure affirme que les filles s'engageaient dans des relations sexuelles pour plusieurs raisons, soit sous la promesse d'un mariage à venir, pour le plaisir ou par amour. Parfois la sexualité devenait aussi une stratégie de survie ou servait à obtenir différents objets ou plaisirs qu'elles ne pouvaient s'offrir autrement, comme par exemple des entrées au cinéma (Niget, 2005, Odem, 1995). Dans certaines affaires, le fait d'avoir des relations sexuelles représentait une forme de rébellion contre des conventions sociales trop rigides ou contre des restrictions parentales (Odem, 1995) ou encore un besoin d'autonomie (Niget, 2005).

En 1924, un amendement permettant de définir comme délinquant un jeune « coupable d'immoralité sexuelle et de toute forme semblable de vice » introduit un ajout à la Loi sur les jeunes délinquants. (Joyal, 1999, Lanctôt et Desai, 2002, Lanctôt, 2003, Myers, 2006 et Niget, 2005). Cet amendement permet de généraliser à l'ensemble du Canada, la répression de l'immoralité déjà présente au Québec (Niget, 2005). Malgré le fait que cet amendement pouvait s'appliquer autant aux garçons qu'aux filles, Trépanier et Quevillon (2002 : 341) soutiennent que cette modification avait pour but de « faciliter la prise en charge de jeunes filles mineures ayant des rapports sexuels avec des adultes ». Myers (2006) ajoute que l'État assurait que ce nouvel amendement permettrait d'atteindre les « semi prostituées » ou les prostituées occasionnelles, tout en permettant de contrôler certaines jeunes filles de la classe ouvrière ayant un comportement jugé immoral. Dans les faits, cet amendement touche quasi exclusivement la sexualité des jeunes filles au Québec (Niget, 2005).

Les pratiques et procédures de la justice étaient orientées afin d'obtenir des preuves de proximité sexuelle. Lors de l'arrestation d'une fille, des preuves de son immoralité pouvaient être recherchées par

l'officier responsable de l'arrestation et ensuite par le travailleur social. Ils questionnaient la jeune fille et, si possible, le jeune homme avec qui elle était suspectée d'avoir eu des relations sexuelles et ce, peu importe l'infraction pour laquelle la jeune fille était appréhendée (Chesney-Lind et Pasko, 2004). Suite à leur arrestation, les jeunes filles étaient souvent confinées dans une maison de détention, dans l'attente de leur procès (Odem, 1995). Pendant cette détention préventive, elles étaient toutes soumises à un examen gynécologique afin de déterminer si elles étaient toujours vierges (Odem, 1995). Les jeunes filles conduites devant la cour pour un vol ou une infraction envers la propriété, donc sans lien avec une infraction à caractère sexuel, devaient souvent se soumettre à un test gynécologique ainsi qu'à un test de dépistage contre les maladies vénériennes (Myers, 1998). Cet examen faisait partie de l'enquête de base dans les causes des jeunes filles; par contre, la sexualité des garçons n'était investiguée que lorsqu'il y avait une raison de croire qu'ils souffraient d'une maladie vénérienne (Myers, 2006). Si le médecin découvrait une preuve de relation sexuelle, soit un hymen déchiré ou une ouverture vaginale élargie, cela était pris en note dans le rapport du médecin et servait de preuve de délinquance en cour contre la jeune fille (Myers, 1999).

Suite à la découverte de la perte de sa virginité, la jeune fille était étiquetée comme délinquante sexuelle et pouvait être mise à l'écart des autres filles présumées innocentes (Odem, 1995). Si la jeune fille affirmait avoir été agressée ou violée, des procédures étaient rarement prises contre l'agresseur présumé et elle était malgré tout considérée comme délinquante sexuelle (Strange, 1995, Lévesque, 1989). Une jeune fille arrêtée pour vol pouvait devenir une délinquante sexuelle et être traitée en fonction de cette nouvelle étiquette. Cela signifie que la cour accordait plus d'importance aux actes sexuels antérieurs de la jeune fille qu'à l'infraction initialement alléguée qui pouvait devenir secondaire. Plusieurs jeunes filles amenées devant la cour n'avaient de relations sexuelles qu'avec un seul homme, en l'occurrence un compagnon stable

mais restaient étiquetées comme délinquantes sexuelles malgré tout (Odem, 1995). Celles qui avaient partagé le lit de plusieurs hommes et celles, plutôt rares, qui étaient engagées dans la prostitution étaient également désignées comme délinquantes sexuelles (Odem, 1995). Plusieurs de ces jeunes filles étaient par la suite envoyées dans des institutions où tout contact avec des membres du sexe opposé était évité (Chesney-Lind et Pasko, 2004). Un changement notable du comportement et du style de vie était jugé nécessaire avant que la jeune fille ne soit remise en liberté et placée en probation (Odem, 1995). L'agent de probation exigeait des filles qu'elles mettent fin à leur relation avec leur compagnon, qu'elles ne fréquentent plus les salles de danse ou qu'elles quittent un emploi considéré comme inapproprié (Odem, 1995). Lorsque la jeune fille était retournée chez ses parents, elle demeurait malgré tout sous la supervision de l'agent de probation pour une certaine période, souvent jusqu'à sa majorité (Joyal, 1999).

Comme nous avons pu le constater, tous s'accordent pour dire que la sexualité ou la promiscuité sexuelle était une préoccupation importante, particulièrement pour les officiers et les auxiliaires de la cour. La preuve de relations sexuelles pouvait être recherchée afin de prouver la délinquance de la jeune fille et ce, même si l'infraction initiale n'avait aucun lien apparent avec la sexualité. Cela nous renseigne sur l'importance accordée à la sexualité devant la cour.

iii) Les mesures prises par les tribunaux

Après avoir exploré les comportements pour lesquels les jeunes filles étaient amenées devant la cour, il convient de savoir quelles mesures étaient choisies par les tribunaux afin de résoudre les problèmes perçus. Lorsque des jeunes filles étaient accusées de délits statutaires, elles semblaient faire l'objet d'un contrôle plus strict que les garçons accusés de ces mêmes délits (Lanctôt, 2003). Le contrôle était même plus strict pour les filles accusées de délits statutaires que pour les filles ou les

garçons accusés d'un crime (Chesney-Lind et Pasko, 2004). Ainsi, le placement en institution était davantage utilisé pour les filles que pour les garçons accusés de délits statutaires et la période de placement risquait d'être de plus longue durée dans le cas des filles (Biron, Gagnon et Leblanc, 1980; Chesney-Lind et Sheldon, 1998 dans Lanctôt et Desai, 2002). Myers (1998) explique que ces infractions statutaires étaient largement comprises en termes de sexualité précoce. Elle affirme que les jeunes filles étaient poursuivies pour ces infractions dans le but de prévenir, restreindre ou réprimander les activités sexuelles en dehors du mariage et les comportements sociaux pouvant mener à une vie de débauche. Odem (1995) soutient que les placements plus fréquents des jeunes filles étaient souvent dus à la pression provenant des réformateurs et aux officiers de la cour, qui continuaient à promouvoir l'institutionnalisation pour les délinquantes sexuelles. Ils argumentaient que ces jeunes filles requéraient plus souvent un confinement en institution que les délinquants de sexe masculin et ce, pour plusieurs raisons. Selon les travailleurs sociaux, la délinquance féminine, qu'elle soit qualifiée de sexuelle ou non, résultait plus souvent d'une dégradation du foyer ou d'une vie familiale inadéquate ; la réhabilitation exigeait alors que la jeune fille soit retirée de cet environnement (Odern, 1995). Considérant que la délinquance sexuelle était perçue comme une infraction particulièrement sérieuse car la jeune fille était perçue comme en péril, ce qui représentait une menace pour sa vie entière, la situation demandait une action immédiate et justifiait un placement. Le jeune homme délinquant, au contraire, tel que décrit par de nombreux agents de probation, n'était pas tant considéré comme un mauvais garçon que comme un simple fauteur de trouble ayant besoin de discipline (Odern, 1995). En somme, il était considéré normal que les garçons aient quelques écarts de conduite, mais ces mêmes incartades étaient vues comme répréhensibles pour les filles, ce qui justifiait le placement pour les jeunes filles mais pas pour les garçons.

Bref, le placement était plus souvent utilisé pour les jeunes filles que pour les garçons accusés de délits statutaires. L'utilisation du placement était justifiée par la perception du degré de sévérité du problème posé, ce qui était évalué sur diverses dimensions de la vie personnelle et familiale des jeunes. Ainsi, pour un même acte, la situation de la jeune fille était perçue comme étant plus critique et une action, souvent le placement, s'avérait donc nécessaire. Cela est tout à fait cohérent avec le modèle protectionnel sous-jacent à la Loi sur les jeunes délinquants, en fonction duquel on ne réagit pas tant à l'infraction qu'aux autres dimensions de la vie des jeunes. La prise en compte centrale de la sexualité des jeunes filles est tout à fait cohérente avec le modèle protectionnel. L'application de ce modèle est « genrée » puisqu'elle ne s'effectue pas de la même manière pour les garçons que pour les filles. Certains auteurs amènent des explications à cette différenciation en fonction du genre. Bertrand (1979) affirme que les normes qui s'appliquaient aux filles étaient différentes de celles qui s'appliquaient aux garçons. Ainsi, les comportements jugés acceptables pour les garçons ne l'étaient pas toujours pour les filles. Cox (2003) ajoute qu'outre les comportements, les besoins des filles étaient perçus différemment de ceux des garçons. De cette manière, la pauvreté, la mauvaise éducation ou le fait d'avoir des expériences sexuelles était perçu comme plus dommageable pour les filles que pour les garçons (Cox, 2003). Ces normes auxquelles étaient soumises les jeunes filles étaient des normes généralement acceptées par la société de cette époque. Les comportements jugés acceptables ou répréhensibles étaient jugés ainsi par différents acteurs de la société, incluant les acteurs du système de justice. Ces acteurs avaient chacun un rôle important à jouer au sein de ce système de justice, comme nous le verrons dans la section suivante.

1.2.5 Les différents acteurs dans le système de justice pour mineurs

Plusieurs acteurs jouaient un rôle au sein de la justice des mineurs. L'importance du rôle des acteurs pouvait varier en fonction des causes ; certains jouissaient d'une influence directe sur la prise de décision et d'autres d'une influence plutôt indirecte. Comme nous le verrons dans cette section, chacun de ces acteurs, soit les officiers et les auxiliaires de la cour, les parents ou les jeunes filles elles-mêmes, avait un rôle à jouer et pouvait modifier l'expérience de ces dernières à la cour.

i) Les officiers et les auxiliaires de la cour

Deux officiers de la cour avaient davantage d'importance sur la scène judiciaire : le juge et l'agent de probation. Le juge était censé présenter une figure paternelle, bienveillante et protectrice (Trépanier, 2000a); il devait être en mesure de comprendre l'enfant et prendre les mesures nécessaires en fonction des besoins de ce dernier. L'agent de probation avait également un rôle important puisqu'il était responsable de l'enquête sur les jeunes et leur milieu et de leur surveillance. Il devait faire une évaluation du foyer pour la cour; si celui-ci était jugé acceptable, la jeune fille pouvait le plus souvent retourner chez elle, avec ou sans mesure de probation. Dans le cas contraire, on la plaçait à l'école de réforme ou dans une maison privée comme domestique (Myers, 1998). L'agent de probation remettait au juge un rapport concernant la famille et la mineure ainsi que ses recommandations afin d'aider le juge à prendre une décision. Il devait notamment évaluer si les parents élevaient leur enfant d'une manière satisfaisante.

De plus, des experts travaillaient pour la cour, tels que des médecins, des psychiatres et des psychologues, afin d'établir des rapports sur la condition physique et psychologique des jeunes filles amenées

devant le tribunal. L'objectif des officiers et des auxiliaires de la cour était de modifier les comportements des jeunes filles jugés inacceptables et les empêcher ainsi de s'enraciner dans la délinquance et ce, en discernant la base du problème par une approche individualisée et en mettant en application les solutions pour sa réhabilitation; tous ont l'intention, du moins théoriquement, de rendre la jeune fille réformée à sa famille (Iacovetta, 1998). Les officiers essayaient de modifier le comportement sexuel et l'attitude des jeunes filles de la classe ouvrière en les éduquant avec des standards de féminité de la classe moyenne et en dispensant des conseils et une discipline qui faisaient supposément défaut au foyer de la jeune fille (Odem, 1995).

ii) Les parents

Chesney-Lind (1971) souligne qu'il est bien connu que la raison majeure de la présence de plusieurs jeunes filles devant la justice pour mineurs était l'insistance de leurs parents de les y faire amener. Cette considération est reprise par plusieurs auteurs qui affirment que les filles traduites devant la cour l'étaient majoritairement à la demande de leurs parents (Chesney-Lind, 1971; Odem, 1985; Myers, 1999; Myers, 2006). Myers (1999) explique cet état de choses par la réaction d'alarme, d'outrage et de peur des parents face au désir croissant d'autonomie de leurs filles : comme ces filles désiraient une plus grande autonomie, le comportement principal dont elles étaient accusées consistait généralement à défier l'autorité parentale. Elles refusaient de remettre la contribution économique requise par leurs parents, de contribuer aux tâches ménagères de la maison ou elles avaient en apparence une attitude précocement favorable à la sexualité (Myers, 1999). Lorsqu'une jeune fille transgressait les limites imposées par ses parents, ceux-ci se tournaient vers la cour afin d'assurer sa surveillance et, s'il y a lieu, sa punition, ce qui permettait de renforcer la définition d'un comportement normal et acceptable apporté par l'Église et la famille (Myers, 1998). Il est

important de considérer que les parents n'amenaient pas leur fille devant le tribunal pour mineurs à la première dispute ou transgression des règles de la maison, mais plutôt en dernier recours comme le souligne Iacovetta (1998). Cette comparution devant la cour s'effectuait après une période de conflits intenses avec leur jeune fille ou un grand nombre de menaces, de cris et de visites de la police (Iacovetta, 1998). Les parents amenaient leurs filles devant la cour pour les faire obéir à leurs règles mais également pour les sauver d'une grossesse involontaire, d'une maladie transmise sexuellement ou pour éviter qu'elles ne ruinent leur réputation de façon permanente (Iacovetta, 1998). La désertion du toit familial sans raison valable était aussi une raison pour laquelle un parent pouvait faire comparaître sa fille, puisque la désertion était souvent comprise comme preuve de promiscuité sexuelle (Myers, 2006). Même les parents plus permissifs, qui permettaient un couvre-feu très tardif ou quelques écarts de conduite, traçaient la limite de l'acceptable à la promiscuité sexuelle (Iacovetta, 1998). La sexualité des jeunes filles était une préoccupation très importante de la part des parents et des officiers de la cour. L'apport et le rôle des parents étaient importants pour le système de justice puisque cela permettait de cibler des infractions difficilement visibles autrement, telles que la désertion ou la désobéissance et surtout, l'incorrigibilité (Niget, 2005). Les parents assumaient ainsi en quelque sorte un rôle de police auprès de la cour en initiant des procédures contre leur fille (Myers, 2006). Comme nous l'avons vu précédemment, les parents essayaient aussi d'influencer les décisions de la cour dans le sens de leurs intérêts (Odem, 1995), parfois en demandant d'incarcérer leur fille ou encore en demandant à la cour de donner une leçon à leur fille et la retourner ensuite à la maison. Les parents voyaient parfois l'intervention du tribunal des mineurs comme un moyen de renforcer leur autorité parentale. Ainsi, en amenant leurs filles devant la cour, ils espéraient obtenir de l'appui et un moyen de se faire obéir par ces dernières (Odem, 1995). Les parents se retrouvaient donc au cœur de ce nouveau système de justice : ils exerçaient une influence significative sur la définition d'un comportement délinquant, traduisaient devant la cour un grand nombre de

jeunes, particulièrement des filles (comparativement aux garçons) et finalement, insistaient sur leur droit de faire discipliner leurs enfants par l'État (Myers, 1999). Ils proposaient également leurs recommandations en matière de mesures à imposer et servaient de témoins devant la cour (Myers, 1999).

iii) Les jeunes filles

Les jeunes filles n'avaient pas beaucoup de pouvoir devant cette nouvelle Cour des jeunes délinquants. Elles avaient malgré tout un certain rôle à jouer au sein de ce système de justice. La cour était un endroit où il leur était permis, parfois par le biais des rapports de l'officier de probation, de raconter leur histoire, de se faire entendre, d'expliquer leur « débauche », ce qu'elles faisaient en utilisant plusieurs stratégies (Myers, 2006). Certaines déclaraient avoir été séduites, afin de faire valoir leur innocence. D'autres demandaient justice pour avoir été violées ou abusées. Plusieurs résistaient au discours qui prévalait à la cour concernant leur délinquance sexuelle, en rejetant ouvertement la notion qu'elles étaient « mauvaises » ou « délinquantes » (Myers, 2006). Elles défiaient les conceptions dominantes concernant l'innocence sexuelle des femmes et leur pureté (Odem, 1995). Certaines jeunes filles expliquaient leur délinquance en se plaignant de parents qu'elles jugeaient très stricts, ou encore par l'ennui et par l'attrait du plaisir et des amis (Iacovetta, 1998). D'autres utilisaient la cour lorsqu'elles étaient enceintes pour forcer le père à les épouser ou à contribuer aux frais occasionnés par la grossesse ; une stratégie qui ne réussissait pas toujours (Odem, 1995). La cour représentait donc un endroit où les jeunes filles pouvaient s'exprimer et parfois même faire des revendications qui ne trouvaient pas toujours un écho favorable auprès des officiers de la cour. On remarque que, bien que ces jeunes filles aient été amenées devant la cour à l'initiative de d'autres personnes, elles ne demeuraient pas toujours passives devant le sort que

d'autres souhaitaient leur réserver, en dépit du fait que les rapports de pouvoir ne les favorisaient pas au départ.

iv) Liens et interactions entre les acteurs

Comme nous l'avons vu précédemment, la Loi sur les jeunes délinquants fut adoptée suite à l'influence de certains groupes de pression, notamment des sociétés d'aide à l'enfance. L'intention de ces groupes était d'implanter un modèle protectionnel dans le traitement des jeunes délinquants et ce, dans l'intérêt de ces jeunes. Il est important de noter que tous les auteurs ne sont pas d'accord pour dire que ce modèle protectionnel ne visait que le meilleur intérêt des enfants. Certains chercheurs ont proposé d'autres analyses des intentions des réformateurs, notamment Platt (1977) qui affirme qu'un tel mouvement n'est pas une entreprise humaniste parlant au nom de la classe ouvrière contre le pouvoir établi (bourgeoisie, professionnels); au contraire, son impulsion est venue principalement des classes moyennes et supérieures pour concevoir de nouvelles formes de contrôle social afin de protéger leur puissance et leurs privilèges. Les sociétés d'aide à l'enfance avaient comme but d'assurer un ordre, une stabilité sociale et un contrôle, tout en préservant le système de classes et de répartition de la richesse (Platt, 1977). La théorie du contrôle social avancée par Platt avance que l'État, représenté par une classe émergente de professionnels, domine la classe ouvrière en contrôlant ses enfants. On utilisait les officiers de probation, la surveillance et la coercition dans le but de transformer la famille selon des idéaux bourgeois (Myers, 2006). Tout comme Platt, plusieurs chercheurs affirment que le tribunal pour mineurs n'a pas incarné les principes de la protection de la jeunesse préconisés par les fondateurs de la législation juvénile et que l'effet de la nouvelle cour, volontaire ou non, s'est plutôt traduit dans un régime oppressif envers la classe ouvrière (Myers, 2006). En fait, sous le couvert de la protection de la jeunesse, ce nouvel appareil intimidait, maintenait l'ordre et disciplinait les familles (Myers, 2006). Cette

assertion va dans le même sens que la proposition de Scholssman (1977) : selon lui, le tribunal pour mineurs américain se posait en agent afin de rehausser l'éducation et la morale des pauvres. La théorie du contrôle social voulant qu'il existe une domination des classes bourgeoises sur la classe ouvrière est bien connue dans le domaine social. Selon Myers (2006), le tribunal pour mineurs, avec les idéologies bourgeoises du mouvement de protection de la jeunesse, de nouveaux spécialistes ainsi que des institutions récentes, permettait une intrusion massive dans la vie des gens de la classe ouvrière. Dans cette optique, le modèle protectionnel amené par la Loi sur les jeunes délinquants, ayant pour but de permettre des interventions dans l'intérêt des enfants et de répondre à leurs besoins, permettait aussi de contrôler la classe ouvrière en passant par le contrôle du comportement des jeunes de cette classe. Cette théorie implique que les parents de la classe ouvrière et leurs filles tenaient plus des rôles de spectateurs –voire d'objets- que des rôles d'acteurs de la justice et qu'ils étaient passifs devant son administration. Cette conception a soulevé plusieurs critiques de la part de différents auteurs.

Tout d'abord, Myers (2006) met en relief le fait qu'une certaine forme de complicité des parents était un élément nécessaire au fonctionnement de la cour. Cette complicité était nécessaire car certains comportements jugés problématiques se produisaient à la maison et donc, les parents en étaient des témoins privilégiés. Dans une bonne proportion des causes, ce sont eux qui amenaient leurs filles devant la cour pour diverses raisons (Chesney-Lind, 1971; Odem, 1985; Myers, 1999; Myers, 2006). Cette constatation a permis une remise en question de l'argument apporté par la théorie du contrôle social selon lequel la cour était un instrument de l'État bourgeois à l'encontre de familles qui n'en étaient que les victimes. Myers (2006) affirme que les historiennes féministes concernées par la réforme de l'assistance sociale dressent plutôt le portrait de la relation entre les programmes ou les agences et leurs clients comme une relation interactive dans laquelle les clients ne sont pas

rendus passifs par l'action de l'État. À ce propos, Odem (1995) affirme que les réformateurs de la classe moyenne et les professionnels ont créé et administré la justice des mineurs pour promouvoir leurs intérêts, c'est-à-dire pour contrôler et réformer les habitudes socialement inacceptables des jeunes de la classe ouvrière et de leurs parents. Cela semble aller dans le même sens que l'argument de Platt énoncé plus haut; cependant, suite à ses recherches portant sur la Cour d'Alameda et de Los Angeles en Californie, Odem découvre qu'après la mise en place de ce système, les parents de la classe ouvrière ont tenté de l'utiliser pour atteindre leur but, soit de restreindre les comportements de leurs enfants qui entraient en conflit avec les besoins familiaux et leurs attentes (Odern, 1995). Elle ajoute qu'en plus d'initier des procédures contre leurs filles, les parents essaient également d'influencer les décisions de la cour dans le sens de leurs intérêts, même s'ils n'y réussissent pas toujours. Odem (1995) en conclut que plutôt que de voir le système de justice comme un modèle de contrôle des classes du haut vers le bas, il serait plus juste de le concevoir comme un réseau triangulaire de luttes et de négociations entre les jeunes filles et leurs parents, entre les parents et les officiers de la cour, entre les officiers de probation et le juge et certainement entre les délinquants et les officiers de probation ou les administrateurs des écoles de réforme. Dans cette perspective, les divers acteurs, tant les professionnels et les officiers de la cour que les parents et les jeunes filles, sont perçus comme jouant un rôle actif au sein du système de justice.

Les différents acteurs de la cour avaient donc chacun un rôle spécifique à jouer lors de procédures judiciaires. Les jeunes filles, les parents de la classe ouvrière et les officiers de la cour n'avaient pas les mêmes objectifs, les mêmes intérêts ni les mêmes méthodes pour arriver à leurs fins. Il en résultait un réseau de conflits et de négociations. Ces conflits et négociations, particulièrement en ce qui concernait les jeunes filles, s'enclenchaient souvent à la maison entre des parents désireux d'imposer des limites et de les faire respecter et leurs filles qui

revendiquaient une plus grande autonomie sociale et sexuelle (Odem, 1995). Lorsque les négociations échouaient, les parents se tournaient vers le tribunal pour mineurs et insistaient pour que leur fille se fasse discipliner par l'État (Myers, 1999). Le rôle des parents dans ces dossiers pouvait être complexe et ambigu. Leur décision de déposer une plainte contre leur fille amenait l'autorité de l'État dans leur vie (Iacovetta, 1998). Une fois l'État investi d'une cause, les procédures s'enchaînaient très rapidement ; ceux qui les avaient initiées n'en avaient pas le contrôle. Peu importe leurs intentions initiales, les parents de la classe ouvrière qui entraient en contact avec le système de justice étaient souvent jugés sévèrement par les officiers de probation investiguant leur foyer (Iacovetta, 1998). Ils pouvaient recevoir un accueil mitigé lorsqu'ils allaient chercher de l'aide à la cour afin de contrôler la désobéissance de leur fille (Odem, 1995). Si certains utilisaient la cour efficacement, d'autres trouvaient que les décisions et les pratiques de cette dernière entraient sérieusement en conflit avec leurs besoins et leurs désirs (Odem, 1995). Cette auteure affirme que les parents avaient généralement une idée claire et précise de leurs désirs en amenant leur fille devant la cour. La majorité d'entre eux ne souhaitaient pas remettre la garde et le contrôle de leur fille à la cour : ils espéraient seulement que la cour renforcerait leur propre autorité et les aiderait à élever leur enfant selon leurs exigences (Odem, 1995). Odem ajoute que des conflits émergeaient fréquemment lorsque la cour ordonnait de retirer la jeune fille de son foyer sans le consentement des parents. Parfois, ceux-ci, après avoir fait appel à la cour pour forcer leur fille à la soumission, regrettaient leur geste et demandaient au juge de la relâcher (Knupfer, 2001). Dans certaines affaires, les jeunes filles surprenaient leurs parents en demandant au juge de leur désigner un tuteur ou, dans de rares occasions, d'être envoyées dans une institution (Knupfer, 2001). Les jeunes filles concernées par les procédures étaient clairement les plus désavantagées dans le processus car elles avaient peu d'influence ou de contrôle sur la situation (Myers, 1999).

Les divers acteurs, tant les professionnels et les officiers de la cour que les parents et les jeunes filles, jouaient un rôle actif au sein du système de justice. De même, Trépanier (2004) affirme en citant la distinction entre la loi et la norme établie par Garland (1985 : 236) que « les acteurs du pénal complètent la loi en lui ajoutant des normes qu'ils définissent et précisent au jour le jour lorsqu'ils prennent des décisions dans le cadre desquelles ils appliquent la loi à des cas particuliers. Moins la loi est précise, plus grand est leur rôle à cet égard, ce qui était le cas sous le régime de la Loi sur les jeunes délinquants ». Ainsi, les officiers de la cour et, dans une certaine mesure, les parents de la classe ouvrière, ont apporté leurs contributions à la définition de ce qui était considéré à l'époque comme un comportement normal et acceptable et en contrepartie, la définition de ce qui était considéré comme un comportement déviant ou délinquant, en initiant eux-mêmes les procédures envers leurs filles. Ces définitions ont par la suite influencé la manière dont le comportement des jeunes filles était interprété et la solution qui était appliquée. Les parents et les officiers de la cour pouvaient voir différemment la nature et les causes de la délinquance féminine et, en conséquence, ne pas y assigner les mêmes solutions (Odem, 1995). Il est donc important de comprendre ces diverses perceptions et définitions d'un comportement déviant ou délinquant car elles ont une influence sur les procédures et les décisions de la cour ainsi que sur l'expérience des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants.

1.3 Problématique

Cette revue de littérature montre que la Loi sur les jeunes délinquants a été adoptée en 1908 suite aux pressions de certains groupes provenant des milieux de la protection de l'enfance et par le concours de certaines personnes influentes. Suite à la création des tribunaux pour mineurs et sous cette Loi sur les jeunes délinquants, les mineurs n'étaient plus traités comme des criminels responsables de leurs

actes mais plutôt comme des enfants ayant besoin d'être guidés dans la vie. L'intention des réformateurs était d'étendre aux mineurs délinquants le modèle protectionnel utilisé envers les mineurs en besoin de protection. Certains auteurs tels que Platt (1977) argumentent que ce système avait pour but de permettre aux classes favorisées de contrôler la classe ouvrière en contrôlant les comportements des enfants. D'autres auteurs, tels que Odem (1995) affirment au contraire que les enfants et les parents n'étaient pas uniquement des spectateurs mais qu'ils agissaient davantage comme des acteurs devant la cour. Odem concevait le système de justice pour mineurs comme un réseau triangulaire de luttes et de négociations entre les jeunes filles, leurs parents et les officiers et auxiliaires de la cour. Cette théorie de la triangulation de Odem nous servira de cadre théorique pour cette recherche.

Même si le texte de la loi ne fait pas de différence entre les garçons et les filles, l'application de la loi semble, quant à elle, créer certaines différences entre les deux sexes. Les comportements jugés problématiques étaient différents pour les filles et pour les garçons. Les filles étaient surreprésentées par rapport aux garçons dans la catégorie des délits statutaires, tels que l'incorrigibilité, la désertion ou la flânerie. Aux yeux des officiers de la cour, ces comportements constituaient généralement un indice de promiscuité sexuelle chez la jeune fille. Les mesures imposées aux filles étaient aussi différentes de celles qui étaient imposées aux garçons. Ainsi, les filles risquaient plus de se voir imposer une mesure de placement qu'un garçon pour un même délit, et le placement risquait d'être de plus longue durée pour les filles. Les comportements jugés problématiques chez ces jeunes filles découlaient de normes socialement acceptées par divers acteurs de la société. La théorie de la triangulation amenée par Odem (1995) soutient que plusieurs acteurs étaient actifs au sein du système de justice pour mineurs. Ces acteurs, que ce soit les parents, les jeunes filles concernées par les procédures, les juges, les officiers de probation ou les professionnels, façonnaient dans une certaine mesure ce qu'était la justice des mineurs

dans son quotidien. Il est donc essentiel de considérer et de comprendre leurs opinions afin de mieux comprendre le traitement des jeunes filles devant la cour, ce qui constitue essentiellement l'objectif principal de ce mémoire.

1.3.1 Objet d'étude

Dans le cadre de ce mémoire à caractère historique, nous nous proposons d'étudier les problèmes ayant amené des jeunes filles mineures devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal de 1912 à 1949, tels que définis par les différents acteurs, ainsi que les décisions judiciaires entourant leur passage devant la justice. Nous entendons considérer ce qui est vu comme problème dans le comportements des jeunes filles, leurs conditions de vie, les conditions familiales et toute autre facette jugée pertinente afin d'approfondir notre connaissance des problèmes que présentaient les jeunes filles ayant comparu devant la cour. Nous tenterons de saisir ce qui était défini comme problème central chez ces mineures par les acteurs judiciaires et familiaux, de façon à comprendre quels comportements étaient socialement jugés inacceptables pour ces jeunes filles et pourquoi, ainsi que les solutions proposées pour réagir à ces comportements. Les opinions et recommandations de différents acteurs figurant dans les dossiers judiciaires des jeunes filles seront considérées : les parents, les médecins, les agents de surveillance (ou agents de probation), le juge et toute autre personne émettant une opinion dans ces documents. La période retenue est celle de l'existence de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, à partir de ses débuts en 1912 jusqu'à la dernière année complète avant qu'elle ne soit remplacée par la Cour de Bien-être social, soit 1949. Ce projet prendra la forme d'une analyse documentaire à partir de pièces présentes aux dossiers judiciaires de ces jeunes filles.

1.4 Objectifs

Afin de faire ressortir les éléments pertinents à cette recherche et d'être en mesure d'en tirer des conclusions, il convient de cibler des objectifs précis.

1.4.1 Objectif général

On peut présenter l'objectif général de cette recherche comme étant de comprendre, décrire et expliquer ce qui est défini comme problématique chez les jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal, de 1912 à 1949, ainsi que les mesures prises pour réagir à ces problèmes.

1.4.2 Objectifs spécifiques

Cet objectif général peut se traduire dans quelques objectifs spécifiques.

1^{er} objectif spécifique : Dresser un profil des jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949.

Il s'agit ici, par le biais d'analyses statistiques, de dégager les grandes tendances. Plusieurs variables telles que le sexe, l'âge, la langue, la religion et l'éducation seront mises en relation afin de dresser un portrait des jeunes filles ayant comparu devant la cour. L'intérêt de cet objectif est de faire ressortir diverses caractéristiques de cette clientèle, ce qui aidera ensuite à mieux comprendre les problèmes que présentent ces jeunes filles. Certaines comparaisons entre les filles et les garçons enrichiront

l'analyse en permettant d'établir ce qui pose problème spécifiquement chez les jeunes filles et en donnant un point de référence. Elles seront utilisées lorsque cela s'avèrera utile et intéressant pour expliquer la situation des mineures.

2^e objectif spécifique : Analyser les comportements définis comme posant problème chez les jeunes filles traduites devant la cour, selon le point de vue des différents acteurs du système de justice pour mineurs.

Ce second objectif spécifique représente le cœur du mémoire et fera l'objet du chapitre 4. Cet objectif vise ultimement à cerner ce qui est défini par les acteurs comme étant le problème central posé par ces jeunes filles. Les variables utilisées pour mener à bien cet objectif seront le plaignant et l'infraction. Les points de vue de différents acteurs seront ensuite analysés, (parents, médecins, agents de surveillance, juges et toute autre personne en contact avec la jeune fille dont on trouve des traces dans les dossiers de la cour) afin de permettre une meilleure compréhension de ce qu'ils percevaient comme posant problème chez ces jeunes filles.

3^e objectif spécifique : Analyser les décisions prises par la cour pour réagir aux problèmes posés par les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants et les mesures jugées comme étant les plus appropriées selon le point de vue des différents acteurs.

Ce troisième objectif spécifique fait aussi partie du cœur du mémoire et fera l'objet du chapitre 5. Cet objectif vise ultimement à cerner quelles sont les solutions apportées afin de remédier à ce qui est défini comme problème central chez les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal. Les variables utilisées pour mener à bien cet objectif seront : le verdict, le jugement et le jugement en fonction

des infractions. La perception des différents acteurs sur les mesures les plus appropriées pour régler les problèmes qu'ils identifient chez ces mineures viendra ensuite compléter l'analyse.

1.5 Intérêt de la recherche

Plusieurs aspects expliquent l'intérêt de cette recherche. Grâce à l'étude du passé, nous pouvons mieux comprendre d'où nous venons et ainsi, mieux mettre en perspective la réalité d'aujourd'hui. C'est en possédant des informations sur le passé que nous pourrons mieux comprendre l'évolution et les réalités d'aujourd'hui et, sans doute, éviter de refaire les mêmes erreurs, s'il y a lieu. L'étude du traitement des jeunes filles dans le passé permet de mieux comprendre et d'expliquer la provenance de nos croyances présentes sur la délinquance féminine ainsi que sur l'approche utilisée auprès des jeunes filles.

L'intérêt principal et l'originalité de cette recherche proviennent du fait qu'une majorité des travaux sur la justice des mineurs réalisés avec une approche historique porte principalement sur l'émergence de cette justice des mineurs, sur les intentions de ses promoteurs, sur le projet qu'ils voulaient réaliser. Ces travaux portent donc sur la loi proprement dite. Ce n'est que depuis quelques années que des recherches se sont penchées sur les pratiques de cette justice, une fois mises en marche. L'application de cette Loi sur les jeunes délinquants est donc un sujet assez peu étudié et, lorsque ses pratiques sont considérées, elles le sont peu pour les filles, particulièrement à l'échelle de quatre décennies.

Par ailleurs, les travaux portant sur les pratiques concernant les filles ont souvent tendance à se limiter à l'examen des pratiques visant uniquement les filles, sans les comparer avec ceux concernant les garçons. Dans la recherche sur la Cour des jeunes délinquants de Montréal dans laquelle s'inscrit ce projet, des informations ont été

recueillies sur le traitement des filles et des garçons, ce qui permet de mieux cerner ce que le traitement des filles a de spécifique, en le comparant au traitement des garçons lorsque cela est pertinent. De plus, le point de vue des différents acteurs a été recueilli afin de cerner le regard que ceux-ci portaient sur les jeunes, leur milieu et leurs comportements. Au total, la présente recherche apportera une contribution qu'aucune autre n'a apportée jusqu'à maintenant.

CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

Le chapitre 2 est consacré entièrement à la méthodologie utilisée pour mener à bien cette recherche. Ce chapitre a pour objectif d'expliquer et de justifier la méthode utilisée pour obtenir nos résultats. Deux sources d'informations sont disponibles pour étudier les problèmes évoqués concernant les jeunes filles lorsqu'elles sont traduites devant la Cour des jeunes délinquants, soit le plumeau de la cour ainsi que le dossier judiciaire de chacune de ces mineures. Les données provenant du plumeau se prêtent très bien à une analyse quantitative et permettent de dresser un portrait statistique des jeunes filles amenées devant le tribunal pour mineurs. Les données provenant du dossier judiciaire de ces jeunes filles permettent, quant à elles, ajouter des éléments explicatifs qualitatifs aux résultats obtenus par des analyses statistiques. Ces informations qualitatives permettent d'enrichir et d'approfondir la compréhension du problème présenté par ces mineures, du point de vue des différents acteurs. Les méthodologies quantitative et qualitative sont donc utilisées conjointement dans cette recherche afin d'atteindre plus efficacement nos objectifs.

2.1 Justification du choix du matériel

Les documents utilisés dans le cadre de ce projet proviennent de dossiers judiciaires de jeunes filles mineures ayant comparu devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre les années 1912 et 1949, soit durant presque toute l'existence de cette cour¹¹. Le choix de Montréal comme cible d'analyse provient du fait que cette ville a été la seule de la province à avoir un tribunal pour mineurs pour la majeure partie de cette période, soit jusqu'en 1940, date à laquelle la ville de Québec a inauguré la seconde Cour des jeunes délinquants de la province (Myers, 2006). Montréal était donc l'unique centre de la justice des mineurs au Québec pendant les trois quarts de la période étudiée.

¹¹ La Cour des jeunes délinquants continua d'exister pendant une partie de l'année 1950, avant d'être remplacée par la Cour de bien-être social. L'année 1950 fut toutefois exclue de l'échantillon pour ne conserver que les années complètes d'existence de la cour afin de recueillir des données comparables d'une année à l'autre.

Il est essentiel de noter que les dossiers judiciaires disponibles pour cette recherche sont les seuls où, après un tri, on décida de procéder formellement. Effectivement, nous disposons d'indices permettant de croire que bon nombre d'affaires furent traitées informellement, du moins à certaines périodes¹². Ces affaires dont « quelqu'un » entendit parler à la cour n'ont laissé aucun dossier ni aucune autre trace d'archives qui nous permette de savoir en quoi elles consistaient. Cela reste une possibilité dont on ne cerne pas bien l'ampleur. On peut malgré tout présumer que les affaires qui composent le corpus constituent celles des affaires dont on peut croire qu'elles furent les plus sérieuses.

Les dossiers de la cour sont essentiels pour permettre une compréhension de la situation des jeunes filles amenées devant le tribunal des mineurs à cette époque. Le contenu des documents présents dans les dossiers judiciaires des jeunes fille traduites devant cette cour prend différentes formes : rapports d'agents de surveillance, rapports médicaux, lettres (provenant de parents, d'institutions ou des filles), procès-verbaux, plaintes, correspondance des juges ou toute autre information pertinente pour le dossier. Ces documents constituent une source riche d'informations : visant largement à informer la cour des problèmes présentés par les jeunes filles, ils nous transmettent à notre tour les informations colligées par les acteurs de l'époque. On peut y trouver les représentations que ces acteurs exprimaient au sujet des jeunes filles, de leur comportement, de leur milieu, ainsi que l'analyse qu'ils en faisaient et les jugements qu'ils portaient à leur sujet. Ces dossiers judiciaires contiennent des documents provenant de divers acteurs, notamment du juge, des officiers de la cour, des professionnels, des parents, des voisins, des jeunes filles. On peut y cerner leurs opinions, leur vision, leur définition de la délinquance chez ces jeunes filles et de manière plus large, ce qui leur apparaissait poser problème. Ces documents

¹² Pour plus de détails sur le traitement informel de certaines affaires devant la cour, voir Trépanier 2000b p.75-76.

représentent donc un matériel de choix bien adapté aux besoins de ce mémoire.

La provenance des documents est spécifiée dans les dossiers et le contexte de production est mentionné soit dans les documents eux-mêmes, soit dans le procès-verbal ou encore peut être déduit de l'ensemble des documents présents dans le dossier. Cela permet de juger plus efficacement de la validité du document. L'authenticité des documents est protégée puisqu'il s'agit de documents classés et conservés par les greffiers de la cour et déposés dans des archives qui ne sont pas accessibles à tous à cause de leur caractère confidentiel. Le désavantage de ce type de documents provient du fait qu'ils ont tous été rédigés dans le contexte de l'activité judiciaire, ce qui est certainement une circonstance à ne pas négliger lors de l'analyse. On peut facilement penser par exemple que certains parents, dans leurs lettres adressées au juge, avaient intérêt à ne pas divulguer à ce dernier tout ce qu'ils savaient. Ils devaient certainement vouloir démontrer qu'ils étaient de bons parents, dignes et fiables. Le portrait qu'ils présentaient de leur fille était susceptible d'être influencé par la décision qu'ils souhaitaient que le tribunal prenne. Il est tout aussi pertinent de croire que les jeunes filles cachaient des informations pour des motifs faciles à comprendre (attirer la sympathie, se déculpabiliser, protéger une personne, etc.) De la même manière, les différents acteurs judiciaires tels que les agents de probation ou autres intervenants font forcément un tri dans ce que les autres acteurs leur rapportent, en fonction de leurs propres préoccupations professionnelles, de leur idéologie ou en fonction des conclusions qu'ils veulent appuyer dans leurs rapports. Les rapports ou autres documents soumis à la cour peuvent ainsi ne pas refléter parfaitement les dires et les opinions des personnes consultées. Ainsi, certaines informations peuvent avoir été omises, cachées, transportées ou biaisées par divers acteurs. Malgré cela, la richesse des informations contenues dans ces documents est inestimable pour comprendre comment les acteurs de l'époque définissaient et percevaient les problèmes posés par les jeunes filles et

comment ils y réagissaient. Cette compréhension serait difficile, voire impossible, sans les informations contenues dans ces dossiers judiciaires.

Outre les dossiers judiciaires des jeunes filles, le plumitif est aussi un outil très utile pour cette recherche parce qu'on inscrit dans ce registre des informations de base relatives à chacune des causes d'une manière systématique et selon leur ordre d'arrivée à la cour. Les informations relatives à chaque cause tiennent le plus souvent en une seule page, ce qui permet de colliger des données de base de manière beaucoup plus rapide que par la consultation des dossiers. Pour chaque cause, on trouve dans le plumitif des informations concernant la personne, soit le nom, l'adresse, l'âge, la religion, l'année et l'éducation. On trouve également des informations concernant les procédures et décisions soit, pour chaque audience, la date, la date de remise s'il y a lieu, la détention provisoire s'il y a lieu et la décision de la cour. Ces données ont été utilisées pour la partie analyse quantitative de cette recherche.

2.2 Critères de sélection du corpus

Une banque de données a été créée depuis quelques années par Jean Trépanier et ses assistants. Les données rassemblées dans cette banque sont utilisées pour la présente étude. Un échantillon systématique de 10 % de toutes les causes de la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 y a été sélectionné afin de constituer l'échantillon principal de la banque de données. Pour ce faire, chacun des dossiers dont le numéro au plumitif (déterminé par l'ordre d'entrée des affaires à la cour), se terminant par 1 a été retenu (1, 11, 21, 31...), soit une cause sur dix pour un total de 9 212 affaires. Lorsqu'une entrée était manquante, l'entrée suivante était conservée (se terminant par le chiffre 2 ou le 3, si le 2 était manquant et ainsi de suite). Cette méthode permet d'assurer une régularité constante dans la sélection des affaires incluses et de ce fait, d'obtenir les mêmes avantages et caractéristiques que

l'échantillon aléatoire simple¹³. Le total de 9 212 affaires est suffisamment élevé pour nous permettre de faire des analyses et tirer des conclusions fiables, avec un risque d'erreur de 5%. On trouve dans cet échantillon des affaires concernant des garçons, des filles et des adultes ayant comparu devant la Cour des jeunes délinquants. Du nombre, 1 465 causes concernent des jeunes filles mineures et constituent par conséquent le corpus utilisé pour l'étude des objectifs spécifiques 1, 2 et 3 (voir la fin du chapitre précédent) avec une méthodologie quantitative.

À partir de cet échantillon principal de 9 212 causes, un sous-échantillon systématique a été formé en retenant 10 % des causes, pour un total de 815. Une cause a été retenue à toutes les dix causes dans l'échantillon principal. On y trouve ici encore des affaires de garçons, filles et adultes ayant comparu à la Cour des jeunes délinquants de Montréal. Pendant les mêmes années, pour ce sous échantillon, une collecte de données qualitatives fut menée dans les dossiers de la cour (pas uniquement dans le plumeitif). Des 815 affaires retenues pour le sous échantillon, 126 concernaient des jeunes filles mineures, ce qui constitue le sous échantillon retenu pour l'étude de la partie qualitative des objectifs spécifiques 1 et 2 de la recherche.

Échantillon principal : 9 212 causes dont 1 465 jeunes filles mineures



Sous échantillon : 927 causes dont 126 jeunes filles mineures

2.3 Approche quantitative

Divers types d'informations se prêtent très bien à une analyse quantitative pour cerner sous divers aspects qui étaient ces jeunes filles, quels motifs étaient invoqués à l'appui des interventions qui les visaient, quelles décisions étaient prises à leur égard. Les informations de base étaient consignées au plumeitif et, en conséquence, pouvaient être

¹³ Sur la question du choix d'un échantillon systématique et de sa représentativité, voir Kalton (1983 : 16-19), ou Morin (1993 : 33-38).

recueillies de manière uniforme pour l'ensemble de l'échantillon. Il a donc été possible de recueillir ces informations et d'en faire une analyse quantitative, pour ainsi établir un portrait de base (auquel des données qualitatives pouvaient ensuite s'intégrer). Plusieurs variables ont ainsi été analysées avec une approche quantitative telle que le sexe, l'âge, la langue, la religion, l'éducation, la nature de l'infraction, la qualité du plaignant, le verdict ainsi que le jugement (nature des mesures imposées). Les analyses utilisées pour ces variables sont principalement descriptives, soit des mesures de tendance centrale et de dispersion afin de mettre en relief les caractéristiques de la clientèle. Des distributions de fréquence sont aussi utilisées. Des tests de Khi carré et le coefficient de Cramer ont été jugés utiles afin de mieux qualifier la signification des résultats.

2.4 Approche qualitative

Une méthodologie qualitative est également nécessaire, particulièrement pour les deuxième et troisième objectifs spécifiques de la recherche, afin d'analyser plus en profondeur la perception des différents acteurs sur le problème présenté par les jeunes filles et les solutions jugées appropriées pour y remédier. Cette méthodologie permet d'aller chercher plus de profondeur dans la compréhension de ce qui est défini comme le problème central posé par chaque jeune fille et la situation dans laquelle elle se trouve. Cela permet de comprendre le sens des décisions du tribunal ainsi que les motifs pour lesquelles elles sont choisies et imposées.

2.5 Justification du choix de l'analyse documentaire

Comme nous l'avons vu, l'approche qualitative joue un rôle important dans cette recherche pour enrichir ou expliquer les résultats obtenus à l'aide d'analyses statistiques, afin d'en arriver à une compréhension plus précise de la situation des jeunes filles traduites devant le tribunal. Plusieurs sources d'informations à caractère qualitatif

peuvent être utilisées dans une optique qualitative; par contre la période utilisée pour ce mémoire, soit de 1912 à 1949, implique des contraintes dans le choix des méthodes qui s'avèrent intéressantes. L'observation directe est impossible puisque la Cour des jeunes délinquants de Montréal n'existe plus et les faits à observer sont passés. L'entrevue serait très difficile et ne permettrait pas d'obtenir de renseignements précis et valides puisqu'il s'agirait d'entrevues rétrospectives de 69 ans minimalement. Considérant le fait que la plupart des acteurs susceptibles de nous apporter les renseignements pertinents et nécessaires à la compréhension du traitement des jeunes filles par la cour sont maintenant décédés, la méthode de l'entrevue se trouve par le fait même impossible à réaliser. Dans la mesure où il serait possible de trouver un nombre suffisant d'acteurs ciblés qui soient toujours vivants, les informations obtenues par le biais d'entrevues pourraient être teintées de l'évolution de la mentalité et de problème de mémoire, ce qui aurait comme effet de biaiser nos résultats. On doit donc avoir recours aux sources d'époque disponibles, soit les documents que contiennent les dossiers de la cour.

L'analyse documentaire présente certains avantages notables pour la présente recherche, tel que le fait de limiter l'influence qui pourrait être exercée par le chercheur sur l'auteur des documents et, par le fait même, sur le contenu du document. Les documents sont libres de toute influence provenant du projet en cours, bien que l'analyse elle-même ne puisse prétendre en être tout à fait exempte. Témoins en quelque sorte de la réalité de cette époque, les documents contenus dans ces dossiers permettent une reconstruction de la réalité et une compréhension très utile du phénomène à l'étude.

Comme le précise Cellard (1997), l'analyse documentaire présente aussi quelques inconvénients, le premier étant que le chercheur ne peut avoir plus de précision que ce qui est écrit dans le document, ce qui peut parfois compliquer sa tâche. Les documents que contiennent les dossiers judiciaires des jeunes filles sont parfois courts et ne contiennent pas tous

les détails qu'on souhaiterait y trouver. Ils présentent une construction de la réalité, non la réalité en elle-même. Les intentions de l'auteur au moment d'écrire ce document ne sont pas toujours clairement identifiées. Par exemple, dans quelle mesure peut-on être assuré que la sélection et l'organisation de l'information dans un rapport n'est pas présentée, du moins en partie, de manière à appuyer la recommandation que l'auteur du rapport fait au tribunal ? L'auteur pourrait ainsi choisir de citer ou accentuer un commentaire d'une personne et d'en omettre un autre qui ne va pas dans le même sens que son opinion. Une analyse partiellement subjective de la situation et des réflexions personnelles de l'auteur peuvent aussi transparaître ou avoir teinté le contenu de son document. Il importe donc de bien connaître le contexte de la production des documents analysés afin de limiter l'influence de cette variable. Malgré cela, le dossier est une source d'information cruciale à considérer, dont on ne peut se passer dans le cadre d'une recherche à caractère historique. Tel est le défi de la critique historique.

2.6 Démarche

Les années sous étude sont divisées en quatre périodes afin de permettre une comparaison diachronique des procédures et décisions dans ces périodes et de mieux cerner l'évolution du traitement des jeunes filles par la cour durant ces années. La première période couvre les années 1912 à 1923, qui sont marquées par la présidence du juge Choquette à la Cour des jeunes délinquants. La seconde période s'étale de 1924 à 1931, alors que le juge Lacroix assure la présidence de cette cour. La troisième période s'étend de 1932 à 1942, au début de laquelle a lieu une réorganisation de la cour. Finalement, la quatrième période couvre les années 1943 à 1949, au cours de laquelle la population visée par la cour change en raison de la hausse de l'âge de la majorité pénale de 16 ans à 18 ans. Cette périodisation est utile lors de l'analyse quantitative, soit pour l'objectif 1, de même que pour la partie concernée des objectifs 2 et 3. Elle permet de discerner s'il existe des changements

dans le temps au niveau du portrait des jeunes filles ainsi que de leur traitement judiciaire. Ces périodes sont aussi utilisées pour la partie qualitative mais d'une façon moins stricte puisque nous possédons une quantité d'informations limitées pour chacune des périodes. Il est malgré tout possible de dégager certaines tendances dans la mesure où des changements de perception et de définition de ce qui pose problème existent effectivement au cours de ces différentes périodes. La partie qualitative vient, bien sûr, enrichir les informations trouvées à l'aide de l'analyse quantitative et permet de mieux expliquer ces changements ou, le cas échéant, l'absence de changement.

La banque de données utilisée pour cette recherche a été construite en deux temps à l'aide du logiciel Filemaker. Dans un premier temps, une fiche a été créée pour chaque cause sélectionnée dans l'échantillon principal. La première partie de chacune de ces fiches contient les données recueillies au plumeau qui ont été entrées d'une manière précodée en vue du traitement quantitatif. Dans un deuxième temps, une seconde partie a été ajoutée à la fiche pour les causes sélectionnées pour le sous échantillon, soit pour 10% des causes de l'échantillon principal. Les éléments significatifs du contenu de chaque dossier du sous échantillon servant à l'analyse qualitative sont retranscrits intégralement et classés en ordre chronologique dans la seconde partie de la fiche, de façon à uniformiser la présentation du contenu des dossiers, ce qui permet de faciliter la recherche de renseignements et les comparaisons entre les divers dossiers. La seconde partie de la fiche contient les éléments pour tous les dossiers :

Historique

Cause antérieure :

Cause actuelle :

Cause ultérieure :

Extrait de documents

Cause antérieure :

Cause actuelle :

Cause ultérieure :

Cette seconde partie de la fiche est ainsi divisée en deux sections : l'historique de la cause et les extraits de documents. La première section contient un très bref compte rendu de l'historique judiciaire du jeune (procédures, infractions et décisions) alors que la seconde contient la transcription de rapports, correspondance et autres documents que l'on trouve au dossier. Ce procédé permet de suivre chronologiquement l'évolution de la cause et des décisions de la cour.

Pour faire l'analyse du contenu, une grille d'indexation contenant 8 champs principaux, eux-mêmes sous divisés en 62 catégories a été conçue afin de repérer dans le texte les thématiques à analyser. Cette grille d'indexation a été créée en plusieurs étapes, tout d'abord avec une approche déductive, soit en se demandant à quelles questions on voulait répondre avec ces données une fois qu'elles seraient classées. Cela a permis la mise en place d'une première version de la grille. Par la suite, une méthode inductive a été effectuée, c'est-à-dire en regardant ce que les données pouvaient offrir comme informations. Cela a permis un remaniement de la première version de la grille. Un va-et-vient a ensuite eu lieu entre les deux méthodes, jusqu'à ce que la grille soit jugée satisfaisante. Cette grille d'indexation est un outil précieux pour rechercher les informations pertinentes dans la base de données et les analyser. Cette grille est aussi suivie d'instructions précises afin d'uniformiser l'annotation des informations contenues dans cette partie de la fiche. Cette grille d'analyse est produite en annexe de ce mémoire.

Les huit champs principaux de cette grille sont les suivants : (1) la définition de la situation problématique déclenchant ou justifiant l'intervention ; évaluations, recommandations et décisions ; (2) la

personne visée par les procédures et la victime ; (3) le milieu du mineur ou de l'adulte accusé ; (4) le tribunal et les acteurs judiciaires ; (5) les organismes et ressources : enquête, évaluation et mesures provisoires ; (6) les organismes, ressources et décisions : mesures/ sanctions à exécuter ; (7) autres acteurs ; (8) le contexte général. Chacun de ces huit champs est divisé en catégories, pour un total de 62 catégories. Chaque catégorie est désignée par un code chiffré. L'information présente dans les documents est annotée en fonction de ces chiffres, précédée de l'inscription « X ». Ainsi, s'il est question par exemple du mineur, des complices et de la famille de l'accusée dans le document, sa transcription du document sera précédée des annotations « X21, X23, X31 ». Chaque document retranscrit dans la fiche est ainsi annoté de manière à trouver l'information désirée plus rapidement. Il est possible de faire une recherche d'une catégorie dans la base de données en entier en inscrivant l'annotation qui lui correspond. De cette manière, si on désire consulter toutes les fiches où figurent des informations sur le logement dans lequel vit le mineur, il s'agit tout simplement de faire une recherche de l'annotation « X36 » et une sélection sera automatiquement faite de toutes les fiches contenant l'information recherchée. Cette méthode a été utilisée pour l'analyse du contenu des différents rapports. De cette manière, il était possible de repérer rapidement les dossiers où les opinions des agents de probation ou autres acteurs étaient présentes. Après avoir extrait les informations pertinentes de la base de données, il convenait par la suite d'établir une comparaison entre les divers dossiers afin de mettre en évidence les éléments communs ou divergents. La comparaison diachronique a finalement été établie en fonction des quatre périodes énumérées plus haut, lorsque cela s'avérait possible et enrichissant.

Tel que nous l'avons vu, les analyses statistiques exécutées à partir des informations quantitatives provenant du plumitif permettent de cerner sous divers aspects qui étaient ces jeunes filles amenées à la cour et quelles décisions étaient prises à leur égard. Les informations étudiées

par l'analyse documentaire provenant des dossiers des mineures permettent, quant à elles, d'expliquer et d'approfondir les résultats obtenus statistiquement et ainsi, de mieux comprendre ce qui était défini comme problème central chez ces filles du point de vue des différents acteurs. L'utilisation conjointe des méthodologies quantitative et qualitative est donc l'option la mieux justifiée afin d'atteindre le plus efficacement possible les objectifs de cette recherche.

CHAPITRE 3 : PORTRAIT DES **JEUNES FILLES**

Ce chapitre sera essentiellement consacré à un portrait quantitatif sommaire des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre les années 1912 et 1949. Ce portrait permettra de percevoir une première image de ces jeunes filles et sera nécessaire à la compréhension de la perception de leur problème, approfondie dans les chapitres suivants.

Plusieurs variables ont été utilisées afin de mieux comprendre qui étaient ces jeunes filles. Le sexe, l'âge, la langue, la religion et l'éducation, ont été étudiés avec des analyses statistiques afin de faire ressortir les informations pertinentes et permettre ainsi de créer ce portrait.

3.1 Sexe

Tableau 1 : Sexe des mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

Sexe	Fréquence	Pourcentage
<i>Filles</i>	1465	17,9
<i>Garçons</i>	6705	82,1
Total	8170	100

La première variable permettant d'acquérir des informations est certainement le sexe des mineurs présentés devant la cour. Nous remarquons dans le tableau 1 que les filles représentent 17,9% des causes de mineurs soit légèrement moins de 1/5 des causes. La proportion de filles traduites devant la cour reste relativement stable au cours des années. Ainsi, pour la première période, de 1912 à 1923, 16,8% des causes impliquent des filles. Au cours de la seconde période, soit entre 1924 et 1931, ce pourcentage passe à 16,6% des causes. Dans la troisième période, qui comprend les années 1932 à 1942, les filles représentent 17,5% des causes. On note cependant une légère augmentation dans la proportion de jeunes filles traduites devant la cour durant la dernière période, qui s'étend de 1943 à 1949, avec une moyenne de 20,1% des

affaires. Lorsqu'on considère que les jeunes filles représentaient en moyenne 50%¹⁴ des jeunes de 19 ans et moins et qu'elles représentaient en moyenne 17,9% des causes devant la Cour des jeunes délinquants, on peut en conclure que le système de justice ciblait particulièrement les garçons. Il est en effet, intéressant de remarquer que le système de justice ciblait particulièrement les garçons mais on peut aussi faire l'hypothèse qu'il existait d'autres outils de contrôle plus informels pour traiter les filles jugées déviantes hors du système de justice (famille, école, pairs...).

3.2 Age

La seconde variable qui nous apporte des données intéressantes est l'âge des jeunes filles. Leur âge moyen est de 13,8 ans. Chez les garçons traduits devant cette même cour, la moyenne d'âge se situe à 13,3 ans. Il n'y a donc aucune différence notable entre les garçons et les filles concernant l'âge de leur comparution. Il est important de noter que les données utilisées pour obtenir ces résultats concernent la cause considérée comme actuelle, soit la cause pour laquelle le jeune est inclus dans l'échantillon. Cette considération est importante car nos résultats ne reflètent pas nécessairement l'âge auquel les mineurs font leur première ou leur dernière comparution à la cour, mais plutôt l'âge moyen des mineurs lorsqu'ils furent traduits devant le tribunal pour la cause sélectionnée pour l'échantillonnage (qu'il s'agisse pour ces jeunes d'une première comparution à la cour ou d'une récidive).

L'âge moyen des mineurs traduits devant la cour varie en fonction des périodes. Ainsi, l'âge moyen des jeunes filles passe de 13 ans au cours des trois premières périodes à 14 ans au cours de la dernière période.

¹⁴ Pourcentage tiré du recensement du Canada. En 1911, 50% de la population de Montréal étaient des femmes. En 1921, 50% des jeunes de 19 ans et moins étaient des filles. En 1931, 51% des jeunes de 19 ans et moins étaient des filles et en 1941, 50% des jeunes de 19 ans et moins étaient des jeunes filles.

**Tableau 2 : Age des mineurs traduits devant la Cour des jeunes
délinquants de Montréal entre 1912 et 1949**

Périodes	Age	Sexe		Total	Pourcentage	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons
1912-1923	11 ans et -	41	299	340	15,7	23,2
	12-13 ans	46	358	404	17,6	27,7
	14-15 ans	142	550	692	54,4	42,6
	16-17 ans	25	46	71	9,6	3,6
	18+ ans	1	1	2	0,4	0,1
	Manquant	6	37	43	2,3	2,9
	TOTAL	261	1291	1552	100,0	100,0
1924-1931	11 ans et -	37	288	325	16,7	25,9
	12-13 ans	36	313	349	16,3	28,1
	14-15 ans	125	468	593	56,6	42,0
	16-17 ans	20	38	58	9,0	3,4
	18+ ans	2	3	5	0,9	0,3
	Manquant	1	4	5	0,5	0,4
	TOTAL	221	1114	1335	100,0	100,0
1932-1942	11 ans et -	91	543	634	17,1	21,7
	12-13 ans	113	704	817	21,2	28,1
	14-15 ans	245	1056	1301	46,1	42,1
	16-17 ans	49	107	156	9,2	4,3
	18+ ans	12	11	23	2,3	0,4
	Manquant	22	87	109	4,1	3,5
	TOTAL	532	2508	3040	100,0	100,0
1943-1949	11 ans et -	60	235	295	13,3	13,1
	12-13 ans	53	304	357	11,8	17,0
	14-15 ans	137	518	655	30,4	28,9
	16-17 ans	173	682	855	38,4	38,1
	18+ ans	22	22	44	4,9	1,2
	Manquant	6	31	37	1,3	1,7
	TOTAL	451	1792	2243	100,0	100,0

On remarque dans le tableau 2 que les mineures de 14 et 15 ans sont majoritaires devant cette cour pendant les 3 premières périodes où elles occupent respectivement 54,4%, 56,6% et 46,1% des causes des filles. Au cours de la dernière période, soit de 1943 à 1949, les jeunes filles de 14 et 15 ans n'occupent plus que 30,4% des affaires. Cette diminution importante du pourcentage de jeunes filles de 14 et 15 ans au cours de la quatrième période se fait au profit des jeunes filles de 16 à 17 ans. On remarque effectivement une augmentation très significative du pourcentage de jeunes filles de 16 et 17 ans au cours de la dernière période ; leur poids relatifs passe à 38,4%, ce qui constitue une

augmentation de plus de 20% comparativement aux trois premières périodes. Cette augmentation de la présence des jeunes filles âgées de 16 et 17 ans devant la cour s'explique par la hausse de la majorité pénale, qui passe de 16 ans à 18 ans en novembre 1942 ; une hausse qui oblige désormais de traduire les filles et les garçons de 16 et 17 ans devant le tribunal pour mineurs plutôt que devant les tribunaux pour adultes. On remarque d'ailleurs que l'augmentation significative des jeunes de 16 et 17 ans au cours de la dernière période se retrouve évidemment aussi du côté des garçons.

3.3 Langue

La langue nous renseigne sur un aspect du milieu social duquel vient la jeune fille.

Tableau 3 : Langue des filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

Langue	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
<i>Français</i>	1108	75,6	75,6
<i>Anglais</i>	294	20,1	95,7
<i>Autre</i>	63	4,3	100
Total	1465	100	100

En étudiant le tableau 3 on remarque que les trois quarts des jeunes filles traduites devant la cour sont de langue française alors que seulement une jeune fille sur cinq est anglophone. 95,7% des jeunes filles parlent donc le français ou l'anglais, ce qui veut dire que 4,3% d'entre-elles parlent une autre langue.

Une analyse diachronique révèle que le pourcentage de jeunes filles parlant le français est de 69,3% entre 1912 et 1923, et reste stable à

69,2% entre 1924 et 1931. Il connaît ensuite une augmentation à 79,9% entre 1932 et 1942, pour ensuite redescendre légèrement à 77,4% entre 1943 et 1949. Un accroissement notable, soit de 10,8%, est enregistré entre la seconde et la troisième période et reste stable au cours de la dernière période. Il est intéressant de constater qu'on trouve également une augmentation au cours de la période 1932-1942 en ce qui concerne les garçons mais elle est toutefois de moins grande envergure car le pourcentage passe de 62,1% à 71,3%, pour une augmentation de 9,2% par rapport à la seconde période. Ainsi, la proportion des mineurs parlant le français était plus élevée au cours des deux dernières périodes, comparativement au deux premières périodes et cela, particulièrement chez les filles où l'écart est plus prononcé. Malgré les différences observées, les mineures parlant le français sont davantage traduites devant la cour que celles parlant l'anglais ou une autre langue et ce, pendant toute la période étudiée. La présence plus fréquente des jeunes filles francophones devant la cour s'explique par la dominance de la population de langue française à cette époque. On remarque dans le recensement du Canada de 1921 que 79% de la population du Québec était de langue maternelle française. Les données du recensement concernant la langue maternelle se précisent avec les années. Ainsi, dans le recensement de 1931, on constate que 80% des femmes du Québec ont le français comme langue maternelle, pourcentage passant à 82% dans le recensement de 1941. Il est important de considérer que ces données concernent la population féminine de tout âge dans le Québec dans son entier. Une précision est malgré tout possible avec les données de 1941 où il est possible de connaître le pourcentage de femmes ayant le français comme langue maternelle dans la ville de Montréal, soit de 68% et le pourcentage de jeunes filles francophones de 19 ans et moins s'élevait à 73%. Le pourcentage de francophones est donc plus bas à Montréal que dans le Québec dans son entier. Il est donc normal que les trois quarts des jeunes filles traduites devant le tribunal pour mineurs soient francophones puisqu'elles représentent près des trois quarts des filles dans la population à cette époque.

3.4 Religion

La religion est une variable particulièrement importante dans le cadre de cette recherche, non seulement pour dresser un portrait des jeunes filles mais aussi et pour mieux comprendre certaines infractions et leur traitement par la cour. La religion à cette époque était effectivement d'une importance cruciale. Elle s'imprégnait dans les mœurs de la société, elle était présente dans tous les foyers et au centre de l'éducation des enfants (Myers, 1998). Les religieux exerçaient donc une influence considérable dans toutes les sphères de la société. L'Église condamnait divers types de loisirs tel que le cinéma, les restaurants, les salles de danses puisqu'ils étaient perçus comme des incitations au mal et donnant des idées nouvelles et malsaines (Hamelin et Gagnon, 1984). Cela se traduit de plusieurs manières dans les dossiers de la cour étudiés pour ce mémoire. Premièrement, la religion du mineur et des parents était systématiquement enregistrée et considérée dans toutes les procédures ou décisions le concernant. L'agent de probation ayant la mission d'enquêter au sein de la famille du mineur, était assigné aux familles qui étaient de la même dénomination religieuse que lui. En fait, les agents de probation étaient eux-mêmes désignés comme catholiques, protestants ou encore « non catholiques » et l'attribution des causes se faisait de manière à apparier agents de probation et mineurs en fonction de leur religion. De cette manière, un agent de probation protestant n'enquêtait pas dans une famille catholique ou juive mais uniquement chez des familles protestantes. Les institutions de placement pour jeunes délinquants et jeunes en besoin de protection étaient classées catholiques ou protestantes et les enfants y étaient placés en fonction de leur dénomination religieuse (Strimelle, 1998). Cette considération s'appliquait aussi lorsqu'un placement en famille d'accueil s'avérait nécessaire : l'enfant devait absolument être envoyé dans une famille où se pratiquait la même religion que la sienne. Il était généralement inscrit dans le rapport de l'agent de probation si l'enfant pratiquait sa religion ou non et cela

pouvait jouer en sa faveur ou contre lui devant la cour. Quelle était donc la religion des jeunes filles traduites devant la cour ?

Tableau 4 : Religion des jeunes filles mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

Religion	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
<i>Catholique romain</i>	1093	74,6	74,6
<i>Protestant</i>	160	10,9	85,5
<i>Juif</i>	39	2,7	88,2
<i>Autres</i>	17	1,2	89,4
<i>Non spécifié</i>	156	10,6	100
Total	1465	100	100

On remarque dans le tableau 3 que les mineures étaient de religion catholique romaine dans 74,6% des causes, soit près d'une jeune fille sur quatre. 10,9% des mineures étaient protestantes et 2,7 % étaient de religion juive. La religion catholique était donc de loin prédominante. Il n'y a pas de différence notable entre les filles et les garçons, la religion catholique romaine étant dominante chez ces derniers également. Une analyse diachronique montre que le nombre de filles catholiques diminue en fonction des périodes. Les jeunes filles étaient catholiques dans 82,8% des affaires au cours de la période de 1912 à 1923, dans 80,1% des causes pour la période de 1924 à 1931, dans 75,6% des causes entre 1932 et 1942 et dans 66,1% des affaires entre 1943 et 1949. Cette différence s'explique en partie par l'augmentation des causes où la religion n'est pas précisée : au cours de la troisième période ce pourcentage est de 11,7% des causes et au cours de la quatrième période, 19,1%. La fréquence élevée des jeunes filles catholiques traduites devant la cour s'explique encore une fois par la dominance de

cette religion dans la population du Québec à cette époque. On remarque effectivement dans les recensements du Canada que les catholiques représentent 73% de la population dans la ville de Montréal entre 1911 et 1941¹⁵.

3.5 Famille

Les relations familiales ne font pas partie des variables analysées quantitativement puisqu'elles ne sont pas disponibles pour toutes les affaires de la banque de données. Par contre, on trouve des informations sur ce sujet dans la grande majorité des causes du sous-échantillon. Les renseignements sur les relations familiales sont généralement compilés dans le rapport de l'agent de probation bien que d'autres types de rapport tels que ceux provenant des institutions de placement ou les rapports sur la famille provenant de divers organismes peuvent également en faire mention.

Il ressort de ces divers rapports que les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants entre 1912 et 1949 proviennent très souvent de familles éclatées. Plusieurs raisons viennent expliquer l'éclatement de ces familles, soit en premier lieu le décès d'un des deux parents, plus souvent le père des enfants. La séparation des parents vient ensuite et s'ajoute généralement à la vie en concubinage de l'un des deux parents. Le concubinage était souvent perçu à l'époque comme préjudiciable pour les enfants de la famille. Le seul fait qu'un des parents vive en concubinage devant l'enfant pouvait être présenté comme pouvant porter celui-ci à devenir délinquant ou l'amener à une vie dissolue et pouvait donc ainsi rendre le foyer inadéquat pour l'enfant. Cette question était généralement investiguée sérieusement par l'agent de probation ou toute autre personne chargée de rédiger le rapport et ce, dans toutes les

¹⁵ Il s'agit d'un pourcentage moyen puisque le pourcentage des catholiques passe de 70% en 1911, à 71% en 1921, à 76% en 1931 et finalement à 74% en 1941 selon les données de ces divers recensements.

causes où il y avait un doute quant à sa possibilité. Cette question était importante aux yeux des différents acteurs de la cour ainsi qu'à ceux des acteurs provenant des diverses institutions.

Outre la relation des parents avec leur conjoint, d'autres facteurs ressortent régulièrement des dossiers des jeunes filles. Les habitudes de vie des parents sont parfois notées dans les rapports. Dans plusieurs affaires on rapporte qu'un des parents tient un langage blasphématoire ou insultant et souvent, peut faire abus de boissons alcoolisées. Un climat familial tendu où les querelles sont fréquentes est continuellement présenté dans ces dossiers. Il y a mésentente entre la jeune fille et les parents ou beaux-parents et souvent entre les frères et sœurs. Les raisons de ces querelles sont multiples et deviennent régulièrement le motif des poursuites devant la cour. Nous les étudierons plus spécifiquement dans le chapitre 4. La jeune fille est souvent envoyée dans diverses maisons ou institutions afin d'y travailler comme domestique, ou encore dans des familles d'accueil, ce qui rend les relations familiales plus difficiles ou tendues. Il y a malgré tout quelques affaires où les relations familiales semblent bonnes mais ces causes semblent minoritaires dans l'échantillon étudié.

3.6 Autres variables

Les conditions d'habitation sont parfois notées dans les rapports des agents de probation et, lorsqu'elles sont inscrites, on rapporte souvent des conditions malpropres, insalubres ou identifiées par les agents comme « taudis ». Cependant, cette information n'est pas présente régulièrement aux dossiers et de ce fait, ne peut pas être généralisée ; mais il est intéressant de voir que les agents de probation tiennent compte de l'état du logement dans leur investigation. La fréquentation scolaire est un sujet important chez ces jeunes filles, on note que la majorité des jeunes filles ne fréquentent pas l'école régulièrement ou ont tout simplement abandonné pour des raisons diverses. Les jeunes filles aban-

donnaient généralement l'école pour aller sur le marché du travail, soit parce qu'elles devaient contribuer à l'économie familiale ou parce qu'elles n'aimaient pas l'école. Ces jeunes filles travaillaient comme domestiques ou dans des manufactures à un salaire peu élevé et changeaient régulièrement de travail.

3.7 Sommaire du chapitre

Les diverses variables utilisées dans ce chapitre nous ont permis de dresser un portrait sommaire des jeunes filles qui ont comparu devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre les années 1912 et 1949. Ainsi, elles représentaient 17,9% des causes devant cette cour, étaient âgées en moyenne de 13,8 ans. Elles étaient généralement de religion catholique romaine et parlaient pour la plupart le français. La majorité d'entre elles provenaient de familles éclatées où un des parents était décédé ou dont les parents vivaient séparés ou en concubinage. Ces jeunes filles avaient souvent abandonné l'école ou ne la fréquentaient pas régulièrement et beaucoup d'entre elles se retrouvaient sur le marché du travail comme domestiques ou travaillant dans des manufactures à un salaire peu élevé et changeaient régulièrement d'emploi. Le portrait de ces jeunes filles que nous venons de dresser est important car il nous permet d'avoir une idée plus juste des jeunes filles traduites devant cette cour, de même que ce qui caractérisait leur situation. Il facilitera notre compréhension du problème central dans des prochains chapitres.

CHAPITRE 4 : DÉFINITION DU PROBLÈME CHEZ LES MINEURES

Ce chapitre a comme objectif de cerner ce qui est perçu par les acteurs judiciaires comme posant problème chez les mineures traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. L'intérêt d'étudier la perception des différents acteurs concernant le problème présenté par ces jeunes filles provient notamment du fait que ces perceptions influencent directement les procédures et les solutions qui seront jugées nécessaires pour régler le problème perçu. Les intervenants prennent des décisions en fonction de ce qu'ils perçoivent (ou ne perçoivent pas) comme problème. Il est important de considérer en premier lieu que la loi exige la présence de certains problèmes comme condition préalable à l'intervention. Il est donc nécessaire que le mineur ait commis une infraction pour qu'il soit considéré comme enfant négligé ou incorrigible au sens de la loi pour l'amener devant la cour. D'autres facteurs peuvent ensuite être requis afin d'intervenir auprès du mineur. Cela s'explique dans un contexte où l'on réagit au mineur lui-même plutôt qu'à l'infraction qu'il a commise, bien que cette dernière soit nécessaire pour initier les procédures. En effet, sous la Loi sur les jeunes délinquants, une fois les procédures enclenchées, l'infraction devient secondaire et la mesure est imposée en fonction du comportement du mineur en général, de son milieu familial et social ainsi que des caractéristiques du mineur lui-même telles qu'elles sont colligées par les divers intervenants. Le point de vue de ces acteurs sur ce qui pose problème devient donc un élément crucial puisqu'il détermine la solution qui sera choisie pour remédier aux problèmes perçus. L'objet de ce chapitre est donc de cerner ce qui, aux yeux des intervenants, était défini comme « les problèmes » auxquels les filles étaient confrontées, ce qui conditionnait les solutions qui seraient préconisées.

4.1 Les infractions

Afin de bien comprendre le sens donné à la définition du problème posé par les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal à cette époque, il est nécessaire avant tout de connaître pour

quelles infractions elles étaient amenées devant cette cour. Le fait de connaître la catégorie d'infraction pour laquelle les jeunes filles mineures étaient traduites devant la cour nous apporte effectivement une première information importante sur ce qui était perçu comme problème central chez ces mineures.

4.1.1 Les infractions de l'ensemble des mineurs

Nous pouvons constater dans le tableau 5, que les mineurs dans leur ensemble sont traduits devant la Cour des jeunes délinquants pour diverses infractions. Les infractions au Code criminel et autres lois pénales sont de loin la plus fréquentes, avec 54,7% de toutes les causes de poursuites devant le tribunal. Ces infractions regroupent les comportements normalement punis par le droit pénal. Ce sont les infractions pour lesquelles un adulte devrait également comparaître devant la justice. On trouve sous cette catégorie les vols, le recel, les introductions par effraction, les dommages à la propriété, les fraudes, l'obstruction, les agressions, les comportements violents, la conduite dangereuse et les infractions aux règlements municipaux. Il est malgré tout important de noter que les comportements violents ne représentaient que 2,8% des causes et que la grande majorité des actes sous cette appellation concernaient des infractions contre la propriété (51,5%).

Par ailleurs, 17,9% des mineurs sont traduits devant la cour à titre d'incorrigibles ou d'incontrôlables (voir tableau 5). Cette appellation regroupe plusieurs comportements et caractéristiques que nous pourrions préciser dans les sections suivantes à l'aide de l'analyse documentaire.

Plusieurs autres comportements donnent lieu à des poursuites devant cette cour, mais dans une moindre mesure. On trouve ainsi le fait d'avoir troublé la paix dans 7,6% des causes, le vagabondage et le fait de flâner la nuit dans 6,4% des causes, les mineurs ayant besoin de protection ou ayant été négligés, abandonnés ou maltraités dans 3,8 %

des affaires, les mineurs poursuivis pour désertion dans 4,0% des causes, des jeunes ayant une conduite à caractère sexuel dans 3,0% des causes et finalement, des jeunes accusés d'une conduite juvénile répréhensible dans 2,3% des causes. L'appellation conduite à caractère sexuel inclut le fait d'avoir été trouvé dans une maison de désordre, l'indécence, l'immoralité et l'inceste.

Tableau 5 : Infractions pour lesquelles les mineurs sont traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949¹⁶

INFRACTIONS	Fréquence	Pourcentage
<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	4465	54,7
<i>Incorrigibilité et impossibilité de contrôler</i>	1460	17,9
<i>Troubler la paix</i>	621	7,6
<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	522	6,4
<i>Désertion</i>	329	4,0
<i>Besoin de protection</i>	312	3,8
<i>Conduite à caractère sexuel</i>	246	3,0
<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	185	2,3
<i>Autres</i>	30	0,4
TOTAL	8170	100

4.1.2 Les infractions chez les filles

Nous avons pu constater que les mineurs font face à des procédures judiciaires pour plusieurs motifs différents. Il est important de considérer que dû à la surreprésentation des garçons par rapport aux filles devant le tribunal pour mineurs, les données portant sur l'ensemble des mineurs sont forcément très colorées par les données relatives aux garçons. On peut donc se demander si les mêmes tendances se trouvent chez les filles ou si au contraire elles se démarquent par rapport aux tendances d'ensemble.

¹⁶ L'ordre de présentation des infractions dans le tableau restera le même pour les tableaux subséquents.

Tableau 6 : Pourcentage de filles et de garçons traduits pour diverses infractions devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

INFRACTIONS	Pourcentage ↕		Pourcentage ↔	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons
<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	16,0	63,1	5,3	94,7
<i>Incorrigibilité et impossibilité de contrôler</i>	35,6	14,0	35,8	64,2
<i>Troubler la paix</i>	4,4	8,3	10,3	89,7
<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	9,5	5,7	26,6	73,4
<i>Désertion</i>	11,5	2,4	51,1	48,9
<i>Besoin de protection</i>	11,5	2,1	54,2	45,8
<i>Conduite à caractère sexuel</i>	9,5	1,6	56,5	43,5
<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	1,4	2,5	10,8	89,2
<i>Autres</i>	0,6	0,3	30,0	70,0
TOTAL	100	100	17,9	82,1

$X^2=0.45$ dl=8 $p<.001$

Le tableau 6 nous permet d'apporter des éléments de réponse à la question posée. Ainsi, en ce qui concerne les jeunes filles, on remarque que l'incorrigibilité est de loin l'infraction la plus commune, avec 35,6% des causes. Plus d'une fille sur trois comparaît pour avoir été incorrigible ou incontrôlable. Le second groupe d'infractions en importance pour laquelle les filles sont traduites devant la cour est celui des infractions au Code criminel et autres lois pénales, dans 16,0% des causes; viennent ensuite les affaires de protection et de négligence avec 11,5% et les affaires de désertion avec 11,5%. Les conduites à caractère sexuel ainsi que le vagabondage occupent 9,5% chacun des causes. Le délit de troubler la paix ainsi que les conduites juvéniles répréhensibles occupent peu d'importance dans les affaires des filles, avec respectivement 4,4% et 1,4% des causes. Un test du Khi carré a permis de déceler une différence statistiquement significative entre garçons et filles quant aux infractions dont ils sont accusés ($P<.001$). Ainsi, les garçons et les filles ne seraient pas traduits devant la cour pour les mêmes infractions. Le coefficient V de Cramer (0.45) permet, pour sa part, d'affirmer que la relation entre le sexe et l'infraction commise est relativement forte.

Afin de discerner si les filles sont traduites devant le tribunal pour mineurs pour les mêmes délits que les garçons, il convient de comparer les motifs de leur comparution avec ceux de ces derniers. Les infractions qui dominent très largement chez les garçons, avec 63,1% des causes, sont les infractions au Code criminel et autres lois pénales (voir tableau 6). L'incorrigibilité et l'incontrôlabilité occupent la seconde place, avec 14,0% des causes. On trouve au troisième rang le fait de troubler la paix avec 8,3% des causes et finalement, le vagabondage avec 5,7% des causes.

On constate donc que les garçons et les filles ne sont pas traduits devant la cour pour les mêmes motifs. Ainsi, l'incorrigibilité, les conduites à caractère sexuel, la protection et la désertion sont des infractions présentes à la fois chez les filles et chez les garçons, mais qui tiennent une plus grande importance chez les filles. Au contraire, les infraction au Code criminel et autres lois pénales tiennent une plus grande importance chez les garçons.

Les filles se trouvent sous-représentées dans certaines catégories par rapport à leur représentation totale dans l'échantillon, soit 17,9%, alors qu'elles sont surreprésentées dans d'autres catégories. Ainsi, les mineures sont largement sous-représentées pour la catégorie des infractions au Code criminel et autres lois pénales, où elles ne représentent que 5,3% des affaires. Elles sont également sous-représentées pour avoir troublé la paix, où elles ne sont responsables que de 10,3% des causes, ainsi que pour les conduites juvéniles répréhensibles, où elles sont responsables de 10,8% des causes. Les jeunes filles mineures sont surreprésentées par rapport à leur représentation totale de 17,9% dans la catégorie de vagabondage avec 26,6% des causes, ainsi que pour incorrigibilité où elles sont responsables de 35,6% des affaires. Elles sont largement surreprésentées également dans les catégories de la désertion, de la protection et des conduites à caractère sexuel, où elles occupent respectivement 51,1%, 54,2% et 56,5% des causes. Ainsi, lorsqu'on considère par exemple les infractions

à caractère sexuel, les filles sont responsables de 56,5% des causes de cette catégorie tandis que cette infraction compte pour seulement 9,5% des causes chez les filles. Les garçons ne sont que très peu poursuivis pour cette catégorie d'infraction.

On peut conclure de ces résultats que les filles se distinguent lorsqu'il est question d'infractions spécifiques aux mineurs telles que l'incorrigibilité, d'infractions à caractère sexuel, de la désertion ou de la protection et ce, comparativement aux garçons qui sont davantage poursuivis pour des infractions punissables par le Code criminel.

4.1.3 Les infractions chez les filles en fonction des périodes

La période de l'existence de la Cour des jeunes délinquants, soit de 1912 à 1949, est relativement longue : presque quatre décennies. Il convient donc de se demander si les constatations mises en évidence dans la section précédente s'appliquent à la période entière ou si elles sont plutôt le reflet de périodes plus spécifiques. Cette analyse diachronique est utile puisque sur une période d'une quarantaine d'années, les acteurs changent, de sorte que les pratiques peuvent changer, notamment les pratiques d'incrimination. L'analyse des infractions en fonction de nos quatre périodes a donc été jugée utile afin de discerner si des changements se sont produits pendant cette période.

On constate dans le tableau 7, que plusieurs variations apparaissent au cours des diverses périodes. Ainsi, *l'incorrigibilité* occupe toujours une place importante dans les affaires des jeunes filles et ce, dans les quatre périodes. Mais on note une augmentation très significative au cours de la troisième période, soit de 1932 à 1942, où l'incorrigibilité occupe la moitié des causes des jeunes filles (50,6%), alors que cette infraction occupait 19,2% des causes dans la première période (1912 à 1923), 21,7% dans la seconde (1924 à 1931) et 34,4% dans la dernière période (1943 à 1949).

Tableau 7 : Infraction chez les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal, en fonction de quatre périodes

PÉRIODES	INFRACTION	FRÉQUENCE		TOTAL	Pourcentage ↑	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons
1912-1923	<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	57	851	908	21,8	65,9
	<i>Incorrigible et impossibilité de contrôler</i>	50	114	164	19,2	8,8
	<i>Troubler la paix</i>	1	56	57	0,4	4,3
	<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	65	142	207	24,9	11,0
	<i>Désertion</i>	53	41	94	20,3	3,2
	<i>Besoin de protection</i>	24	20	44	9,2	1,5
	<i>Conduite à caractère sexuel</i>	10	12	22	3,8	0,9
	<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	1	53	54	0,4	4,1
	TOTAL	261	1291	1552	100	100
1924-1931	<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	43	724	767	19,5	65,0
	<i>Incorrigible et impossibilité de contrôler</i>	48	124	172	21,7	11,1
	<i>Troubler la paix</i>	2	78	80	0,9	7,0
	<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	16	75	91	7,2	6,7
	<i>Désertion</i>	54	42	96	24,4	3,8
	<i>Besoin de protection</i>	23	33	56	10,4	3,0
	<i>Conduite à caractère sexuel</i>	27	9	36	12,2	0,8
	<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	1	23	24	0,5	2,1
	TOTAL	221	1114	1335	100	100
1932-1942	<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	80	1447	1527	15,0	57,7
	<i>Incorrigible et impossibilité de contrôler</i>	269	487	756	50,6	19,4
	<i>Troubler la paix</i>	57	348	405	10,7	13,9
	<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	10	67	77	1,9	2,7
	<i>Désertion</i>	19	23	42	3,6	0,9
	<i>Besoin de protection</i>	39	34	73	7,3	1,4
	<i>Conduite à caractère sexuel</i>	53	46	99	10,0	1,8
	<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	4	47	51	0,8	1,9
	TOTAL	532	2508	3040	100	100
1943-1949	<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	55	1208	1263	12,2	67,4
	<i>Incorrigible et impossibilité de contrôler</i>	155	213	368	34,4	11,9
	<i>Troubler la paix</i>	4	75	79	0,9	4,2
	<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	48	99	147	10,6	5,5
	<i>Désertion</i>	42	55	97	9,3	3,1
	<i>Besoin de protection</i>	83	56	139	18,4	3,1
	<i>Conduite à caractère sexuel</i>	49	40	89	10,9	2,2
	<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	14	42	56	3,1	2,3
	TOTAL	451	1792	2243	100	100

Le *vagabondage* occupe une place importante dans les affaires des jeunes filles au cours de la première période de 1912 à 1923, où cette infraction est responsable de 24,9% des causes. Elle perd de l'importance pour la deuxième période située de 1924 à 1931 et la troisième période, s'étendant de 1932 à 1942, où elle compte respectivement pour 7,2% et 1,9% des causes. Le vagabondage connaît une légère augmentation et passe à 10,6% des affaires chez les jeunes filles au cours de la quatrième période, soit de 1943 à 1949.

La *désertion* est aussi une infraction importante chez les jeunes filles, particulièrement au cours de la deuxième période (1924 à 1931), où elle est présente dans 24,4% des causes des jeunes filles traduites, comparativement à la première période, avec 20,3%. Au cours de la troisième période, de 1932 à 1942, cette infraction connaît une diminution très importante pour ne représenter que 3,6% des causes des filles et devient ainsi de moindre importance dans l'explication de la délinquance des jeunes filles. Une légère augmentation se produit au cours de la dernière période, de 1943 à 1949, où la désertion occupe 9,3% des causes.

Les affaires de *protection* occupent un certain pourcentage des causes des jeunes filles traduites devant la cour et ce, particulièrement au cours de la dernière période. Cette catégorie d'infraction est responsable de 9,2% des affaires présentées au cours de la période de 1912 à 1923, 10,4% entre 1924 et 1931, 7,3% entre 1932 et 1942 et finalement, connaît une hausse entre 1943 et 1949 où elle atteint 18,4% des affaires des mineures traduites.

On note une légère différence dans la catégorie *des conduites à caractère sexuel* pour la première période (1912 à 1923) où cette catégorie compte pour 3,8% des causes et remonte ensuite à 12,2 % pour la seconde période (1924 à 1931), revient à 10,0% pour la troisième (1932 à 1942) et 10,9% pour la dernière (1943 à 1949).

L'infraction de *troubler la paix* est peu importante dans les causes des filles, à l'exception de la troisième période où elle occupe 10,7% des affaires des jeunes filles, comparativement à 0,4% pour la première période, 0,9% pour la seconde et pour la dernière période.

Il est intéressant de remarquer qu'il existe effectivement des différences notables concernant les infractions durant les différentes périodes. Lorsqu'on regarde les variations obtenues en fonction des périodes, on peut émettre quelques hypothèses explicatives. Ainsi, l'augmentation significative des causes d'incorrigibilité au cours de la troisième période peut s'expliquer en partie par un simple changement dans les pratiques d'incrimination. On remarque notamment que les affaires de désertion connaissent une diminution importante au cours de la troisième période. On peut donc émettre l'hypothèse que les jeunes filles amenées devant la cour pour désertion au cours des deux premières périodes se voient plutôt traduites pour incorrigibilité au cours de la troisième période et ce, pour le même type de comportement. Au cours de la dernière période, les affaires d'incorrigibilité diminuent et les affaires de désertion et de vagabondage et de protection s'accroissent. Les problèmes ciblés dans les diverses catégories d'infraction peuvent parfois se recouper, comme nous le verrons plus loin, ce qui permet que des jeunes filles puissent être poursuivies sous une qualification différente pour un même comportement. D'autres éléments sont nécessaires à la compréhension des variations dans les infractions en fonction des périodes mais l'hypothèse du changement dans les pratiques d'incrimination s'avère utile afin de comprendre une partie de ces fluctuations. Les données qualitatives présentées dans la section 4.3 pourront possiblement apporter d'autres éléments explicatifs aux changements observés dans les infractions en fonction des périodes.

4.2 Les plaignants

La qualité du plaignant est une variable intéressante pour nous permettre de mieux comprendre la dynamique d'identification de ce qui était perçu comme posant problème chez les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants. En effet, plusieurs personnes peuvent initier des procédures à l'égard des mineurs. Le fait d'identifier la personne qui est à l'origine de la plainte nous renseigne sur l'identité d'une personne-clé qui estime que la situation pose suffisamment problème pour prendre action et amener le jeune à la cour, cela peut nous apporter, dans une certaine mesure, des informations sur ce qui est perçu comme étant le problème chez le jeune du point de vue du plaignant. Il sera ainsi possible d'en retirer quelques renseignements supplémentaires avant d'explorer plus précisément les points de vue des acteurs retrouvés dans les différents documents.

Tableau 8 : Plaignants initiant des procédures contre des mineurs à la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

PÉRIODE	PLAIGNANT	Fréquence		Total	Pourcentage ↓		Pourcentage ↔	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons	Filles	Garçons
1932-1942	Public	175	1013	1188	32,9	40,4	14,7	85,3
	Famille de l'accusé	183	405	588	34,4	16,1	31,1	68,9
	Privé (victime)	17	224	241	3,2	8,9	7,1	92,9
	Non spécifié	157	866	1023	29,5	34,5	15,3	84,7
	TOTAL	532	2508	3040	100	100	17,5	82,5
1943-1949	Public	223	844	1067	49,4	47,1	20,9	79,1
	Famille de l'accusé	155	216	371	34,4	12,1	41,8	58,2
	Privé (victime)	23	302	325	5,1	16,9	7,1	92,9
	Non spécifié	50	430	480	11,1	24,0	10,4	89,6
	TOTAL	451	1792	2243	100	100	20,1	79,9

Période 1932-1942 : $X^2=0.18$ $dl=3$ $P<.001$

Période 1943-1949 : $X^2=0.28$ $dl=3$ $P<.001$

*Le nombre de causes où l'identité du plaignant n'est pas spécifiées dans les affaires de jeunes filles diminue avec les périodes. Il est de 93,5% pour la première période (1912 à 1923), de 63,3% pour la seconde (1924 à 1931), de 29,5% pour la troisième (1932 à 1942) et diminue à 11,1% pour la dernière (1943 à 1949).

En ce qui concerne la qualité du plaignant, les données que nous avons ne nous permettent pas de procéder à une analyse pour les deux premières périodes car le pourcentage de données manquantes y est trop élevé. Ces deux premières périodes, soit de 1912 à 1931, sont donc exclues de l'analyse pour maintenir la représentativité de l'échantillon. Il sera malgré tout possible de tirer des informations sur les deux dernières périodes où les données sont plus abondantes.

On remarque dans le tableau 8 que la famille (essentiellement les parents) est à l'origine de la plainte dans 34,4% des causes des jeunes filles au cours de la troisième période (1932 à 1942) et de la dernière période (1943 à 1949). La famille est donc responsable de la comparution d'un peu plus d'une jeune fille sur trois devant cette cour. Elle n'est par contre à l'origine que de 16,1% des causes des garçons traduits devant la cour au cours de la troisième période et de 12,1% au cours de la dernière période. Les jeunes filles sont surreprésentées en ce qui concerne les affaires amenées devant la cour par la famille, en rapport avec leur part totale de 17,9% dans l'ensemble, car elles représentent 31,1% des affaires amenés par la famille entre les années 1932 et 1942 et 41,8% des causes entre les années 1943 et 1949. Les membres des familles, particulièrement les parents, sont à l'origine des procédures dans 54,9% des causes d'incorrigibilité chez les filles. La nature même de l'incorrigibilité fait en sorte que les parents sont des acteurs nécessaires à la détection de ce type de délinquance. Effectivement, certains comportements ou caractéristiques personnelles sont difficilement visibles directement pour les intervenants tels que la désertion, la désobéissance ou l'incorrigibilité; la plainte des parents est donc très utile pour le système de justice. Ils initient d'ailleurs 32,7% des causes de désertion, 16,5% des causes de conduite à caractère sexuel et 11,2% des causes de protection. Ces infractions ou situations sont celles où les jeunes filles sont surreprésentées par rapport aux garçons. Les membres de la famille sont donc les plaignants plus fréquemment pour les filles que pour les garçons.

Une augmentation importante des causes de jeunes filles traduites devant la cour par les intervenants (agents de surveillance, policiers, etc.) est constatée entre la troisième période (1932 à 1942), où ceux-ci étaient responsables de 32,9% des causes et la quatrième période (1943 à 1949), où ils deviennent responsables de 49,4% des causes, soit près de la moitié des causes concernant des jeunes filles. Chez les garçons, les agents publics sont responsables de 40,4 % des affaires entre 1932 et 1942 et de 47,1% entre 1943 et 1949. Les jeunes filles sont légèrement sous-représentées au cours de la troisième période avec 14,7% des causes par rapport à leur part totale de 17,9%. Elles deviennent légèrement surreprésentées au cours de la dernière période avec 20,9% des causes.

Le privé, soit la victime ou la famille de la victime, n'est pas un plaignant important en ce qui concerne les jeunes filles. Les filles ne représentent que 7,1% de ces causes dans chacune des périodes et sont donc sous-représentées par rapport à leur place totale dans l'échantillon, qui est de 17,9%. Cette catégorie de plaignants occupe une plus grande place chez les garçons, soit pour 8,9% des causes dans la troisième période et 16,9% pour la quatrième période, comparativement à 3,2 et 5,1 respectivement pour les jeunes filles. Deux tests du Khi carré ont permis de confirmer la présence d'une relation statistiquement significative entre le sexe du jeune et la qualité du plaignant ($P < .001$) au cours des deux périodes étudiées. La qualité du plaignant serait différente pour les jeunes filles et pour les garçons. Le coefficient V de Cramer appliqué à la troisième (0.18) et la quatrième période (0.28) détecte, pour sa part, une relation entre le sexe et le plaignant relativement faible pour la troisième période mais de force moyenne pour la dernière période. On remarque que la qualité du plaignant est plus souvent de nature publique pour les garçons alors qu'elle est davantage d'ordre privé pour les filles.

Nous pouvons malgré tout conclure que les familles sont plus souvent à l'origine des plaintes dans les affaires des jeunes filles que dans

celles des garçons. Les familles accordent donc une grande importance à la délinquance de leurs filles et jouent un rôle plus actif dans le contrôle de cette délinquance. En ce qui concerne les comportements pour lesquels les mineurs sont traduits devant la cour, les données indiquent que les familles des filles sont proportionnellement plus nombreuses que celle des garçons à faire appel à la cour pour contrôler la délinquance de leurs enfants. Les victimes ou les familles des victimes sont plus souvent le plaignant dans les affaires des garçons. Les agents publics, quant à eux, ont une grande importance dans les causes des filles comme dans celles des garçons traduits devant la cour.

4 .3 Les points de vue des acteurs

L'objectif de cette section est de présenter les points de vue des différents acteurs afin de mieux comprendre leur perception du problème posé par les jeunes filles poursuivies devant le tribunal. Les divers documents conservés dans les dossiers judiciaires sont analysés et présentés de manière à mettre en évidence les points communs et les différences de perception entre les acteurs. Les acteurs dont les points de vue sont retenus dans cette section sont ceux dont les interventions sont notées dans les dossiers des jeunes filles. Lorsqu'un groupe d'intervenants (tel que les religieuses) ne se manifeste que dans le dossier d'une seule jeune fille, son témoignage n'est pas retenu car la généralisation d'un tel témoignage n'est tout simplement pas possible. Il est donc impossible d'en tirer des informations pertinentes. L'analyse des points de vue des acteurs de cette section est présentée en fonction des diverses infractions dont les filles peuvent être accusées, en commençant par l'infraction la plus fréquente. Cette division a été jugée utile car les acteurs dont le point de vue est présent dans les dossiers des mineures peuvent varier en fonction des infractions. De plus, la perception des comportements ou des caractéristiques qu'ils jugent comme étant le problème central peut aussi se modifier en fonction de l'infraction pour laquelle la jeune fille a été traduite devant la cour.

4.3.1 Les incorrigibles et incontrôlables

L'incorrigibilité est l'infraction pour laquelle les jeunes filles sont le plus souvent traduites devant la Cour des jeunes délinquants. Cette infraction compte pour 35,6% des causes des jeunes filles amenées devant cette cour, soit plus d'une jeune fille sur trois. Afin de mieux comprendre ce qui était perçu comme étant de l'ordre de l'incorrigibilité, il importe en premier lieu de connaître la définition officielle qu'on donnait à cette infraction à la cour. Une comparaison pourra ensuite être établie entre la définition dite officielle du problème posé par ces filles et la définition de ce problème par les différents acteurs.

i) Définition officielle

Dans la loi, cette catégorie comprend les « enfants qui désertent le toit familial, qui désobéissent habituellement aux demandes légitimes et raisonnables de leurs parents, qui se livrent habituellement à la paresse, qui sont incontrôlables ou incorrigibles, qui usent habituellement d'un langage obscène ou indécent ou qui se conduisent d'une manière immorale » (Trépanier, 2000 : 73-74). Ces termes sont habituellement repris dans les dossiers des jeunes filles, dans le document intitulé « Dénonciation et plainte » dans lequel sont énoncés les motifs sur lesquels s'appuie la demande d'intervention de la cour. Le libellé indique les comportements de la jeune fille posant problèmes selon le point de vue du plaignant. Certains problèmes spécifiques sont par contre ajoutés dans le libellé des plaintes dans un nombre limité de causes. Dans ces conduites, on remarque notamment le refus d'aller à l'école, la fréquentation d'endroits jugés inadéquats tels que les salles de billard et les salles de danse, ou encore le fait d'être réfractaire à l'autorité, de fréquenter de mauvais compagnons, de troubler les voisins paisibles, d'être paresseuse ou de s'absenter de son travail. Ces comportements sont donc définis comme des problèmes par le plaignant puisqu'ils sont

présents dans le libellé des plaintes mais ne sont présents que dans quelques affaires plutôt rares.

ii) Points de vue des agents de probation

Les acteurs dont les témoignages sont les plus fréquemment présents dans les dossiers d'incorrigibilité sont les agents de probation. Ils ont pour mission d'enquêter sur les filles concernées par les procédures mais également sur les familles de ces dernières et leur milieu de vie en général. Nous pouvons analyser les points de vue de ces acteurs par le biais des rapports qu'ils devaient transmettre aux juges. Il est important de se rappeler que chaque affaire présentée à la cour est différente. Toutefois, en mettant en évidence les points communs notés dans ces rapports, il est possible de mieux cerner de tendances dans ce que les agents de probation considéraient comme posant problème chez ces jeunes filles.

L'analyse des rapports des agents de probation dans cette catégorie présente plusieurs points en commun. La promiscuité sexuelle des jeunes filles y paraît la considération la plus présente. Ainsi, le fait que les jeunes filles aient, ou aient eu dans le passé, des relations sexuelles avec un ou plusieurs garçons est une préoccupation revêtant une grande importance à leurs yeux. Cette promiscuité sexuelle inclut diverses facettes de la sexualité des jeunes filles, soit le fait d'accorder des faveurs sexuelles en échange d'argent ou de biens quelconques, le fait d'avoir des relations sexuelles avec un garçon pour le plaisir ou par amour, celui de pratiquer la masturbation ou encore, dans quelques causes, le fait d'avoir été abusée sexuellement par une personne proche ou un membre de la famille (généralement un frère ou un oncle). La sexualité des filles poursuivies devant la cour était donc une préoccupation de premier ordre pour les agents de probation. Cette considération va tout à fait dans le sens du consensus que l'on trouve dans la littérature, à savoir que la

sexualité des jeunes filles sous toutes ces formes, est une préoccupation centrale pour les officiers de la cour¹⁷.

Chez les agents de probation, le refus de travailler ou le fait de « perdre sa place » de travail apparaît en second lieu, suivant de près les comportements sexuels comme facteur jugé problématique. Ils indiquent que le fait de perdre son emploi pouvait devenir dangereux pour ces jeunes filles puisqu'elles devenaient oisives et passaient leur temps à courir les rues. La désertion du toit familial vient en troisième position. Cette désertion est importante, qu'elle soit d'une journée ou de plusieurs jours. Le fait de désertir le toit familial était ciblé par les agents de probation, comme pouvant mener éventuellement à la délinquance sexuelle, de la même manière que l'était le fait de sortir tard le soir, de fréquenter certains endroits tel que le théâtre, les restaurants et les cafés ou de courir les rues sans préciser l'endroit où elles se rendent. Cela va dans le même sens que les données obtenues par Odem (1995) aux États-Unis. Il importe de préciser que les restaurants et les cinémas étaient perçus à cette époque comme des endroits dangereux pour les mœurs des jeunes gens. Le cinéma en particulier, par la présentation de films comportant des scènes d'amour (notamment des scènes où des personnages s'embrassent) ou des personnages indépendants, ne pratiquant pas de religion ou ayant un comportement jugé inadéquat, n'allant pas dans le sens de la définition de ce qui était considéré comme moralement acceptable, était perçu comme dommageable pour les mineurs et pouvant les porter à devenir des jeunes délinquants¹⁸. Les propriétaires de cinéma faisaient d'ailleurs face à la censure et à des critiques. Ils ne devaient pas admettre d'enfants de moins de 16 ans, sous peine de devoir payer une amende. Dans certaines causes, les agents de probation mettent aussi l'accent sur le fait que les filles ne vont pas à l'école, font l'école buissonnière, n'obéissent pas à leurs parents, ne

¹⁷ Faits souligné par Chesney-Lind et Pasko (2004), Odem (1995), Myers (1998) et Myers (1999).

¹⁸ Sur fréquentation des salles de cinéma comme causes de la délinquance, voir Gouin et les rapports du greffier de la cour, dans Trépanier 2000 (79-80).

pratiquent pas leur religion, consomment de l'alcool, fument la cigarette, lisent des romans d'amour ou sont paresseuses.

Les agents de probation ne se limitaient pas aux seuls problèmes présentés par les jeunes filles, ceux que présentaient le milieu dans lequel elles évoluaient retenaient également leur attention. Certaines caractéristiques de la famille ou du milieu apparaissent dans les rapports comme faisant partie des problèmes identifiés et parfois, sont présentées comme expliquant la délinquance des jeunes filles. Ces considérations varient évidemment en fonction des affaires mais il est intéressant de voir que les agents de probation ne percevaient pas toujours le problème central comme provenant de caractéristiques spécifiques aux jeunes filles uniquement. Le climat familial est une considération importante dans quelques causes, notamment la présence de querelles constantes, fréquemment sans raisons valables, entre les membres d'une famille (n'incluant pas toujours les jeunes filles concernées par les procédures). On remarque dans le cas de Johanne¹⁹, amenée devant la cour pour incorrigibilité, que l'agent de probation accorde davantage d'importance au climat familial qu'aux problèmes présentés par la jeune fille. L'accent est mis sur la situation de la mère, qui a tenté de s'empoisonner, qui est séparée de son mari et qui se fait passer pour la tante de Johanne plutôt que pour sa mère. L'agent de probation note que personne de la famille ne peut s'occuper de Johanne alors qu'elle a besoin de protection, remettant de cette façon une partie de la responsabilité de sa délinquance à la famille. Pour une autre jeune fille, l'agent de probation note qu'il y a beaucoup d'allées et venues de soldats dans la maison et qu'on y blasphème sans gêne, ce fait étant perçu comme un problème pour la moralité de la jeune fille²⁰. Une autre jeune fille, dont le père a été hospitalisé, aurait subi selon l'agent de probation un choc émotionnel. La mère aurait tenté d'amoindrir la situation en étant trop bonne et trop indulgente avec ses enfants ce qui, en conclut l'agent de probation, « a

¹⁹ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 5860 de l'année 1944.

²⁰ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 5051 de l'année 1944.

peut-être été un grand facteur dans le passé "chargé" de cette jeune fille »²¹. Ces quelques affaires montrent que les agents de probation ne voyaient pas toujours les problèmes des jeunes filles comme étant uniquement dus à elles-mêmes mais incluait également la possibilité que les milieux de vie des jeunes filles et surtout leurs familles, aient joué un rôle dans leur délinquance. D'ailleurs Cox (2003) souligne que la mauvaise éducation provenant des parents et l'influence d'un foyer inapproprié était perçue comme étant plus dommageable pour les jeunes filles que pour les garçons, ce qui expliquerait que les agents de probation y accordent une importance certaine dans le cas des filles.

iii) Points de vue des jeunes filles concernées par les procédures

Les seconds acteurs les plus présents dans les dossiers des jeunes filles et dont nous avons recueilli les points de vue, sont les jeunes filles elles-mêmes. Certaines d'entre-elles profitaient de l'enquête de l'agent de probation pour s'exprimer sur ce qu'elles croyaient être le problème central. Ces jeunes filles, dans plusieurs causes, mettent l'accent sur leur sexualité. Elles racontent la manière dont elles ont été « débauchées » et les contacts sexuels qu'elles ont eus par la suite. On remarque parmi celles qui ont choisi de parler de leurs relations sexuelles qu'elles leur accordent moins d'importance que le font les autres acteurs ou encore qu'elles justifient leurs actes, en invoquant généralement un gain d'argent. Parfois, les relations sexuelles sont initiées par un membre de la famille ou par une personne vivant avec elle comme c'est le cas dans l'affaire de Joanie²², qui avait des relations avec son oncle. Ce dernier lui remettait un montant d'argent chaque fois qu'elle avait des comportements sexuels avec lui et lui achetait des vêtements. Son oncle habitait pendant un moment dans la maison de la jeune fille et lui comptait ses peines. Après quelques sorties en voiture, les relations sexuelles ont débuté.

²¹ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 21 de l'année 1946.

²² Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 126 de l'année 1938

Un second problème identifié par ces jeunes filles provient de leurs relations familiales qu'elles jugent insatisfaisantes. Elles soulèvent plusieurs raisons pour expliquer les problèmes familiaux. On trouve par exemple le fait que leurs mères ou belles-mères²³ les querelles pour des riens, que leurs parents blasphèment, que la relation est difficile avec les belles-mères ou les parents, ou parfois que les parents ne sont pas suffisamment affectueux et n'apprécient pas leur travail dans la maison. Parfois, ces jeunes filles se plaignent de leurs parents sans donner de motif précis. Certaines filles discutent de leurs propres comportements, qu'il s'agisse de fumer la cigarette, de désertir ou de mettre du rouge à lèvres, sans pour autant leur accorder d'importance ou considérer ces comportements comme un problème en soi²⁴. Certaines en profitent pour faire des réclamations en affirmant qu'elles n'ont pas suffisamment de liberté ou que les sommes qu'elles reçoivent en guise d'argent de poche ne sont pas suffisantes. Ces dernières affaires sont malgré tout assez peu nombreuses dans notre échantillon.

Ces jeunes filles ont une perception du problème qui est différente de celle des autres acteurs. Elles définissent le problème en cause à leur manière et on y trouve plusieurs considérations importantes tels que l'emphase mise sur les relations familiales difficiles plutôt que sur leurs comportements ou encore l'importance moindre qu'elles accordent à leurs comportements jugés comme posant problème.

iv) Points de vue des parents des filles concernées par les procédures

Les parents de ces jeunes filles poursuivies devant le tribunal pour mineurs, que ce soit les mères ou les pères, ont leur propre définition sur le problème central posé par leurs filles. Ainsi, plusieurs points communs émergent de l'analyse de leur perception dans les divers documents retrouvés dans les dossiers des jeunes filles. On note tout d'abord le fait

²³ Voir par exemple le dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 9305 de l'année 1947.

²⁴ Voir par exemple le dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 2 de l'année 1934.

que les jeunes filles sortent trop souvent le soir et rentrent à la maison trop tard, l'heure variant entre 9 heures du soir et minuit passé. Ce problème fait l'objet de plaintes de plusieurs parents, avec le fait qu'elles sont grossières envers eux. Ces deux points sont de loin les plus importants retrouvés chez les parents ; viennent ensuite les faits qu'elles refusent de les écouter, ne veulent plus fréquenter l'école et qu'elles blasphèment. Certaines considérations se trouvent aussi dans la définition du problème selon les parents mais avec une fréquence moins élevée, soit que les jeunes filles ne gardent pas leurs places de travail, courent les rues sans dire où elles vont ou ont de mauvais amis qui les influencent dans leurs comportements. Dans quelques causes, les parents perçoivent le fait de mettre du rouge à lèvres, de lire des histoires d'amour, de fréquenter les cinémas, de consommer des boissons alcoolisées, d'avoir volé, de ne pas aider à la maison ou de donner le mauvais exemple comme étant des problèmes chez leurs filles.

On remarque dans la définition parentale des problèmes que la sexualité n'est pas nommée comme étant un facteur de première importance. Par contre, les parents ciblent en premier lieu le fait de sortir trop souvent le soir et de rentrer tard comme comportements posant problème. Cela peut aisément être compris comme étant une préoccupation concernant la sexualité de leur fille. On peut émettre l'hypothèse qu'en se plaignant des sorties tardives de leur fille, les parents se soucient davantage de la « vertu » de leur fille que du fait qu'elle rentre tard. À ce propos, Odem (1995) affirme que certains comportements tels que rester hors de la maison la nuit, fréquenter les restaurants et les cafés étaient considérés comme étant des comportements « dangereux » qui pouvaient mener à de la délinquance sexuelle. Le fait de se préoccuper de la provenance de l'argent que la jeune fille possède reflète aussi dans certains cas un questionnement des parents par rapport à la sexualité de leur fille, bien que cela ne soit pas explicitement formulé. Ainsi, certains parents se questionnent sur la sexualité de leurs filles lorsqu'elles n'ont pas d'emploi et sont en mesure de se procurer de nouveaux vêtements ou

de sortir le soir dans les cafés. Il est donc important de ne pas négliger l'importance de la sexualité aux yeux des parents même si cette préoccupation n'est pas toujours formulée explicitement dans les dossiers des jeunes filles.

Cela dit, l'inquiétude des parents suite aux sorties tardives de leurs filles ne découle pas nécessairement de la crainte qu'elles soient actives sexuellement, mais peut provenir aussi du fait qu'ils désapprouvent tout simplement le choix de leur sorties, tel que le fait d'aller danser ou de fréquenter les cafés ou les théâtres. L'inquiétude des parents peut aussi être justifiée par la crainte que la jeune fille rencontre et fréquente des gens qui blasphèment, qui ont de mauvaises habitudes comme la consommation d'alcool ou encore par la peur qu'elle commette des délits.

v) Points de vue des autres acteurs

L'importance de la religion à cette époque se reflète dans les dossiers de plusieurs manières, dont la présence dans les dossiers de la cour de rapports provenant des religieuses responsables des écoles où les jeunes filles étaient placées, notamment l'école de réforme. Le fait que les jeunes filles soient jugées scandaleuses pour leurs compagnes est le point le plus fréquemment cité par les sœurs. La grossièreté, la désobéissance, l'insubordination et les conversations immorales sont ensuite ciblées comme problèmes chez certaines de ces filles, suivi par la prostitution et la fréquentation « d'endroits inappropriés ». Certaines considérations sont également soulevées par les sœurs, mais dans quelques causes seulement, telles que le fait d'avoir déserté le foyer familial, de fréquenter des garçons, de consommer de l'alcool, d'être réfractaires aux règlements, d'avoir un esprit querelleur et critique, de ne pas pratiquer leur religion ou d'être insoumises, paresseuses, impolies, entêtées, boudeuses, vicieuses ou grossières. Les sœurs accordent de l'importance à certaines caractéristiques personnelles de la jeune fille qu'évoquent moins les autres acteurs, comme par exemple le fait d'avoir

un esprit querelleur. Cela peut se comprendre dans la mesure où ces religieuses sont responsables de groupes de jeunes filles entre lesquelles elles se préoccupent de voir régner un climat acceptable. Si dans ces interactions une jeune fille se montre indûment querelleuse, ce fait est consigné dans le rapport transmis à la cour.

Des acteurs présents dans une majorité des affaires d'incorrigibilité sont les médecins. Les rapports de ces derniers ont généralement pour objectif de déterminer si les jeunes filles examinées sont vierges ou ne le sont pas. Ainsi, l'état de l'hymen est noté dans le rapport remis à la cour. La seule présence de ces rapports dans un peu plus de la moitié des causes souvent à la demande de la cour, signifie que la sexualité est une préoccupation importante pour celle-ci. Les médecins notent aussi quelques informations sur la santé des filles en général. Ils demandent également, dans le cas où elles ne sont plus vierges, qui les a débauchées et la fréquence de leurs relations sexuelles ou de leur masturbation. Les mineures concernées par les procédures devaient donc être questionnées sur leur sexualité par les médecins de même que par les agents de probation et, possiblement, par d'autres acteurs. Dans certaines affaires, les jeunes filles devaient aussi passer un examen mental à la demande de la cour afin de déterminer si elles devaient être internées si l'examen faisait ressortir des problèmes de l'ordre de l'aliénation mentale. Cet examen se faisait généralement par un médecin aliéniste ou par un psychiatre. Les psychiatres et particulièrement les psychologues étaient plutôt rare à la Cour des jeunes délinquants jusqu'au début des années trente ; leurs présence commence alors à se faire de plus en plus fréquente, bien que ces spécialistes ne soient utilisés que dans une proportion minime des cas (Quevillon et Trépanier, 2004). La psychologie connaît un essor dans les années quarante avec l'ouverture d'un Institut de psychologie à l'Université de Montréal en 1942 et avec la création d'une clinique d'aide à l'enfance en 1947, soit une clinique psychiatrique et psychologique interne à la cour (Quevillon et Trépanier, 2004). Les spécialistes en psychologie occupent donc une place plus

importante à la Cour des jeunes délinquants à partir des années quarante et particulièrement pendant les dernières années d'existence de cette cour. Il est compréhensible que le point de vue des médecins sur le problème présenté par les mineures traduites devant la cour soit essentiellement relié à la maladie physique et à la sexualité puisqu'ils n'ont pas de formation psychologique proprement dite. La présence et le contenu des rapports des médecins dans les dossiers des jeunes filles sont malgré tout très révélateurs de l'importance accordée à la sexualité de ces mineures aux yeux de la cour.

On trouve dans quelques dossiers les points de vue des employeurs des jeunes filles, qui sont souvent des dames chez qui les jeunes filles travaillaient comme domestiques. Pour les employeurs, les principaux problèmes occasionnés par ces jeunes filles sont le vol et le fait qu'elles sortent tous les soirs ; viennent ensuite les situations où les jeunes filles ne font rien de bien dans la maison, sont impolies, fréquentent les restaurants ou les salles de danse, rentrent trop tard ou ne rentrent pas coucher ou se lèvent trop tard. Lorsque les jeunes filles sont employées dans une maison comme domestiques, elles habitent généralement avec les familles des employeurs, d'où les plaintes qui ressemblent à celles des parents. D'autant plus que l'employeur peut légitimement s'attendre à ce que la jeune fille soit suffisamment disponible pour le service pour lequel elle a été engagée, qu'elle soit non seulement présente mais suffisamment reposée. Sans compter également la responsabilité dont ils pouvaient se sentir investis à l'endroit d'une jeune fille mineure placée chez eux.

On remarque que les points de vue des différents acteurs sur ce qui pose problème chez les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants varient en fonction des acteurs. La promiscuité sexuelle ressort malgré tout comme facteur important pour la majorité des acteurs, soit les agents de probation, les médecins et, dans une certaine mesure les jeunes filles, les parents et les religieuses. La sexualité étant une

préoccupation particulièrement importante pour les agents de probation et les médecins. Pour les parents, la sexualité revêt une certaine importance bien que cela ne soit souvent pas explicitement formulé dans les dossiers. Les parents identifient aussi plusieurs autres problèmes présentés par leurs filles soit entre autre le fait qu'elles soient grossières, blasphèment, refusent de se soumettre à leur autorité ou courent les rues. Ces problèmes sont particulièrement évoqués par les parents puisqu'ils se produisent dans le contexte familial, et que par le fait même, ils sont eux qui se heurtent à la résistance de leur fille à cet égard. Il est de ce fait parfaitement cohérent que ces problèmes soient davantage mis en évidence par les parents que par les autres acteurs qui rencontrent les filles dans d'autres contextes que le contexte familial, où les contraintes sont différentes.

Les jeunes filles mettent l'accent aussi sur les relations familiales difficiles. Elles discutent de leur sexualité mais sans y accorder la même importance que ne le font les autres acteurs. Les religieuses considèrent la sexualité des jeunes filles comme un problème mais notent en premier lieu l'influence qu'elles ont sur les autres jeunes filles, le fait qu'elles portent scandale à leurs compagnes. Cela est compréhensible puisque les religieuses chez qui toutes ces jeunes filles sont placées doivent gérer le placement de toutes ces filles et, par conséquent, se préoccupent de l'influence de chacune sur l'ensemble du groupe ou sur une partie de ce groupe. Pour les anciens employeurs, le vol est la préoccupation la plus importante. On remarque donc que le problème est perçu différemment par les différents acteurs, ce qui est parfaitement compréhensible dû au contexte dans lequel ces acteurs sont en lien avec les jeunes filles et aux contraintes différentes que cela apporte. La perception du problème est donc différente selon les acteurs, qui mettent l'emphasis sur des comportements différents. La définition officielle de la plainte est malgré tout suffisamment large pour y inclure la grande majorité des préoccupations des divers acteurs.

4.3.2 Les infractions au Code criminel et autres lois pénales

Les infractions au Code criminel et autres lois pénales constituent est la deuxième catégorie d'infractions en importance chez les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants, avec 16,0% des causes.

i) Définition officielle

Comme nous l'avons vu précédemment, nous avons regroupé sous cette appellation les vols, le recel, les effractions, les dommages à la propriété, les fraudes, l'obstruction, les infractions aux règlements municipaux, l'absentéisme scolaire, les agressions, les comportements violents et la conduite dangereuse. Malgré le titre de cette catégorie, certaines infractions contenues dans le Code criminel ont été volontairement exclues tel que le vagabondage puisqu'elle nécessite une catégorie à part du à son importance dans les cas de jeunes filles et afin de bien comprendre les nuances qu'elle contient. Par contre, ces délits ne se trouvent pas toutes dans les affaires des jeunes filles de notre sous-échantillon. Trois infractions ressortent principalement : le vol, les blessures corporelles et le fait de ne pas fréquenter l'école régulièrement. Ces comportements font partie de la définition officielle exposée dans le libellé de la plainte mais les différents acteurs pouvaient percevoir d'autres problèmes chez ces jeunes filles.

ii) Points de vue des différents acteurs

Il est intéressant de noter que tous les dossiers des jeunes filles poursuivies pour des infractions au Code criminel et autres lois pénales que nous avons consultés contiennent des rapports des médecins qui les ont examinées ou une mention d'un tel rapport dans lequel se trouvent des informations sur la virginité de la jeune fille. Ces considérations sur la

sexualité ne sont par contre pas présentes dans le libellé de la plainte que nous avons examinée plus haut. Il est important, pareillement, de noter que certaines de ces jeunes filles avaient déjà fait face à la justice antérieurement, parfois pour des affaires d'incorrigibilité, ce qui pourrait expliquer dans quelques causes l'accent mis sur la sexualité. D'autres problèmes sont soulevés par les officiers de la cour et un directeur d'école, notamment que des jeunes filles ont été vues flânant dans la rue, en compagnie de garçons. La désertion de ces jeunes filles ainsi que le fait d'avoir eu des relations sexuelles sont aussi des problèmes ciblés par certains intervenants. Nous ne retrouvons pas dans les données d'informations nous permettant de connaître la définition du problème central suscité par ces filles selon le point de vue de leurs parents.

Afin d'illustrer l'importance accordée à la sexualité des jeunes filles traduites devant le tribunal pour mineurs pour des infractions au Code criminel et autres lois pénales, nous examinerons la cause d'Amélie²⁵, traduite par un détective devant la cour pour vol chez son employeur. Amélie n'a jamais comparu devant la Cour des jeunes délinquants avant cette cause. Le rapport de l'agent de probation note qu'elle a de bons parents, que le logement où elle habite est très propre, que les conditions morales sont bonnes et que les autres enfants de la famille sont honnêtes. Amélie a cessé de fréquenter l'école en 6^{ième} année, pratique sa religion et a de bonnes relations familiales. Aucun membre de la famille n'accorde d'importance à la virginité de la jeune fille en question et il n'y a pas de mention à savoir qu'elle aurait quoi que ce soit à se reprocher. On remarque malgré cela qu'un rapport médical attestant qu'Amélie est partiellement déflorée, ce à quoi elle répond qu'elle n'a jamais eu de familiarité avec aucun homme. La sentence est suspendue mais Amélie doit respecter certaines conditions. Amélie ne correspond pas au portrait des jeunes filles traduites devant la cour tracé dans le chapitre trois : elle fait partie des rares jeunes filles pour qui l'agent de probation ne semble pas discerner d'autres problèmes que le vol qu'elle a commis. On note par

²⁵ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 5020 de l'année 1943.

contre dans son dossier un rapport du médecin attestant qu'elle est partiellement déflorée. Il n'y a pourtant pas d'indices dans le rapport (ni dans le dossier) qu'elle ait pu avoir un contact sexuel avec un garçon. Cela suggère que la cour accorde une grande importance à la sexualité chez les jeunes filles et ce, malgré le fait qu'aucun indice de promiscuité ne soit présent au dossier. Le dossier d'Amélie illustre malgré tout l'intérêt de la cour pour la sexualité des jeunes filles même si elles ne sont pas traduites pour une infraction qui y est reliée.

4.3.3 La protection, les enfants abandonnés, négligés ou maltraités

Entre 1912 et 1949, 11,5% des jeunes filles traduites à la Cour des jeunes délinquants de Montréal l'ont été pour le motif de besoin de protection, abandon, de négligence ou de mauvais traitements.

i) Définition officielle

Les jeunes filles pouvaient être amenées devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal pour des motifs « de protection ». Le texte de la loi inclut dans cette catégorie « un enfant âgé de pas plus de quatorze ans qui est orphelin ; orphelin de père ou de mère, si le survivant tient une mauvaise conduite ou est condamné à la prison ou au pénitencier pour offense criminelle ». Ce texte inclut aussi « tout enfant qui, à raison de la négligence, l'ivrognerie ou autres vices de ses parents, de son gardien ou de la personne chez qui il réside, est élevé sans éducation et sans aucun contrôle salubre, ou dans des circonstances qui l'exposent à mener une vie de paresse et de désordre ; tout enfant qui mène une vie de vagabondage ou est trouvé errant à des heures indues ou est sans abri et paraît délaissé ou abandonnée ; tout enfant qui est habituellement battu ou traité cruellement par ses parents ou par les personnes chez qui il réside ; tout enfant qui, par le fait qu'il est infirme ou qu'il n'a ni tuteur ni

aucun parent en ligne directe capable ou digne d'en prendre soin, est exposé à vagabonder ou à mourir de faim »²⁶.

Selon le cas, l'un ou l'autre –ou plusieurs- de ces comportements ou situations se retrouvent dans le libellé de la plainte. On remarque que la plupart des problèmes ciblés dans les plaintes ne sont pas des comportements des enfants poursuivis eux-mêmes, mais plutôt des actes ou omissions du chef de leurs parents ou autres personnes de leur milieu. On note également l'importance de la prévention dans le texte de la loi et les différents libellés de plaintes : des enfants sont amenés devant le tribunal pour mineurs dans le but de prévenir qu'ils ne deviennent délinquants ou vagabonds ou qu'ils ne mènent une vie immorale, car ils sont perçus comme étant à risque dans leur milieu.

ii) Points de vue des agents de probation

Les agents de probation sont les acteurs dont la présence est la plus visible dans les dossiers des jeunes filles traduites devant le tribunal pour un motif de protection. Vu la nature des problèmes allégués, la cour veut disposer d'un rapport fait par un de ses agents qui se sera rendu là où il le faut pour constater si les enfants sont vraiment en besoin de protection. Contrairement aux autres catégories d'infractions, peu de points communs ressortent des rapports des agents de probation présents dans les dossiers consultés, les causes étant fort différentes les unes des autres.

Les agents de probation notent dans quelques affaires l'insalubrité du logement et le fait que celui-ci soit dépourvu du plus élémentaire confort comme étant une source du problème; à cela peut s'ajouter le fait que la mère vive en concubinage sous les yeux de ses enfants et l'abus d'alcool d'un parent.

²⁶ Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les jeunes délinquants, S.Q. 1912, c. 39, art. 4 et 5 (qui modifient l'article 4036 des S.R.Q. de 1909 et y ajoutent un article 4036a).

Plusieurs autres considérations sont présentes mais ne concernent que peu de causes. On y trouve tout d'abord des problèmes reliés aux parents tels que la négligence, la malpropreté, l'ignorance, l'immoralité ou les tendances suicidaires de la mère, l'abus d'alcool du père ou du beau-frère chez qui la jeune fille habite, le fait que le père ne s'occupe que périodiquement de son enfant, celui que les jeunes filles concernées n'aient personne pour prendre soin d'elles ou encore celui qu'elles partagent la chambre de leur mère et de son conjoint.

On trouve ensuite des considérations se rapportant aux jeunes filles elles-mêmes, mais qui ne se trouvent pas dans la définition des problèmes énoncés dans les plaintes. Les agents de probation considèrent que les jeunes filles ne fréquentant pas l'école posent problème, tout comme celles qui sont paresseuses, irritables, dissimulées, impolies ou vaniteuses. À cela s'ajoute que certaines jeunes filles sont déflorées, qu'elles ne sont pas maîtres de leurs actions, qu'elles se laissent facilement influencer, qu'elles ne sont pas obéissantes, qu'elles tiennent des conversations osées et obscènes ou qu'elles sont instables. Ainsi, malgré l'absence de caractéristiques reliées directement aux jeunes filles dans le libellé des plaintes, les agents de probation voient chez certaines d'entre elles des attributs ou des comportements posant problème. On note en effet que dans ces affaires de protection, les enfants sont officiellement amenées à la cour pour des motifs qui les présentent comme des victimes. Par contre, lors des enquêtes des agents de probation, dont les résultats sont transmis au juge, il ressort d'autres dimensions qui font voir les jeunes filles comme ayant un comportement qui pose problème. Elles ne sont donc plus vues que comme des victimes : elles sont aussi présentées comme agents. On remarque donc que la frontière entre enfant victime et enfant acteur n'est pas étanche.

Selon les agents de probation, le problème peut également provenir des personnes qui ont la garde des enfants, ce qui est le cas pour quelques jeunes filles traduites devant la cour pour des motifs de

protection. Ainsi, un agent de probation note qu'une jeune fille est maltraitée par une dame chez qui elle travaille. Elle travaille trop dur, ne reçoit pas d'argent en échange de son travail et n'a pas de vêtements ni de souliers convenables²⁷. Pour une autre jeune fille, le problème provient en partie du demi-frère qui en a la garde et commet des actes d'immoralité envers elle. Le père de la jeune fille est décédé et elle ne connaît pas sa mère qui est hospitalisée à long terme. La jeune fille dort dans la même chambre que son demi-frère et sa conjointe qui en ont la garde. Le demi-frère aurait commis des actes d'immoralité envers elle au vu et au su de sa conjointe pendant trois mois. La jeune fille s'est finalement réfugiée chez une voisine qui l'a amené à la cour²⁸. Le problème peut aussi provenir de l'extérieur comme dans l'affaire d'une famille où l'agent de probation note que la jeune fille et d'autres enfants sont presque sans soutien principalement dû au fait que la mère est malade et retardée mentalement et que le père part de la maison pendant des mois sans donner de nouvelles et ne supporte pas la famille²⁹. Les enfants sont donc laissés à eux-mêmes et l'agent de probation demande à ce que les enfants soit placés.

Du point de vue des agents de probation, le problème le plus important n'est pas dû aux jeunes filles elles-mêmes mais plutôt aux conditions dans lesquelles elles vivent. Toutefois, il arrive qu'à cette dimension, les agents de probation ajoutent certains aspects du comportement des filles, même si les plaintes n'en font pas état.

iii) Point de vue des autres acteurs

La S.P.W.C (Society for protection of women and children) est présente dans quelques dossiers de cette catégorie. Cette société de secours de langue anglaise visait à assurer la protection des femmes et des enfants, particulièrement lorsqu'ils étaient délaissés par le père. Sa

²⁷ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 254 de l'année 1936.

²⁸ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 1333 de l'année 1948.

²⁹ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 1035 de l'année 1930.

définition de ce qui pose problème se centre sur les familles des jeunes filles plutôt que sur ces dernières. Ainsi, dans un rapport de cet organisme, il est indiqué que le père ne supporte pas convenablement sa famille, qu'il disparaît pour un certains temps sans que personne ne puisse le trouver, qu'il ne travaille pas, qu'il ne paie pas la pension pour ses enfants ou qu'il consomme de l'alcool³⁰. Dans certaines causes, la mère est présentée comme arriérée ou comme se souciant tout simplement pas du bien-être de ses enfants. Ainsi, dans les rapports de la S.P.W.C , le problème de ces jeunes filles traduites devant le tribunal est défini comme provenant essentiellement des parents et non des jeunes filles elles-mêmes. Cela peut tenir en partie aux types d'affaires où cette société est appelée à intervenir.

Les médecins sont aussi des acteurs présents dans les dossiers de quelques jeunes filles. On trouve ici encore dans leurs rapports, des indications à l'effet que la jeune fille est déflorée ou ne l'est pas, et par qui elle a été « séduite » lorsqu'elle accepte de le dire. Par exemple, une des jeunes filles est déclarée avoir été déflorée par son père³¹ et une autre par son demi-frère³². Parfois, le rapport du médecin contient des indications sur l'intelligence de la jeune fille, à savoir si elle apparaît normale ou arriérée. Les contenus des rapports des médecins sont semblables à ceux qui sont présents dans les dossiers des mineures traduites pour toute autre catégorie d'infraction.

Les points de vue de plusieurs autres acteurs sur ce qui pose problème chez ces jeunes filles sont présentés dans les dossiers de protection mais ne sont pas présents dans suffisamment de causes pour en tirer des conclusions, des rapports de ces acteurs n'étant généralement présents que dans une seule affaire. On note malgré tout un accent sur le milieu et les comportements des parents de la jeune fille

³⁰ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 549 de l'année 1932.

³¹ Voir à titre d'exemple le dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 777 de l'année 1941

³² Voir à titre d'exemple le dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 1333 de l'année 1948.

concernée, ce qui représente bien le point de vue des différents acteurs dans les affaires de protection.

On remarque dans cette catégorie que les points de vue des différents acteurs sur ce qui pose problème chez les jeunes filles vont dans le même sens. Ainsi, la famille des jeunes filles et les conditions dans lesquelles elles se trouvent sont ciblées comme étant les problèmes centraux par tous les acteurs. La négligence des parents, l'abus d'alcool d'un parent, la vie en concubinage sont des points soulevés comme préoccupations importantes. Le problème perçu par les différents acteurs provient davantage du milieu des jeunes filles que de ces dernières. Les agents de probation notent malgré tout quelques différences et certaines caractéristiques ou comportements de ces mineures comme posant problème mais on observe quand même un certain consensus parmi les acteurs pour cette catégorie : ces jeunes filles sont plus vues comme des victimes de leur milieu que comme des personnes dont le comportement pose problème.

4.3.4 La désertion

L'infraction de désertion occupe 11,5% des causes des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. De par le nom de la catégorie d'infraction, soit la désertion, il est logique de déduire que le problème principal provoqué par ces jeunes filles provient du fait qu'elles ont déserté le toit familial. Mais est-ce uniquement pour cette raison qu'elles sont poursuivies devant le tribunal pour mineurs? Afin d'amener des éléments de réponse à cette question, examinons tout d'abord le libellé des plaintes.

i) Définition officielle

Tel qu'énoncé plus haut, le problème principal énoncé dans le libellé de la loi est que les jeunes filles « ont déserté ou abandonné le toit de la personne qui en a le contrôle sans permission ou sans raison suffisante »³³. On trouve cette plainte dans toutes les causes des filles de notre sous échantillon qui sont traduites pour désertion devant le tribunal pour mineurs. Quelques autres problèmes sont également dégagés dans les plaintes mais ne concernent que peu de causes. On trouve ainsi le fait que certaines jeunes filles sont par ailleurs jugées incorrigibles ou incontrôlables, qu'elles ont habité une maison de désordre ou qu'elles « désobéissent à toute demande légitime et raisonnable de leurs parents ». Le problème allégué pour traduire ces jeunes filles devant le tribunal pour mineurs est le fait d'avoir déserté le toit familial. Cette désertion est toutefois susceptible de s'inscrire dans un contexte plus large, où surviennent d'autres problèmes, dont la désertion peut même être la conséquence, la cause ou tout simplement une manifestation (comme l'incorrigibilité par exemple). Examinons les points de vue des différents acteurs afin de mieux comprendre ce qu'ils définissaient comme problème central chez ces jeunes filles au-delà des formulations souvent stéréotypées utilisées dans les plaintes et si leurs définitions concordent avec la formulation juridique des allégations du plaignant contenues dans la plainte.

ii) Points de vue des agents de probation

Dans les affaires de désertion, les agents de probation sont une fois de plus les acteurs les plus présents dans les dossiers des jeunes filles. Leurs rapports sont d'ailleurs les documents les plus riches en informations disponibles dans les divers dossiers consultés. Du point de vue de ces acteurs, le problème central est défini en fonction du fait que

³³ Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les jeunes délinquants, S.Q. 1912, c. 39, art. 4 et 5 (qui modifient l'article 4036 des S.R.Q. de 1909 et y ajoutent un article 4036a).

les jeunes filles ne soient pas rentrées à la maison pendant plusieurs jours, donc en fonction de la désertion elle-même. Par contre, les agents de probation notent certaines autres considérations qui ne se trouvent pas dans le libellé des plaintes. Ainsi, le fait que les jeunes filles soient déflorées, qu'elles aient eu des relations sexuelles et soient allées en chambre avec des garçons sont des points identifiés comme problèmes chez plusieurs de ces d'entre-elles. D'autres problèmes sont également constatés chez certaines filles, tels qu'avoir de mauvaises fréquentations, fréquenter les cinémas et les salles de danse, courir les rues, être grossières, avoir « la tête dure » et agir à sa guise. On trouve dans les rapports de ces agents certains problèmes qui ne sont pas directement occasionnés par les jeunes filles mais plutôt par leurs familles, qui peuvent ainsi avoir provoqué la désertion. Ainsi, une jeune qui n'en peut plus d'être maltraitée par son père pourrait avoir choisi de désertir le toit familial afin d'éviter cette situation. À cet effet, on note des inscriptions dans certains rapports à savoir que la situation familiale est difficile et tendue, que le père maltraite ses enfants, qu'il ne les habille pas convenablement ou encore que les parents manquent d'argent et n'arrivent pas à payer les comptes d'électricité et autres.

Selon le point de vue des agents de probation, le problème se situe essentiellement au niveau des jeunes filles et est particulièrement dû au fait que ces dernières ont déserté leur maison. Les relations sexuelles sont également une préoccupation importante pour ces acteurs, bien qu'aucune mention n'en soit faite dans les plaintes elles-mêmes. Notons que le comportement sexuel pouvait avoir un lien très présent avec la désertion. En effet, une jeune fille pouvait désertir le toit familial pour passer un moment avec un garçon ou un homme; ou encore elle pouvait assurer sa survie pendant la désertion en étant hébergée par un homme, en échange de faveurs sexuelles. Notons que la désertion était un fait facile à prouver, puisque le témoignage des parents suffisait pour prouver que la jeune fille n'était pas rentrée, ceci rendant la désertion plus facile à prouver que le comportement sexuel. Comme la désertion était un motif

juridique suffisant pour permettre au tribunal d'intervenir, on se contentait d'évoquer ce motif dans la plainte, même si le comportement sexuel pouvait être très présent dans les préoccupations des parents ou autres auteurs de la plainte. La preuve de la désertion suffisait pour pouvoir agir sur les autres aspects plus difficiles à prouver mais probablement centraux dans la définition du problème. En fait, la désertion peut et doit être vue comme étant en lien avec divers autres « dangers » perçus et auxquels les jeunes filles s'exposaient avec la désertion : comportement sexuel, absence de logis et de nourriture, possibilité d'agression physique, dangers moraux associés à une trop grande liberté (danse, cinéma, etc.). En amenant la jeune fille devant la cour pour un motif de désertion, il était donc possible d'agir sur les autres « dangers » ou problème perçus par les agents de probation. La désertion pouvait aussi être une manifestation de problèmes plus vastes tels que des conditions de vie médiocres ou des tensions familiales, problèmes qui préoccupaient aussi les agents de probation. Ainsi, en amenant les jeunes filles pour un motif de désertion, facile à prouver, ces agents pouvaient ensuite agir sur les autres dangers, problèmes ou situations qui se présentaient selon le cas. C'est pourquoi la perception du problème central de ces jeunes filles par les agents de probation diffère en partie du principal problème allégué dans la plainte.

iii) Points de vue des filles concernées par les procédures

Les jeunes filles concernées par les procédures ont parfois la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur ce qui est le problème central pour elles, d'une manière qui laisse des traces au dossier. Ces points de vue, généralement trouvés dans les rapports des agents de probation, prennent parfois la forme d'explications. Si le problème principal ciblé dans cette catégorie semble être le fait que les jeunes filles désertent le toit familial, on peut se demander pourquoi ces filles disent avoir déserté. Différentes situations sont consignées dans les dossiers et sont propres à chaque cause mais il est possible malgré tout d'en tirer quelques points en commun. Certaines de ces filles affirment avoir déserté à cause de

relations familiales tendues, ce qui est le cas de Céline qui affirme avoir quitté la maison de son père parce que celui-ci lui aurait dit : « si tu ne t'en vas pas, je vais te chasser »³⁴. Elle affirme que son père et sa belle-mère l'ont toujours maltraitée et battue et qu'elle a déserté la maison aussi pour cette raison. Elle refuse de rentrer à la maison parce qu'elle craint les mauvais traitements. La peur d'être battues par un parent, notamment le beau-père ou la mère est une préoccupation importante dans les dossiers consultés. Le fait que le beau-père abuse de boisson alcoolisée est également un problème soulevé par des jeunes filles. Cette jeune fille, comme plusieurs autres, aurait donc fui le toit familial pour échapper à une situation intenable plutôt que par plaisir ou envie. Certaines autres jeunes filles désertent dans le but d'affirmer leur opposition à leurs parents ou à certaines règles édictées par ces derniers. Par exemple, l'une d'entre elles³⁵ aurait déserté sa maison car sa mère désirait la marier à un homme alors qu'elle préférait en épouser un autre, affirmant ainsi son opposition à la demande de sa mère. Elle affirme aussi que son problème provient du fait qu'elle doit remettre son salaire en entier à ses parents et qu'elle a l'impression de faire vivre sa famille à elle seule; elle déplore le fait qu'elle ne reçoive pas suffisamment d'argent de poche en retour. Une autre jeune fille explique qu'elle traîne dans les rues dans le but que sa mère lui achète une robe, comme elle l'a fait pour sa sœur³⁶. La désertion serait donc due à une forme de jalousie dans le cas de cette jeune fille ainsi qu'un moyen pour obtenir des vêtements. Lorsque les jeunes filles désertent le toit familial, il arrive aussi qu'elles se livrent à des actes sexuels et parfois à des relations sexuelles pour plusieurs raisons.

Ainsi, ces jeunes filles profitent des enquêtes des agents de probation pour expliquer leur conduite mais également pour soulever d'autres problèmes tels que les conditions de vie insoutenables, le manque d'argent de poche ou l'absence de contrôle de leurs gages. Ces explications données par les jeunes filles sont intéressantes car elles nous

³⁴ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 1093 de l'année 1927.

³⁵ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 38 de l'année 1948.

³⁶ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 10823 de l'année 1923.

permettent de mieux comprendre les situations dans lesquelles elles vivent, ou du moins la perception qu'elles ont de leur situation, perception qui peut ensuite influencer leurs actes.

iv) Points de vue des autres acteurs

Les points de vue d'autres acteurs se trouvent dans les dossiers, mais ils sont présents dans un nombre moins élevé de dossiers. Parmi ces acteurs, les médecins sont les plus présents. Ils ont toujours la responsabilité d'examiner les jeunes filles et d'inscrire les résultats dans des rapports qu'ils doivent remettre à la cour. Comme pour les autres catégories d'infractions, les médecins attestent de l'état de l'hymen des filles et parfois, inscrivent quelques indications au sujet de leur santé. Pour eux, les problèmes présentés par les jeunes filles sont essentiellement reliés à leur santé et leur sexualité. Il faut également considérer que le fait d'être médecins et d'avoir un mandat précis de la cour prédisposaient ceux-ci à placer en priorité la santé et la sexualité des jeunes filles dans leur analyse.

Les parents sont peu présents dans les rapports ou autres documents pour cette catégorie d'infraction. Lorsqu'ils le sont, ils exposent le fait de rester à l'extérieur de la maison le soir et de fréquenter des garçons comme posant problème chez leur fille. Une mère se plaint aussi par le biais du rapport de l'agent de probation du manque de surveillance de la part du père lorsque sa fille demeure chez-lui ainsi que de son manque de soutien financier.

Les divers acteurs perçoivent donc le problème central différemment pour cette catégorie de comportement qui est la désertion. Ainsi, les agents de probation considèrent le problème majoritairement dû aux jeunes filles, à leur désertion du foyer et aux relations sexuelles qu'elles ont eues. Les médecins mettent l'accent sur la virginité des jeunes filles et

les parents sur le fait que leurs filles demeurent à l'extérieur de la maison tard le soir et qu'elles fréquentent les garçons. On remarque l'importance de la sexualité de ces filles pour ces acteurs bien que la sexualité ne soit pas évoquée comme telle dans le libellé des plaintes. Les jeunes filles amènent quant à elles des explications intéressantes sur leur désertion, qu'elles attribuent en général davantage aux conditions familiales problématiques qu'à une recherche de plaisir. Il est intéressant de noter que ces filles ne mettent aucunement l'accent sur leur sexualité, dont elles ne font d'ailleurs pas mention, selon ce qui est consigné dans les rapports des agents de probation.

4.3.5 Certaines infractions à caractère sexuel

Les infractions à caractère sexuel occupent 9,5% des causes des jeunes filles poursuivies devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. Comme nous l'avons vu dans les catégories précédentes, la sexualité est souvent une considération importante selon les différents acteurs. Cet accent mis sur la sexualité des jeunes filles devrait se trouver dans cette catégorie puisqu'il est question d'infraction à caractère sexuel. Examinons le libellé de la loi et des plaintes afin de savoir quels comportements sont inclus dans cette catégorie d'infraction.

i) Définition officielle

Le libellé de la loi et des plaintes nous informe sur ce qui est officiellement considéré comme posant problème chez les jeunes filles pour les traduire devant la Cour des jeunes délinquants. On trouve dans le libellé du Code criminel des comportements liés aux activités de prostitution. Mais surtout, en ce qui concerne les mineurs, on trouve dans la Loi sur les jeunes délinquants un amendement apporté en 1924 qui interdit aux mineurs toute « immoralité sexuelle ou autre forme semblable de vice ». Quant au « vagabondage » par lequel passait l'essentiel de la

répression de la prostitution, nous en avons fait une catégorie distincte étant donné la fréquence avec laquelle cette infraction revenait dans notre échantillon³⁷.

Dans les différents libellés de plaintes, on trouve le fait d'avoir une conduite immorale et d'avoir commis des actes indécents. En ayant eu des relations sexuelles avec un ou plusieurs hommes. Cela inclut aussi le fait d'avoir « été retrouvées dans une maison de désordre, à savoir une maison de prostitution » ou d'avoir déserté le toit familial pour plusieurs jours. Ainsi, une jeune fille ayant déserté son foyer et qui avait des relations sexuelles n'était pas obligatoirement traduite pour désertion mais pouvait aussi être traduite pour infraction à caractère sexuel. Dans certaines causes, les plaintes incluaient également le refus de travailler ou d'obéir à ses parents. Par ailleurs et plus rarement, les plaintes incluaient le fait d'avoir « été trouvées errantes sur la rue sans pouvoir rendre de compte satisfaisant sur sa conduite » (vagabondage), d'être rentrées tard le soir ou de fréquenter les clubs de nuit. Ainsi, le libellé des plaintes dans les causes d'infraction à caractère sexuel inclut principalement la conduite immorale et le fait d'avoir été retrouvées dans une maison de prostitution, mais fait également place à des considérations non reliées à la sexualité des jeunes filles, comme le refus de travailler ou d'obéir.

ii) Points de vue des agents de probation

Les agents de probation sont les acteurs dont les points de vue sont les plus présents dans cette catégorie d'infraction. Plusieurs problèmes sont mis en évidence à la lecture de leurs rapports. Du point de vue des agents de probation, le problème pouvait provenir du fait que ces jeunes filles avaient été séduites et déflorées, mais que cela avait été fait sans leur consentement. En d'autres termes elles auraient été prises de force, abusées. Une minorité des jeunes filles auraient été déflorées de

³⁷ Code criminel 1906, article 238.

force et ce, par un membre de leur famille ou une personne chez qui elles travaillaient. La sexualité des jeunes filles est encore une fois une préoccupation pour les agents de probation mais entre ici l'aspect de consentement, qui n'était pas présent dans les autres catégories. Le fait d'embrasser des garçons et d'avoir des relations sexuelles en échange de biens ou d'argent fait aussi partie de l'accent mis sur la sexualité. Lorsque les mères des jeunes filles poursuivies vivent en concubinage devant ces dernières, ou encore lorsqu'elles tiennent une maison de désordre, cela devient aussi une préoccupation importante pour les agents de probation. Viennent ensuite plusieurs considérations importantes qui ne sont pas directement à caractère sexuel, soit la fréquentation des cinémas, des salles de danse, des restaurants et des cafés. Dans certaines causes, les agents de probation notent que les jeunes filles ont déserté la maison, traînent dans les rues, rentrent tard, sont grossières et effrontées, qu'elles volent de l'argent à leurs parents, qu'elles ne fréquentent pas l'école, qu'elles négligent leurs devoirs religieux ou qu'elles se lèvent trop tard le matin pour aller travailler. Ces comportements et traits de caractère ne sont notés que dans quelques affaires.

À certaines occasions, la source du problème provient de la famille de la jeune fille, soit en raison du désintérêt des parents ou suite à un abandon par les parents. Le problème posé par ces jeunes filles selon les points de vue des agents de probation demeure malgré tout le comportement sexuel ces dernières, qu'elles y aient consenti ou non. Également, la vie en concubinage des mères est indiquée fréquemment dans plusieurs des dossiers.

iii) Points de vue des parents des jeunes filles

Lorsqu'on étudie les points de vue des parents des jeunes filles on remarque que ces points de vue sont essentiellement ceux des mères, les pères n'étant pas présents dans les dossiers consultés. Les plus gros problèmes chez ces jeunes filles, selon leurs mères, sont qu'elles ont

déserté le toit familial, qu'elles sont grossières, qu'elles ne gardent pas leurs places de travail et qu'elles sortent tous les soirs. On remarque que la sexualité n'apparaît pas de manière explicite malgré le fait qu'elles soient poursuivies pour une infraction à caractère sexuel. Les craintes visant le comportement sexuel peuvent toutefois être cachées derrière d'autres comportements, tels que la désertion ou le fait de sortir tous les soirs. Certaines autres considérations sont présentées dans quelques causes, soit que les jeunes filles fréquentent les cinémas, courent les rues après les séances de cinéma, volent, sont incontrôlables, aiment « s'asseoir sur les hommes » ou ne pratiquent pas leur religion. La sexualité apparaît ici avec l'indication que ces jeunes filles aiment « s'asseoir sur les hommes » mais cela demeure une préoccupation sans plus d'importance que les autres. Les mères définissaient les problèmes dans des termes qui font souvent appel au quotidien de la vie familiale (grossièreté, instabilité au travail susceptible d'influencer sur le revenu familiale, sorties nocturnes, désertion) et non aux seuls comportements sexuels.

iv) Points de vue des autres acteurs

Les points de vue de certains autres acteurs sont présents dans les dossiers judiciaires de ces jeunes filles tels que les médecins qui, comme pour les catégories précédentes, attestent de l'état de l'hymen des filles et de leur état de santé général. Ainsi, il est indiqué dans les dossiers que plusieurs des jeunes filles sont déflorées et que certaines d'entre elles sont enceintes. Il est intéressant de noter que les rapports des médecins ne sont pas plus fréquents dans cette catégorie d'infraction que dans les autres qui, pourtant, n'incluaient pas explicitement la sexualité des jeunes filles dans leur définition.

Les jeunes filles, quant à elles amènent plusieurs explications à leur comportement sexuel. Certaines d'entre-elles expliquent qu'elles utilisent la sexualité pour obtenir des objets, des vêtements, de l'argent ou en

échange de sorties aux cinémas, aux restaurants ou dans des salles de danses³⁸. Cette observation va tout à fait dans le sens des informations que l'on trouve dans la littérature. En effet, Odem (1995) affirme que les jeunes filles ont des relations sexuelles pour plusieurs raisons, soit pour obtenir des objets ou des plaisirs qu'elles ne peuvent s'offrir, comme nous venons de le voir. À cela s'ajoute le fait d'avoir des relations sexuelles par amour, sous la promesse d'un mariage ou par opposition aux conventions sociales (Odern, 1995). Comme nous avons pu le remarquer, plusieurs motifs peuvent ainsi être invoqués par les filles pour expliquer leurs comportements sexuels, d'où l'intérêt d'accorder de l'importance à leur explication.

Les points de vue des religieuses sur ce qui pose problème chez ces jeunes filles sont aussi présents dans quelques dossiers. La faible intelligence de certaines jeunes filles est la préoccupation qu'elles expriment le plus fréquemment, suivie par leur nature entêtée, la faible volonté, l'insubordination, le manque de piété et le fait que ces jeunes filles soient une cause de scandale pour les autres ou qu'elles subissent l'influence néfaste de leurs mères. Les sœurs accordent davantage d'importance aux caractéristiques personnelles des jeunes filles qu'à leur sexualité. Les comportements sexuels des jeunes filles ne sont pas explicitement ciblés comme étant un problème bien que quelques termes utilisés par les religieuses peuvent nous laisser croire que la sexualité est une préoccupation, comme lorsqu'elles évoquent le fait de porter scandale à ses compagnes.

Les points de vue des différents acteurs sur ce qui pose problème chez les jeunes filles varient donc aussi dans cette catégorie d'infractions. Les agents de probation mettent l'accent dans un premier temps sur la sexualité des jeunes filles et dans un deuxième temps, sur d'autres éléments dont le concubinage des mères. Pour les mères, l'accent est

³⁸ Par exemple voir le dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 8462 de l'année 1945 et le dossier numéro 5029 de l'année 1944.

plutôt mis sur le fait que leurs filles désertent le toit familial, sont grossières, ne travaillent pas et sortent tous les soirs. La sexualité ne ressort pas explicitement comme une considération importante à leurs yeux mais, implicitement, une préoccupation pour la sexualité peut se camoufler derrière d'autres types de comportements tel que la désertion ou les sorties fréquentes le soir puisque ces derniers sont traduites pour comportement à caractère sexuel. Les jeunes filles mettent l'accent sur la peur d'être battues à la maison. Les Sœurs évoquent la faible intelligence et quelques caractéristiques personnelles des filles, pour l'essentiel sans lien avec la sexualité. Il est intéressant de constater que, malgré le fait que les jeunes filles soient officiellement poursuivies pour une infraction à caractère sexuel, la sexualité n'est pas évoquée dans les dossiers comme une préoccupation de première importance pour tous les acteurs. Cela s'explique en partie par le contexte dans lequel se trouvent les jeunes filles. Par exemple, une fois placées dans une institution, le comportement des jeunes filles est susceptible de laisser moins de place à la sexualité de sorte que les Sœurs ne mettent guère l'accent sur la sexualité des jeunes filles mais plutôt sur leurs agissements en institution et sur leurs traits de personnalité. Ainsi, les préoccupations des acteurs dépendent du contexte dans lequel ils se trouvent. Pour les Sœurs qui dirigent les établissements, le comportement sexuel occupe une moins grande importance que pour les parents dont la jeune fille s'adonne à ce type de comportement.

4.3.6 Le vagabondage et le fait de flâner la nuit

Le vagabondage et le fait de flâner la nuit sont responsables de 9,5% des poursuites contre des jeunes filles devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. Cette infraction se classe donc au cinquième rang en importance pour expliquer la délinquance des filles devant la cour. Mais qu'est-ce que le vagabondage? Afin de répondre à cette question, il est essentiel d'analyser le libellé de la loi et

des plaintes afin de savoir comment est définie officiellement cette infraction.

i) Définition officielle

La définition de cette catégorie dans le Code criminel inclut plusieurs types de comportements, dont certains ne sont pas sans liens avec certains des catégories étudiées précédemment. Ainsi, loi prévoit qu'est « réputé vagabond, libertin, désœuvré ou débauché, quiconque : n'ayant pas de moyens de subsistance, est trouvé errant en un lieu où il est étranger ou ayant pris gîte dans une grange ou dans quelque bâtiment qui dépend d'une habitation [...] ou qui n'ayant pas de moyens visibles de subvenir à ses besoins, vit sans recourir au travail ». Tombe également dans cette catégorie celui qui « étant capable de travailler, et par là, ou par d'autres moyens, de se soutenir ainsi que sa famille, refuse ou néglige volontairement de le faire; étale ou expose dans les rues, chemins, grandes routes ou places publiques, des objets indécents ; erre et mendie, ou va de porte en porte, ou séjourne dans les rues, grandes routes, passage ou places publiques pour mendier ou demander l'aumône, sans avoir un certificat signé, depuis moins de six mois, [...], lequel porte que celle-ci mérite qu'on lui fasse la charité »³⁹. On conçoit que certaines de ces dispositions concernent des adultes plus que des mineurs.

On trouve encore dans la définition officielle du vagabondage des comportements qui peuvent être assimilés au fait de troubler la paix, parce que l'accusé « rôde dans les rues, grands chemins, routes ou places publiques, et gêne les passants en encombrant les trottoirs ou en se servant d'un langage insultant, ou de toute autres manière; fait du tapage dans ou près des rues, [...] en jurant ou en chantant, ou en étant ivre ou en gênant ou incommodant les passants paisibles; en déchargeant des armes à feu, ou en tenant une conduite tumultueuse ou tapageuse dans

³⁹ Code criminel 1906, article 238 a) à l).

une rue ou sur une grande route, trouble, par dérèglement, la paix et la tranquillité des habitants d'une maison d'habitation près de cette rue ou grande route; enlève ou défigure des enseignes, brise des fenêtres, des portes ou des plaques de portes, des murs de maisons, de chemins ou de jardins, ou détruit des clôtures⁴⁰ ».

À ces comportements, la définition légale du vagabondage ajoute le statut de la personne qui est « une prostituée ou coureuse de nuit, erre dans les champs, dans les rues publiques ou dans les grands chemins, les ruelles ou les lieux d'assemblées publiques ou de rassemblements, et ne rend pas d'elle-même un compte satisfaisant; tient ou habite une maison de désordre, de prostitution ou malfamée, ou une maison fréquentée par des prostituées. ⁴¹ »

On remarque dans cette définition du vagabondage dans le Code criminel de 1906 que certains comportements à caractère sexuel y sont inclus et certains sont d'ailleurs mis au féminin tel que le fait d'être une prostituée ou une coureuse de nuit. Il est important de noter que le vagabondage était l'infraction utilisée généralement afin de contrôler la prostitution. Ce libellé d'infraction permettait d'arrêter une jeune fille qui était présumée faire de la prostitution uniquement parce qu'elle traînait dans la rue sans pouvoir rendre compte de sa présente. De cette manière, la preuve que la jeune fille avait des relations sexuelles en échange d'argent n'était plus nécessaire à son arrestation. On pouvait de ce fait cibler et arrêter plus facilement les jeunes filles qui étaient susceptible de s'impliquer dans la prostitution sans devoir en faire la preuve hors de tout doute. On conçoit aisément que cette dernière forme du vagabondage soit celle qui, pour l'essentiel, ait été à la base des plaintes portées contre les jeunes filles.

⁴⁰ Code criminel 1906, article 238 a) à l).

⁴¹ Code criminel 1906, article 238 a) à l).

ii) Points de vue des agents de probation

Les acteurs dont nous avons recueilli le plus fréquemment les points de vue, qui sont présents dans la quasi-totalité des dossiers dans cette catégorie, sont les agents de probation, par le biais des rapports qu'ils ont remis aux juges. La définition de ce qui pose problème chez ces jeunes filles selon les points de vue des différents agents de probation varie en fonction de chaque affaire; il est malgré tout possible de faire ressortir quelques points communs. Le premier problème, évoqué dans près de la moitié des causes, à trait au fait que ces jeunes filles ont eu des relations sexuelles ou qu'elles ont fait de la prostitution, qu'elles ont été en chambre avec un homme et ont reçu de l'argent en échange de faveurs sexuelles. La vie sexuelle des jeunes filles représente donc un problème important selon les agents de probation. Nous avons vu plus haut que cette infraction servait justement à cibler et arrêter les jeunes filles s'adonnant à de la prostitution : il est donc normal que les comportements sexuels des jeunes filles soient ciblés comme problématique par les agents de probation.

En second lieu pour les agents de probation, vient le fait que ces jeunes filles fréquentaient les restaurants, les cafés ou les « théâtres » (expression utilisée pour désigner les cinémas). Tel que nous l'avons vu plus tôt, les cinémas étaient perçus comme des endroits de perdition, contrairement à la mentalité qui prévaut à notre époque. Les agents de probation notent également comme problèmes le fait que les jeunes filles courent les rues, passent des parties de nuit dehors, changent souvent d'emploi ou ne travaillent pas et qu'elles fument la cigarette, surtout en pleine rue. Dans quelques affaires, le problème provient aussi du fait que qu'elles n'écoutent pas leurs parents, sortent en cachette la nuit, consomment de l'alcool, lisent les journaux ou sont victimes d'abus sexuel. Quelques comportements sont pareillement définis comme posant problème chez ces mineures mais sont notés dans une proportion moins grande des causes : faire du tapage, avoir un langage inapproprié envers

ses parents, sortir en auto avec des garçons, être instable ou avoir besoin de supervision. On remarque, dans l'analyse des comportements considérés comme posant problèmes chez ces filles, que l'éventail des conduites est plutôt large et inclut plusieurs types de comportements que l'on trouve dans la définition du vagabondage dans le Code criminel.

Les agents de probation identifient également un second type de situations problématiques dans la vie de ces jeunes filles, dont elles ne sont pas responsables et qui proviennent de leurs familles et de leur entourage. Ainsi, dans certaines affaires, les jeunes filles ne sont pas perçues comme les seules responsables de leur délinquance. L'accent est parfois mis sur les familles par les agents de probation. Le fait d'avoir un ou des parents qui consomment et abusent de l'alcool, qui sont vulgaires, qui ne pratiquent pas de religion ou qui ne surveillent pas suffisamment leurs filles est jugé problématique selon les agents de probation. Ce que ceux-ci définissent comme posant problème chez les filles n'a donc pas trait uniquement à des actes qu'elles auraient commis, mais aussi à l'influence que leurs familles et leur milieu de vie ont sur elles. La première cause de problème identifiée par ces acteurs demeure malgré tout le comportement sexuel des jeunes filles.

iii) Points de vue des autres acteurs

Bien que les agents de probation soient les acteurs dont les points de vue sont les plus fréquemment présents dans les dossiers des jeunes filles traduites pour vagabondage, nous avons aussi examiné les points de vue de quelques autres personnes. Considérons tout d'abord les points de vue des parents. Dans bon nombre des dossiers, les parents ne semblent pas au courant de certains problèmes de leur fille. Certains sont surpris d'apprendre que leur fille est déflorée ou a une conduite immorale. Ils avouent avoir eu quelques problèmes à contrôler les sorties de leurs filles mais n'avaient pas conscience qu'elles avaient des relations sexuelles. Certains parents dont les filles n'avaient pas eu de relations sexuelles

avec des garçons ne comprenaient pas pourquoi des procédures avaient été engagées contre leur fille. Il est important de noter que les plaignants dans cette catégorie étaient très majoritairement des constables ou des agents publics, ce qui peut aider à comprendre que les parents ne percevaient pas de problème chez leurs enfants. En effet, les jeunes filles pouvaient justifier leurs sorties à leurs parents de différentes manières ou simplement sortir de la maison sans donner d'explications. Les constables les retrouvaient parfois sur la rue, incapables de fournir une explication à leur présence à l'extérieur du foyer familial. Certaines jeunes filles faisaient ainsi de la prostitution dans les rues, loin des yeux de leurs parents et sans leur connaissance.

Le nombre de jeunes filles émettant un point de vue sur leur délinquance est faible dans cette catégorie, ce qui n'en enlève pas l'intérêt. Les jeunes filles dont les points de vue ont été recueillis dans les rapports des agents de probation font partie de la moitié des filles de cette catégorie ayant eu des relations sexuelles. Deux points apparaissent en évidence : elles affirment avoir eu des relations sexuelles avec plusieurs garçons et être sorties tard le soir ou avoir déserté leur maison.

Certaines jeunes filles tiennent malgré tout à expliquer leurs comportements. L'une d'entre elles met l'accent sur ses problèmes familiaux, à savoir qu'elle se sauve de chez elle quand « ça va mal ». Elle affirme que ses frères la battent (coups de poing au visage et coups de pied), lui commandent tout le temps et veulent qu'elle les serve. Un de ses frères a un langage ordurier à son égard et à l'égard de ses parents. Elle affirme devoir nettoyer la maison toute seule et remettre son salaire à ses parents, mais admet l'avoir gardé une fois pour s'habiller, parce que ses parents ne prenaient pas charge de ses vêtements. Elle déclare qu'elle est allée en chambre une fois qu'elle a reçu de l'argent et qu'elle a continué ce genre de vie depuis⁴². Les principaux problèmes ciblés par l'agent de probation chez cette fille proviennent du fait qu'elle a des

⁴² Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 6135 de l'année 1944.

relations sexuelles avec des compagnons de passage, qu'elle fréquente des restaurants louches et qu'elle est très instable et change souvent d'emploi. On remarque ici que pour cibler les relations sexuelles comme étant un problème, l'agent de probation et la jeune fille se rejoignent. On note également que l'agent de probation indique aussi le fait qu'elle soit instable et change souvent d'emploi comme étant un problème, mais que ces considérations ne se trouvent pas dans la déclaration de celle-ci. Elle met plutôt l'accent sur ses conditions familiales et particulièrement sur sa relation difficile avec ses frères qu'elle présente comme étant la cause de ses désertions de la maison au cours desquelles elle est en situation de « vagabondage ». On voit ainsi que la définition de ce qui pose problème est différente en fonction des acteurs, d'où l'importance d'en explorer toutes les facettes.

On remarque donc que, selon les agents de probation, le problème central posé par les jeunes filles traduites devant le tribunal pour mineurs pour vagabondage et le fait de flâner, n'est pas uniquement de ne pas travailler ou d'avoir été retrouvées dans la rue mais provient davantage du fait qu'elles ont des relations sexuelles ou pratiquent la prostitution, de même qu'elles fréquentent des restaurants et vont au cinéma. Il existe donc une différence entre les comportements énoncés dans les plaintes et ceux qui sont perçus comme étant le problème central : la définition présentée par les agents de probation dépasse le seul motif légal d'intervention invoqué dans la plainte pour englober d'autres dimensions de la vie des jeunes filles et ainsi mieux comprendre la situation de celles-ci dans sa globalité. Les jeunes filles présentent elles-mêmes leur sexualité comme faisant partie du problème, bien qu'elles désirent se justifier et qu'elles ciblent également d'autres problèmes comme importants. Les parents, quant à eux, ne voient pas toujours les problèmes de leurs filles.

4.3.7 Troubler la paix

L'infraction de troubler la paix n'est présente que dans 4,4% des causes chez les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. Il est quand même intéressant d'étudier brièvement la signification de cette infraction.

i) Définition officielle

Commençons tout d'abord par la définition officielle qu'on peut connaître en étudiant le libellé de la loi et des plaintes. On trouve dans la définition du Code criminel le fait qu'une personne trouble la paix lorsqu'elle « rôde dans les rues, grands chemins, routes ou places publiques, et gêne les passants en encombrant les trottoirs ou en se servant d'un langage insultant, ou de toute autres manière; fait du tapage dans ou près des rues, [...] en jurant ou en chantant, ou en étant ivre ou en gênant ou incommodant les passants paisibles; en déchargeant des armes à feu, ou en tenant une conduite tumultueuse ou tapageuse dans une rue ou sur une grande route, trouble, par dérèglement, la paix et la tranquillité des habitants d'une maison d'habitation près de cette rue ou grande route; enlève ou défigure des enseignes, brise des fenêtres, des portes ou des plaques de portes, des murs de maisons, de chemins ou de jardins, ou détruit des clôtures »⁴³.

Trépanier et Quevillon (2002), notent quelques différences concernant les garçons et les filles qui sont poursuivies pour avoir troublé la paix. Ainsi, les garçons qui sont poursuivis pour ce type d'infraction auraient généralement gêné les passants en leur criant des insultes, en se battant, en lançant des objets ou encore en obstruant la circulation. Les jeunes filles amenées devant la cour pour ce type d'infraction le seraient plutôt parce qu'elles ont troublé la paix des voisins (contrairement à celles des passants dans la rue pour les garçons). Les plaintes concernant les

⁴³ Code criminel 1906, article 238 e), f), g), h).

filles concerneraient donc davantage des querelles entre voisins. Il semble que les filles seraient traduites devant la cour pour des considérations relevant de la sphère privée alors que la sphère publique serait davantage ciblé pour les garçons. Il importe maintenant de connaître le point de vue des acteurs sur cette question.

ii) Points de vue des agents de probation

Les agents de probation sont, ici encore, les acteurs les dont les points de vues sont les plus présentés dans les dossiers. Le principal problème que présente ces jeunes filles selon eux est le même que celui qui est présenté dans les plaintes, soit de troubler la paix d'autrui de plusieurs manières. On note malgré tout quelques autres préoccupations soulevées dans certains rapports, telles que le fait que les jeunes filles soient insupportables pour leurs maîtresses à l'école, ne fréquentent pas l'école régulièrement, traînent dans les rues et se querelles avec les autres enfants. Malheureusement, le nombre de dossiers concernant des mineures traduites devant la cour pour cette infraction est très faible, ce qui limite considérablement les informations dont nous disposons. Il semble malgré tout que la perception des agents de probation va plus loin que la simple définition inscrite dans le libellé des plaintes et distingue quelques problèmes autres qu'avoir troublé la paix d'autrui. Quant au point de vues des acteurs, le nombre restreint de dossiers ne nous permet pas d'en tirer de conclusions utiles.

4.4 Sommaire du chapitre

L'objectif de ce chapitre était de comprendre la perception des divers acteurs sur le problème central posé par les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949. L'analyse statistique des infractions permet tout d'abord de discerner que les garçons et les filles sont poursuivis pour des motifs différents. Les filles se distinguent par leur surreprésentation en matière d'infractions

spécifiques aux mineurs telles que l'incorrigibilité, d'infractions à caractère sexuel, de désertion ou du besoin de protection. Les garçons sont, quant à eux, davantage poursuivis pour des infractions punissables par le Code criminel. Ces considérations tiennent malgré les quelques différences observées durant les diverses périodes d'analyse.

En ce qui concerne le plaignant, l'analyse statistique démontre que les membres de la famille sont plus souvent les plaignants dans les causes des filles, que dans celles des garçons. La victime ou sont représentant est plus souvent le plaignant pour les garçons. Les agents publics ont une importance autant dans les affaires des filles que dans les affaires des garçons. Cela nous indique d'une certaine manière le rôle joué par certains acteurs au sein de la cour, plus spécifiquement, le rôle joué dans la décision d'initier des procédures.

L'analyse documentaire permet également de constater que les acteurs dont le point de vue est présent dans les dossiers ne ciblent pas toujours les mêmes comportements ou caractéristiques comme étant le problème central. Les agents de probation font souvent état de comportements sexuels des jeunes filles parmi ce qu'ils voient comme leurs problèmes principaux. Ces comportements sexuels prennent plusieurs formes, allant de la masturbation aux relations sexuelles complètes et fréquentes avec des hommes différents. Les agents notent également certaines autres considérations comme étant importantes, telles que la désertion du foyer dans l'infraction de désertion, le concubinage de la mère dans l'infraction à caractère sexuel et la fréquentation de restaurants et cinémas dans l'infraction de vagabondage.

Du point de vue des médecins, les problèmes évoqués ont trait à la promiscuité sexuelle et aussi de à l'état de santé en général. Par contre, les médecins ne possèdent pas beaucoup de renseignements sur la vie des jeunes filles et doivent généralement se contenter de poser des questions concernant la santé, la virginité et l'intelligence des jeunes filles,

basant donc leur définition de ce qui pose problème sur les informations dont ils disposent et qui tiennent à leur mandat.

Pour les parents des jeunes filles, l'accent est plutôt mis sur le fait que celles-ci sortent trop souvent le soir, rentrent trop tard, ne travaillent pas et sont grossières envers eux. La perception des parents a donc tendance à différer de celle des agents de probation quant à l'identification des problèmes. Notons toutefois que les comportements ciblés par les parents laissent supposer que les préoccupations de ces derniers ne se limitent pas uniquement au fait que leurs filles sortent tard le soir mais bien aux comportements qu'elles ont pendant leurs sorties. Au cours de leurs sorties tardives, les jeunes filles peuvent fréquenter des salles de danse, de théâtre ou des cafés et rencontrer des gens marginaux, consommateurs ou blasphémateurs ou encore, elles peuvent commettre des délits. Il est réaliste d'émettre l'hypothèse que d'une manière implicite, les parents sont parfois inquiets par rapport aux comportements sexuels de leur fille et que c'est en partie pour cette raison qu'ils mettent l'accent sur les sorties tardives de leurs filles. À cet égard, les préoccupations des parents rejoignent celles des agents de probation.

Du point de vue des jeunes filles, le problème se situe plutôt au niveau des relations familiales difficiles ou tendues et tient parfois au fait qu'elles soient maltraitées, battues ou agressées. Elles présentent parfois leur sexualité comme faisant partie du problème mais n'y accordent généralement pas la même importance que d'autres acteurs, ou encore tentent de justifier leur comportement.

Les religieuses chez qui des jeunes filles sont placées voient aussi le problème différemment des autres acteurs. Considérant qu'elles entrent en contact avec ces jeunes filles dans un milieu différent du foyer familial, soit dans un milieu de placement tel qu'une école de réforme, le problème est perçu différemment. Puisque ces religieuses ont le mandat de gérer l'établissement de placement, l'accent est mis davantage sur ce qui peut

distraire les jeunes filles dans un groupe et sur ce qui peut nuire à leur réforme dans ce contexte, incluant le fait que certaines jeunes filles peuvent faire scandale devant leurs compagnes. La faible intelligence et certains comportements de ces jeunes filles, tels que l'insubordination, sont également une préoccupation importante des religieuses à leur endroit. Pour l'employeur, le vol est le principal problème causé par ces jeunes filles.

Le problème identifié par les différents acteurs varie en fonction des préoccupations des acteurs; ces différences ne se trouvent pas, par contre, dans toutes les catégories. Ainsi, pour l'infraction de troubler la paix, les points de vue de peu d'acteurs sont présents dans les dossiers et l'infraction consiste essentiellement à troubler la paix des voisins. Pour l'infraction de protection, les différents acteurs tendent davantage vers un consensus quant au problème central. Les divers acteurs présents dans cette catégorie d'infraction s'entendent pour dire que le problème provient davantage des familles des jeunes filles que d'elles-mêmes. Ainsi, la négligence des parents, leur immoralité, l'abus de boisson d'un parent, la vie en concubinage sont soulevés comme des préoccupations importantes par tous les acteurs dans cette catégorie. Dans les autres catégories, telles que nous l'avons vu, l'opinion des différents acteurs a plutôt tendance à varier en fonction de leurs préoccupations ou de leur rôle, malgré le fait que certaines considérations soient partagées.

Une conclusion des plus importante de ce chapitre est que l'on remarque que les préoccupations exprimées par les acteurs dans leur définition des problèmes dépassent considérablement les seuls motifs allégués dans les plaintes pour englober diverses considérations reliées à la situation des jeunes filles (milieu familial, milieu social, fréquentation scolaire, emploi, etc.), à leurs traits personnels ainsi qu'à diverses dimensions de leur comportement qui ne sont pas de l'ordre de l'infraction dont la jeune fille est déclarée coupable. On ne s'intéresse pas à la seule infraction : on se préoccupe de la jeune fille, de sa personne, de sa

situation, des conditions des lesquelles elle vit. On cherche à comprendre l'ensemble de sa situation pour en dégager une solution qui réponde à cet ensemble plutôt que de sanctionner la commission d'une infraction. Bref, l'analyse que tous les acteurs des problèmes posés par les jeunes filles relève du modèle protectionnel qui vise à intervenir sur la situation d'ensemble d'un mineur plutôt que du modèle de l'école classique qui vise à attacher une punition à une infraction.

Mais comment cela se répercute-t-il sur les décisions rendues par la cour? C'est là l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE 5 : DÉCISIONS DE LA COUR

Ce chapitre a pour objectif d'analyser les différentes solutions proposées par les divers acteurs de la cour. Les interventions judiciaires seront étudiées dans le but de comprendre les réactions des acteurs face à ce qu'ils perçoivent comme posant problème chez les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants. Il importe de considérer que c'est en fonction de ce que les acteurs définissent comme posant vraiment problème dans la situation du jeune qu'on choisira la mesure. Et cette définition est notamment fonction de la grille avec laquelle les intervenants font leur lecture de la situation. Ainsi, un intervenant qui endosse le modèle protectionnel et qui juge que l'enfant doit être protégé de son milieu n'optera pas pour le même choix de mesures que celui pour qui ce qui pose problème est la rupture d'un équilibre moral, causée par l'infraction, laquelle rupture commande une punition. Il devient donc nécessaire après avoir exploré la question de ce qui pose problème chez les mineurs selon les différents acteurs, d'étudier les mesures prises suite à l'infraction du jeune car cela nous permet de mieux comprendre ce qui est perçu comme le cœur du problème et la façon qu'ont les différents acteurs d'y réagir. Cela nous permettra aussi de faire ressortir plus précisément le rôle des différents acteurs dans la prise de décision, décision qui a une influence sur le traitement du jeune et l'expérience qu'il vivra au sein du système de justice pour mineurs.

5.1 Le verdict

Avant de s'interroger sur le choix des mesures imposées aux mineures, il importe de connaître le verdict prononcé par le juge. Cette étape est essentielle puisqu'un verdict de culpabilité est préalable à l'imposition d'une mesure. En statuant sur la culpabilité ou l'acquittement du mineur à l'égard d'une infraction donnée, le juge cristallise en quelque sorte un regard officiel sur la délinquance du jeune.

Tableau 9 : Verdict dans les affaires de mineurs, Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

VERDICTS	Sexe		Pourcentage	
	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>
<i>Culpabilité</i>	628	3922	96,3	98,7
« <i>Faits démontrés</i> »	17	14	2,6	0,4
<i>Acquittement, plainte retirée</i>	7	38	1,1	1
TOTAL	652	3974	100	100
<i>Données manquantes</i>	813	2731	55,1	40,7

Les données concernant le verdict sont absentes dans 43,4% des causes, soit dans 55,1% des causes des jeunes filles et dans 40,7 % des causes des garçons. Lorsque l'analyse du verdict est effectuée en fonction des quatre périodes, on remarque que les données relatives au verdict manquent dans 78,5% des causes au cours de la première période (1912 à 1923), 43,5% au cours de la seconde (1924 à 1931), 25,9% au cours de la troisième (1932 à 1942) et 41,7% au cours de la dernière période (1943 à 1949). Un tel taux de données manquantes jette certes un doute sur ces données, surtout en ce qui concerne la première période. Nous aurions pu prendre pour acquis l'existence d'un verdict de culpabilité dans tous les cas où le juge imposait une mesure, même si le verdict n'était pas inscrit comme tel au dossier. Nous avons plutôt opté pour une approche où seuls les cas où le verdict était inscrit au dossier ou au plumeau étaient pris en compte. Et en dépit de cette restriction, certaines tendances de fond émergent cependant trop clairement pour qu'on puisse les balayer du revers de la main. Un test du Khi carré a permis de confirmer la présence d'une différence statistiquement significative entre les verdicts touchant les garçons et les filles ($X^2 = 0.12$, $df=3$, $P < .001$). Le coefficient V de Cramer (0.12) démontre par contre que la relation entre le sexe et le verdict est faible. Lorsque des tests de Khi carré sont effectués pour chacune des périodes prises séparément, la relation entre les deux variables est significative pour les deuxième, troisième et quatrième

périodes, bien que faible et elle n'est pas significative pour la première période⁴⁴.

On note au tableau 9 qu'un verdict de culpabilité est présent dans 96,3% des causes des jeunes filles où le verdict nous est connu. Les 2,6% de « faits démontrés » dans les affaires des filles s'apparentent vraisemblablement à des verdicts de culpabilité qu'on aurait désignés avec une autre terminologie, ce qui nous donne dans les faits 98,9% de causes de culpabilité. Cette tendance se maintient d'ailleurs au cours des quatre périodes avec un pourcentage de 98,8% au cours de la première, 97,5 % au cours de la deuxième, 92,2% au cours de la troisième et 98,5% au cours de la dernière période. Il n'y a pas de différence notable entre les filles et les garçons concernant le verdict. Au-delà des interrogations que pourraient soulever les données manquantes, les résultats indiquent qu'un verdict de culpabilité est prononcé dans la quasi-totalité des affaires et ce, autant chez les filles que chez les garçons. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer ces résultats. Notons que les avocats de la défense étaient très rarement présents à l'époque. Il est de ce fait possible que des jeunes aient reconnu leur culpabilité dans un contexte où, si un avocat de la défense avait été présent, il aurait pu faire ressortir des failles dans la preuve apportée en poursuite et faire acquitter le jeune. Une autre explication possible provient du fait que nous disposons d'indices à l'effet qu'un traitement informel d'un bon nombre d'affaires fut fait, du moins à certaines périodes, ce qui suggère qu'un certain nombre d'affaires furent examinées avant que des plaintes formelles n'aient été déposées. Il est donc possible que cet examen préalable ait permis d'écarter les affaires où la preuve était douteuse et où le jeune aurait pu être acquitté, faisant ainsi en sorte que les causes amenées devant le juge étaient celles où la véracité des faits allégués était peu susceptible de faire l'objet de doutes ou de contestations.

⁴⁴ Période 1912-1922 $X^2=0.13$ $df=2$ $P<..09$. Période 1923-1931 $X^2=0.17$ $df=5$ $P<..001$.
Période 1932-1942 $X^2=0.08$ $df=2$ $P<..001$. Période 1943-1949 $X^2=0.14$ $df=3$ $P<..001$.

5.2 Le jugement

Le jugement est la décision par laquelle le juge choisit la mesure. Cette décision doit, selon les règles de procédure, suivre le verdict : une déclaration de culpabilité est un préalable à l'imposition d'une mesure. Le jugement découle de la perception que le juge a de ce qui pose problème dans la situation de la jeune fille. Il en est la conséquence. Cela produit dans le cadre de l'application de la Loi sur les jeunes délinquants, qui impose très peu de limites au choix que le juge peut faire de la mesure. Dans le modèle protectionnel, le juge dispose d'un pouvoir discrétionnaire considérable, qui lui permet de véritablement choisir une mesure correspondant à ce qu'il voit comme posant problème. La seule véritable limite à son pouvoir de choisir réside dans la disponibilité des ressources auxquelles il pourrait souhaiter faire appel.

Tableau 10 : Jugements prononcés envers les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949

JUGEMENT	Fréquence	Pourcentage
<i>Probation</i>	4415	54,0
<i>Pas de mesure</i>	1339	16,4
<i>Placement</i>	1320	16,2
<i>Mesures minimales</i>	667	8,2
<i>Confiés à une agence</i>	124	1,5
<i>Mesures pour adultes</i>	33	0,4
<i>Autres</i>	272	3,3
TOTAL	8170	100

On remarque dans le tableau 10 que la probation est le jugement le plus fréquent, soit pour un peu plus de la moitié des décisions de la cour. Le placement et l'absence de mesure viennent ensuite avec respectivement 16,2% et 16,4% des causes. Les mesures classées comme minimales sont présentes dans 8,2% des affaires et les mesures

pour adultes sont négligeables puisqu'elles comptent pour moins de 1% des causes. On note aussi que le jugement « confié à une agence » est présent dans uniquement 1,5 % des causes.

Ces données qui visent l'ensemble des mineurs ne nous renseignent pas sur la réalité des filles, ni sur la question de savoir si les jugements sont les mêmes pour les filles et pour les garçons. Vu la très forte prépondérance des garçons dans l'échantillon, les résultats d'ensemble sont susceptibles d'être fortement colorés par ceux qui concernent les garçons, même si les données relatives aux filles indiquent des tendances différentes.

Tableau 11 : Jugements prononcés envers les mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 en fonction de leur sexe

JUGEMENT	SEXE		Total	Pourcentage \updownarrow		Pourcentage \leftrightarrow	
	Filles	Garçons		Filles	Garçons	Filles	Garçons
<i>Probation</i>	606	3809	4415	41,4	56,8	13,7	86,3
<i>Pas de mesure</i>	261	1078	1339	17,8	16,1	19,5	80,5
<i>Placement</i>	477	843	1320	32,6	12,6	36,1	63,9
<i>Mesures minimales</i>	20	647	667	1,4	9,6	3,0	97,0
<i>Confiés à une agence</i>	47	77	124	3,2	1,1	37,9	62,1
<i>Mesures pour adultes</i>	3	30	33	0,2	0,4	9,1	90,9
<i>Autres</i>	51	221	272	3,5	3,3	18,8	81,3
TOTAL	1465	6705	8170	100,0	100,0	17,9	82,1

$X^2=0.25$ $df=7$ $P<.001$

Le tableau 11 nous permet de constater que la mesure la plus utilisée chez les filles est la probation avec 41,4% des causes, suivie du placement avec 32,6% des causes, puis de l'absence de mesure dans 17,8% des causes. La mesure « confié à une agence » est moins importante avec 3,2%, les mesures minimales avec 1,4% et les mesures

pour adultes sont littéralement inexistantes chez les filles. Le recours aux mesures est comparable pour les garçons et les filles sauf pour la probation et le placement. La probation est la mesure la plus utilisée chez les filles comme chez les garçons mais elle est imposée dans une plus grande proportion des affaires chez ces derniers, soit dans 56,8% des causes comparativement à 41,4% des causes chez les filles. Le placement est quant à lui, moins utilisé chez les garçons que chez les filles puisqu'il est prononcé dans 12,6% des causes comparativement à 32,6 % des causes pour les filles.

Les filles sont donc surreprésentées par rapport à leur part de l'échantillon (17,9%) pour les mesures de placement, avec 41,4% des affaires. Elles sont également surreprésentées par rapport à leur part de l'échantillon lorsqu'il est question d'être confiées à une agence avec 37,9% des causes. Notons par contre que cette décision n'est prise que dans 3,2% des causes des jeunes filles. Elles sont sous-représentées dans les causes de probation par rapport à leur part de 17,9% dans l'échantillon : elles ne comptent que pour 13,7% des cas de probation. Quant à leur représentation dans les causes d'absence de mesure, elle est équivalente à leur représentation totale. Les autres types de mesures étant nettement moins présents dans les dossiers des mineurs, on peut donc en conclure principalement que les mesures de placement sont toutes proportions gardées, davantage utilisées pour les filles et les mesures de probation davantage utilisées pour les garçons. Un test du Khi carré a permis de confirmer la présence d'une différence statistiquement significative entre les garçons et les filles quant à la nature des jugements prononcés à leur endroit ($P < .001$). Le coefficient V de Cramer (0.25) détecte, quant à lui, une relation entre le sexe et le jugement qui est de force moyenne.

Une analyse plus détaillée en fonction de nos quatre périodes, que l'on trouve dans le tableau 12, révèle que le placement est utilisé dans 34,1% des causes des jeunes filles traduites devant la cour au cours de la

première période entre 1912 et 1923, dans 34,8% des causes dans la seconde période entre 1924 et 1931, dans 26,5% des causes dans la troisième période (1932 à 1942) et dans 37,7% des causes dans la quatrième période (1943 à 1949). On note donc une certaine diminution temporaire de l'utilisation du placement des filles dans la troisième période, avec un retour à la hausse à partir du moment où l'on hausse l'âge de la majorité pénale à 18 ans (dernière période). On peut émettre l'hypothèse que la hausse de l'âge de la majorité pénale joue un rôle dans cette augmentation de l'utilisation du placement. Il faut rappeler que ces jeunes filles âgées de 16 et 17 ans sont perçues comme étant plus ancrées dans un comportement jugé problématique que les plus jeunes et qu'elles étaient auparavant jugées comme adultes. L'arrivée de ces jeunes filles à la cour des jeunes délinquants amène donc un certain accroissement de la gravité perçue de certaines situations ce qui expliquerait un retour à une utilisation du placement dont la fréquence dépasserait même celle qui avait été observée dans les deux premières périodes.

La probation est la mesure imposée dans 51,3% des causes des jeunes filles présentées devant la cour au cours de la première période, 42,1% dans la seconde, 48,7% dans la troisième période et n'est plus que de 26,6% dans la dernière période. On note donc une diminution lors de la seconde période, une hausse lors de la troisième et finalement une baisse importante lors de la dernière période. Cette baisse de l'utilisation de la probation pourrait aussi s'expliquer par l'augmentation de la gravité perçue avec l'arrivée des jeunes filles de 16 et 17 ans à la cour et l'augmentation de l'utilisation du placement. On remarque une courbe semblable chez les garçons : le recours à la probation passe de 71,6% des causes à 53,7%, revient à 64,2%, pour finalement diminuer à 37,8% des causes au cours de la dernière période, ce qui va tout à fait dans le sens de l'explication précédente, soit l'augmentation de la gravité perçue. On pourrait aussi expliquer cette diminution lors de la dernière période par l'existence de vases communicants. Ainsi, lors de la dernière période, on

remarque la diminution de l'utilisation de la probation mais aussi une augmentation de l'absence de mesure. Il serait donc possible d'émettre l'hypothèse que lors de cette période, les affaires qui auparavant amenaient une mesure de probation sont maintenant divisées entre des mesures de placements pour les cas plus problématiques et une absence de mesure pour les cas jugés moins problématiques.

La catégorie « absence de mesure » compte pour 11,1% et 11,8% des affaires des jeunes filles dans les deux premières périodes, 18,0% dans la seconde période et 24,4 % dans la dernière période. On remarque donc effectivement une augmentation en fonction des périodes, particulièrement concernant les périodes 3 et 4. Un constat similaire est également présent chez les garçons. La catégorie de mesures autres compte pour peu de causes chez les filles comme chez les garçons.

Des tests du Khi carré ont permis de confirmer la présence d'une différence statistiquement significative entre les garçons et les filles en ce qui concerne le jugement ($P < .001$) au cours de chacune des quatre périodes étudiées. Cela signifie que les mesures choisies pour répondre aux besoins identifiés chez les filles étaient différentes de celles retenues pour les garçons. Les coefficients V de Cramer ont donné des résultats de 0.25 pour la première période, 0.30 pour la seconde, 0.18 pour la troisième et de 0.29 pour la quatrième période; cela suggère que la relation entre le sexe et le jugement serait relativement faible pour la troisième période mais de force plutôt moyenne au cours des trois autres périodes

**Tableau 12 : Jugement prononcé envers les mineurs traduits devant
la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 en
fonction des périodes**

PÉRIODES	JUGEMENT	SEXE		TOTAL	POURCENTAGE ↓		POURCENTAGE ↔	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons	Filles	Garçons
1912-1923	<i>Probation</i>	134	924	1058	51,3	71,6	12,7	87,3
	<i>Pas de mesure</i>	29	87	116	11,1	6,7	25,0	75,0
	<i>Placement</i>	89	160	249	34,1	12,4	35,7	64,3
	<i>Mesures minimales</i>	2	87	89	0,8	6,7	2,2	97,8
	<i>Autres</i>	7	33	40	2,7	2,6	17,5	82,5
	TOTAL	261	1291	1552	100,0	100,0	16,8	83,2
1924-1931	<i>Probation</i>	93	598	691	42,1	53,7	13,5	86,5
	<i>Pas de mesure</i>	26	159	185	11,8	14,3	14,1	85,9
	<i>Placement</i>	77	117	194	34,8	10,5	39,7	60,3
	<i>Mesures minimales</i>	5	190	195	2,3	17,1	2,6	97,4
	<i>Confié à une agence</i>	6	17	23	2,7	1,5	26,1	73,9
	<i>Mesures pour adultes</i>	0	3	3	0,0	0,3	0,0	100,0
	<i>Autres</i>	14	30	44	6,3	2,7	31,8	68,2
	TOTAL	221	1114	1335	100,0	100,0	16,6	83,4
1932-1942	<i>Probation</i>	259	1610	1869	48,7	64,2	13,9	86,1
	<i>Pas de mesure</i>	96	384	480	18,0	15,3	20,0	80,0
	<i>Placement</i>	141	296	437	26,5	11,8	32,3	67,7
	<i>Mesures minimales</i>	7	111	118	1,3	4,4	5,9	94,1
	<i>Confié à une agence</i>	9	19	28	1,7	0,8	32,1	67,9
	<i>Mesures pour adultes</i>	0	9	9	0,0	0,4	0,0	100,0
	<i>Autres</i>	20	79	99	3,8	3,1	20,2	79,8
	TOTAL	532	2508	3040	100,0	100,0	17,5	82,5
1943-1949	<i>Probation</i>	120	677	797	26,6	37,8	15,1	84,9
	<i>Pas de mesure</i>	110	448	558	24,4	25,0	19,7	80,3
	<i>Placement</i>	170	270	440	37,7	15,1	38,6	61,4
	<i>Mesures minimales</i>	6	259	265	1,3	14,5	2,3	97,7
	<i>Confié à une agence</i>	32	41	73	7,1	2,3	43,8	56,2
	<i>Mesures pour adultes</i>	3	18	21	0,7	1,0	14,3	85,7
	<i>Autres</i>	10	79	89	2,2	4,4	11,2	88,8
	TOTAL	451	1792	2243	100,0	100,0	20,1	79,9

Première période $X^2=0.25$ $dl=4$ $P<.001$. Deuxième période $X^2=0.30$ $dl=6$ $P<.001$.

Troisième période $X^2=0.18$ $dl=6$ $P<.001$. Quatrième période $X^2=0.29$ $dl=6$ $P<.001$.

On peut donc conclure que l'utilisation de certains types de jugement varie en fonction des périodes. Le placement est moins utilisé

chez les filles au cours de la troisième période, alors que la probation connaît une diminution lors de la seconde et la dernière période. La probation connaît aussi des épisodes de diminution chez les garçons en fonction des périodes mais reste malgré tout largement plus utilisée chez ces derniers que chez les jeunes filles. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer ces résultats soit entre autre celle des vases communicants ainsi que celle de l'augmentation de la gravité perçue avec l'arrivée des mineurs âgés de 16 et 17 ans devant la Cour des jeunes délinquants. On note finalement que les filles semblent être traitées différemment des garçons en ce qui concerne le choix des mesures qui leur sont imposées.

5.3 Le jugement en fonction des infractions

La section précédente nous a appris que les filles sont traitées différemment des garçons en ce qui concerne le choix des mesures qui leur sont imposées. Il importe de savoir si cette différence est présente dans toutes les affaires des filles ou seulement dans les affaires de certaines d'entre elles. L'analyse du jugement en fonction de l'infraction selon le sexe des mineurs jugés par la cour nous permettra d'apporter plus de détails à ce propos et quelques éléments de réponses à cette question.

Le tableau 13 contient énormément de renseignements utiles que nous diviserons en fonction des infractions dans les pages qui suivent afin d'en faciliter la compréhension et de mieux cibler quelle mesure est utilisée pour chacune des infractions.

Lorsqu'il s'agit *d'infractions au Code criminel et autres lois pénales*, la mesure la plus utilisée pour les filles est la probation, dans 50,2% des causes. Il y a absence de mesure dans 23,4% des causes et placement dans 14,5% des causes. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est aussi la probation, mais dans 57,3% des causes ; viennent ensuite l'absence de mesure dans 16,6% des causes, les mesures minimales

dans 11,9% des causes et le placement dans 9,9% des causes. Il n'y a pas de différence importante entre les jugements visant les filles et les garçons, bien qu'on remarque que la probation est utilisée dans une plus petite proportion des affaires chez les filles et que l'absence de mesure et le placement sont légèrement plus utilisés chez les filles.

Lorsqu'il s'agit d'*incorrigibilité*, la mesure la plus utilisée pour les filles est la probation avec 46,4% des causes, suivie de près par le placement avec 37,7% des causes. L'absence de mesure vient en troisième avec 12,6%. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est aussi la probation, dans 60,0% des causes. Viennent ensuite, loin derrière, le placement, avec 23,2% des causes et l'absence de mesure, avec 12,6%. On note une certaine surreprésentation des filles dans cette catégorie par rapport à l'ensemble des mineurs jugés pour l'infraction d'incorrigibilité qui se situe à 35,8%. Ce constat s'applique particulièrement en ce qui concerne le placement, où elles comptent pour 47,5% des causes. Elles sont légèrement sous-représentées dans les causes de probation, avec 30,1% des affaires. La probation est davantage utilisée pour les garçons et le placement chez les filles bien que la probation reste la mesure la plus imposées pour ces dernières dans cette catégorie.

Lorsqu'il est question de l'infraction de *troubler la paix*, la mesure la plus constamment utilisée pour les filles est la probation dans 50,0% des causes, suivie de très près par l'absence de mesure, dans 45,3% des causes. Chez les garçons, la mesure la plus fréquemment utilisée est la probation, dans 61,6% des causes, l'absence de mesure dans 21,5% des causes et les mesures minimales, dans 12,2% des causes. La probation est plus utilisée chez les garçons, ainsi que les mesures minimales. L'absence de mesure, par contre, est largement plus utilisée chez les filles.

**Tableau 13 : Jugements en fonction de l'infraction pour les mineurs
jugés par la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et
1949**

INFRACTION	JUGEMENT	SEXE		Total	Pourcentage ↓		Pourcentage ↔	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons	Filles	Garçons
Infraction au Code criminel et autres lois pénales	<i>Probation</i>	118	2423	2541	50,2	57,3	4,6	95,4
	<i>Pas de mesure</i>	55	703	758	23,4	16,6	7,3	92,7
	<i>Placement</i>	34	419	453	14,5	9,9	7,5	92,5
	<i>Mesures minimales</i>	17	505	522	7,2	11,9	3,3	96,7
	<i>Confié à une agence</i>	0	10	10	0,0	0,2	0,0	100
	<i>Mesures pour adultes</i>	0	18	18	0,0	0,4	0,0	100
	<i>Autres</i>	11	152	163	4,7	3,6	6,7	93,3
	TOTAL	235	4230	4465	100	100	5,3	94,7
Incorrigibilité et impossibilité de contrôler	<i>Probation</i>	242	563	805	46,4	60,0	30,1	69,9
	<i>Pas de mesure</i>	66	115	181	12,6	12,3	36,5	63,5
	<i>Placement</i>	197	218	415	37,7	23,2	47,5	52,5
	<i>Mesures minimales</i>	0	1	1	0,0	0,1	0,0	100
	<i>Confié à une agence</i>	10	15	25	1,9	1,6	40,0	60,0
	<i>Mesures pour adultes</i>	0	2	2	0,0	0,2	0,0	100
	<i>Autres</i>	7	24	31	1,3	2,6	22,6	77,4
	TOTAL	522	938	1460	100	100	35,8	64,2
Troubler la paix	<i>Probation</i>	32	343	375	50,0	61,6	8,5	91,5
	<i>Pas de mesure</i>	29	120	149	45,3	21,5	19,5	80,5
	<i>Placement</i>	2	11	13	3,1	2,0	15,4	84,6
	<i>Mesures minimales</i>	0	68	68	0,0	0,0	0,0	100
	<i>Confié à une agence</i>	0	1	1	0,0	0,0	0,0	100
	<i>Mesures pour adultes</i>	0	2	2	0,0	0,0	0,0	100
	<i>Autres</i>	1	12	13	1,6	1,6	7,7	92,3
	TOTAL	64	557	621	100	100	10,3	89,7
Vagabondage et flâner la nuit	<i>Probation</i>	56	239	295	40,3	62,4	19,0	81,0
	<i>Pas de mesure</i>	20	51	71	14,4	13,3	28,2	71,8
	<i>Placement</i>	52	57	109	37,4	14,9	47,7	52,3
	<i>Mesures minimales</i>	2	20	22	1,4	5,2	9,1	90,9
	<i>Confié à une agence</i>	1	2	3	0,7	0,5	33,3	66,7
	<i>Mesures pour adultes</i>	1	2	3	0,7	0,5	33,3	66,7
	<i>Autres</i>	7	12	19	5,0	3,1	36,8	90,9
	TOTAL	132	383	522	100	100	26,6	73,4

INFRACTION	JUGEMENT	SEXE		Total	Pourcentage ↓		Pourcentage ↔	
		Filles	Garçons		Filles	Garçons	Filles	Garçons
Désertion	<i>Probation</i>	70	70	140	47,7	43,5	50,0	50,0
	<i>Pas de mesure</i>	25	27	52	14,9	16,8	48,1	51,9
	<i>Placement</i>	64	49	113	38,1	30,4	56,6	43,4
	<i>Mesures minimales</i>	0	2	2	0,0	1,2	0,0	100
	<i>Confié à une agence</i>	3	2	5	1,8	1,2	60,0	40,0
	<i>Mesures pour adultes</i>	1	6	7	0,6	3,7	14,3	85,7
	<i>Autres</i>	5	5	10	3,0	3,1	50,0	50,0
	TOTAL	168	161	161	100	100	51,1	48,9
Besoin de protection	<i>Probation</i>	14	11	25	8,3	7,7	56,0	44,0
	<i>Pas de mesure</i>	35	17	52	20,7	11,9	67,3	32,7
	<i>Placement</i>	76	62	138	45,0	43,4	55,1	44,9
	<i>Confié à une agence</i>	33	43	76	19,5	30,1	43,4	56,6
	<i>Autres</i>	11	10	21	6,5	7,0	52,4	47,6
	TOTAL	169	143	312	100	100	54,2	45,8
Conduite à caractère sexuel	<i>Probation</i>	63	65	128	45,3	60,7	49,2	50,8
	<i>Pas de mesure</i>	20	23	43	14,4	21,5	46,5	53,5
	<i>Placement</i>	50	9	59	36,0	8,4	84,7	15,3
	<i>Mesures minimales</i>	0	4	4	0,0	3,7	0,0	100
	<i>Confié à une agence</i>	0	2	2	0,0	1,9	0,0	100
	<i>Mesures pour adultes</i>	1	0	1	0,7	0,0	100	0,0
	<i>Autres</i>	5	4	9	3,6	3,7	55,6	44,4
	TOTAL	139	107	246	100	100	56,5	43,5
Conduite juvénile répréhensible	<i>Probation</i>	8	88	96	40,0	53,3	8,3	91,7
	<i>Pas de mesure</i>	9	20	29	45,0	12,1	31,0	69,0
	<i>Placement</i>	2	11	13	10,0	6,7	15,4	84,6
	<i>Mesures minimales</i>	1	43	44	5,0	26,1	2,3	97,7
	<i>Confié à une agence</i>	0	1	1	0,0	0,6	0,0	100
	<i>Autres</i>	0	2	2	0,0	1,2	0,0	100
	TOTAL	20	165	185	100	100	10,8	89,2

Infractions au Code criminel et autres lois pénales $X^2=0.07$ $dl=6$ $P<.001$. Incorrigibilité $X^2=0.17$ $dl=6$ $P<.001$. Troubler la paix $X^2=0.19$ $dl=6$ $P<.001$. Vagabondage $X^2=0.27$ $dl=6$ $P<.001$. Conduite à caractère sexuel : $X^2=0.36$ $dl=6$ $P<.001$.

On note que le placement n'est que rarement utilisé pour l'infraction de troubler la paix, et ce, autant chez les filles que chez les garçons. Contrairement à d'autres, ce type de comportement n'est pas vu comme le signe de problèmes tels que l'on doit demander à d'autres qu'à la famille de prendre charge de l'éducation du jeune.

Lorsqu'il s'agit d'*infractions à caractère sexuel*, la mesure la plus utilisée pour les jeunes filles est la probation dans 45,3% des causes, suivie par le placement dans 36,0% des causes et l'absence de mesure dans 14,4% des causes. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est également la probation mais dans 60,7% des causes, suivie par l'absence de mesure dans 21,5% des causes et le placement dans 8,4% des causes. Les filles sont très largement surreprésentées en ce qui concerne les placements : elles comptent pour 84,7% des placements, en dépit du fait qu'elles ne comptent que pour 56,5% de l'ensemble des mineurs jugés pour des infractions à caractère sexuel. Le peu de recours aux placements dans le cas des garçons est un bon indice de ce que les comportements sexuels interdits n'étaient pas vus de la même manière pour les garçons et les filles. Les filles sont légèrement sous-représentées dans les causes de probation, où elles comptent pour 49,2% des causes. La probation est largement plus utilisée chez les garçons que chez les filles pour ce type d'infraction. L'absence de mesure est plus fréquente chez les garçons et le placement est plus largement utilisé chez les filles concernant les infractions à caractère sexuel.

Le *vagabondage* est une infraction souvent associée aux infractions à caractère sexuel que nous venons de voir, en raison notamment de l'utilisation de ce libellé d'infraction pour appréhender les jeunes filles qui font de la prostitution, tel que mentionné dans le chapitre 4. La mesure la plus utilisée pour les filles dans les affaires de vagabondage est la probation dans 40,3% des causes, suivie par le placement dans 37,4% des causes et l'absence de mesure dans 14,4% des causes. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est également la probation mais dans une proportion plus élevée, avec 62,4% des causes, suivie de loin par le placement, dans 14,9% des causes et l'absence de mesure, dans 13,3% des causes. Même si la probation est la principale mesure utilisée pour l'infraction de vagabondage chez les filles, elle est encore plus largement utilisée pour les garçons. Le placement est, ici encore, beaucoup plus utilisé chez les filles.

La *désertion* est aussi une infraction souvent associée à l'infraction à caractère sexuel. Cela est dû au fait que certaines jeunes filles ont des aventures lorsqu'elles ne rentrent pas à la maison. La mesure la plus fréquemment utilisée pour les filles dans les affaires de désertion est la probation dans 41,7% des affaires, suivie de près par le placement, dans 38,1% des affaires et finalement, par l'absence de mesure, dans 14,9 % des affaires. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est la probation avec 43,5% des causes, suivie par le placement dans 30,4% des causes, ce qui est élevé pour les garçons, et l'absence de mesure dans 16,8% des causes. La probation est une mesure utilisée autant chez les filles que chez les garçons, le placement davantage pour les filles et l'absence de mesure davantage chez les garçons. Le fréquent recours au placement semble indiquer que selon l'évaluation des acteurs judiciaires, les mineurs (filles et garçons) qui posent cet actes de coupure ou d'affranchissement de la famille qu'est la désertion requièrent une forme de contrôle plus intensif que ceux dont le comportement jugé problématique se limite à des gestes ponctuels qui ne rendent pas l'impossible le contrôle exercé par la famille.

Dans les affaires d'enfants en besoin de *protection*, soit des enfants le plus souvent abandonnés, négligés ou maltraités, la mesure la plus utilisée pour les filles est le placement avec 45,0% des affaires, l'absence de mesure dans 20,7% des affaires, être confiée à une agence avec 19,5% et la probation dans 8,3% des affaires. Chez les garçons, la mesure la plus utilisée est également le placement, dans 43,4% des causes, suivie par la mesure d'être confié à une agence avec 30,1% des affaires, l'absence de mesure dans 11,9% des causes et la probation dans 7,7% des cause. Le placement et la probation sont donc utilisés autant chez les filles que chez les garçons, le premier étant très fréquent contrairement au second. L'absence de mesure est plus présente chez les filles et le fait d'être confié à une agence est une mesure moins utilisée chez ces dernières que chez les garçons. Plusieurs constatations importantes ressortent concernant ces enfants en besoin de protection.

Premièrement, le placement y est utilisé chez les garçons comme chez les filles à raison d'environ une affaire sur deux, ce qui est considérable. Deuxièmement, la probation n'est que très peu utilisée pour les deux groupes. Finalement, la mesure « être confié à une agence », normalement relativement rare, est utilisée de manière beaucoup plus fréquente pour ces enfants. Cela fait de ces derniers un groupe à part. En fait, il s'agit clairement d'enfants amenés devant la cour parce qu'on les voit comme victimes des circonstances de leur milieu et ce, plus que les autres enfants. D'où la perception de la nécessité de les retirer de ce milieu d'où origine leurs problèmes et de faire appel à des agences sociales qui offrent des sources de protection. On remarque d'ailleurs que ces enfants amenés devant la cour pour un motif de protection sont significativement plus jeunes que les autres : 63,1% des affaires de protection concernent des enfants de 11 ans et moins⁴⁵ alors que cette catégorie d'âge ne compte que pour 19,5% de l'ensemble des mineurs traduits devant la cour.

Considérant les faibles fréquences des catégories « *conduite juvénile répréhensible* » et « *autres* », ainsi que le caractère hétérogène de cette dernière, il n'y a pas vraiment de conclusions à tirer des données de ces catégories.

Des tests du Khi carré ont permis de confirmer la présence d'une différence statistiquement significative entre le sexe et les jugements rendus à l'endroit des garçons et ceux rendus à l'endroit des filles ($P < .05$) dans les catégories suivantes : Infractions au Code criminel et autres lois pénales, incorrigibilité, troubler la paix, infractions à caractère sexuel et vagabondage. Cela signifie que la mesure choisie pour les filles ayant commis un délit dans l'une des catégories ci-haut était différente de celle imposée pour un garçon ayant commis un délit de même catégorie. Le coefficient V de Cramer pour les infractions au Code criminel et autres lois pénales (0.07), l'incorrigibilité (0.17), troubler la paix (0.19), les infractions

⁴⁵ Voir le tableau de l'annexe I pour plus de détails.

à caractère sexuel (0.36) et le vagabondage (0.27) indique que la relation entre le sexe et le jugement dans ces diverses catégories passe d'une relation très faible (0.07) pour les infractions au Code criminel et autres lois pénales à une relation moyennement forte pour les infractions à caractère sexuel (0.36). Les tests du Khi carré ne signalent pas de différence statistiquement significative pour les catégories désertion et besoin de protection. Cela suggère que l'on imposait les mêmes mesures chez les filles et chez les garçons pour ce type de situation. Cela permet de voir qu'en général, les mesures utilisées pour les filles et les garçons sont différentes en fonction des catégories d'infractions, le placement étant généralement plus utilisé chez les filles alors que la probation est plus utilisée chez les garçons.

Nous pouvons déduire de ces résultats que le placement est plus fréquemment utilisé chez les filles en général, particulièrement pour les infractions à caractère sexuel, la désertion, l'incorrigibilité, le vagabondage et dans une moindre mesure dans les causes d'infractions au Code criminel et autres lois pénales. Cette mesure est autant utilisée chez les deux sexes dans les causes de protection. La probation est utilisée dans une proportion plus grande chez les garçons en général, particulièrement pour les infractions au Code criminel et autres lois pénales, pour les infractions à caractère sexuel, l'incorrigibilité, le vagabondage et pour avoir troublé la paix. Elle est utilisée autant chez les filles que chez les garçons lorsqu'il est question de protection ou de désertion. Les filles étaient donc effectivement traitées différemment des garçons et ce, peu importe l'infraction commise.

Une hypothèse intéressante pour expliquer ces résultats est que les différents acteurs du système judiciaire n'identifient pas les mêmes problèmes chez les jeunes filles et chez les garçons; donc, la solution amenée doit être différente afin de répondre plus adéquatement aux problèmes spécifiques de ces mineurs. Cela s'inscrit parfaitement dans le modèle protectionnel selon lequel on ne réagit pas à l'infraction elle-même

mais bien à l'ensemble de la situation du jeune, en particulier aux dimensions de cette situation qui sont interprétées comme sources de vulnérabilité ou de risque. Dans cette logique, une jeune fille et un garçon traduits devant la cour pour la même infraction pouvaient effectivement se voir imposer des mesures différentes car les besoins de ces deux jeunes étaient perçus comme différents ou parce que les acteurs jugeaient qu'ils n'étaient pas affectés de la même manière par une situation. La mesure à imposer devait donc être différente afin de répondre plus adéquatement à leur problème différent. À ce propos, Cox (2003) confirme que les besoins des filles étaient perçus très différemment de ceux des garçons. Elle ajoute que certaines situations telles que le fait d'avoir un foyer pauvre ou une mauvaise éducation par les parents apparaissaient plus dommageables ou dangereuses pour une fille que pour un garçon (Cox, 2003). Cela pourrait expliquer l'utilisation du placement plus fréquent pour les filles que pour les garçons. Cette constatation est reprise par plusieurs auteurs, à savoir que les jeunes filles faisaient plus souvent l'objet de placement et ce, particulièrement lorsqu'il s'agissait de délits statutaires⁴⁶. On trouve effectivement dans nos données l'utilisation du placement plus fréquent chez les filles et davantage lors de délits statutaires, tels que la désertion et l'incorrigibilité que pour les infractions pénales. Myers (1998) explique que les infractions statutaires étaient largement comprises en terme de sexualité précoce. Lorsque nous prenons en compte cette explication de Myers, il devient tout à fait logique de trouver une utilisation plus fréquente du placement pour les infractions à caractère sexuel malgré que cela constitue une infraction au code pénal puisque le placement serait une réaction à la sexualité précoce de la jeune fille et non uniquement à son délit.

On remarque que l'utilisation des diverses mesures est similaires chez les jeunes filles pour les trois catégories associées au comportement sexuel soit pour les conduites à caractère sexuel, pour les cas de

⁴⁶ Biron et al. (1980); Chesney-Lind et Shelden (1992) dans Lanctôt (2003).

désertion ainsi que pour les cas de vagabondage. En effet, la probation est la mesure la plus utilisée dans ces trois catégories avec une proportion semblable ; soit un pourcentage allant de 40,3% pour vagabondage à 41,7% pour la désertion jusqu'à 45,3% pour les infractions à caractère sexuel. Le placement vient ensuite avec un pourcentage passant de 36,0% pour les infractions à caractère sexuel, à 37,4% pour le vagabondage jusqu'à 38,1% en ce qui concerne la désertion. Ces résultats nous laisse croire que l'on réagissait à ces trois infractions d'une manière semblable. Cela est tout à fait cohérent avec l'explication selon laquelle ces trois catégories sont associées au comportement sexuel tel que nous avons pu le constater dans le chapitre précédent. Puisque le comportement ciblé comme étant problématique est le même, on y réagit avec les mêmes mesures.

On constate que lorsqu'il est question d'infraction à caractère sexuel, 84,7% des affaires de placements concernaient des filles, qui étaient donc très largement surreprésentées par rapport aux garçons dans cette catégorie ; cela laisse croire que les comportements sexuels étaient davantage réprimandés pour les filles que pour les garçons. Cette conclusion est tout à fait cohérente avec ce qu'on trouve dans la littérature. En effet, les divers auteurs s'accordent pour dire que la sexualité des jeunes filles était une considération d'une grande importance devant les tribunaux pour mineurs. Odem (1995) explique que l'utilisation du placement plus fréquent chez les filles était due au fait que la délinquance sexuelle était vue comme une menace pour la jeune fille et que la situation demandait par conséquent une action immédiate qui justifiait un placement. Les agents de probation décrivaient plutôt les garçons délinquants comme des fauteurs de trouble ayant besoin de discipline (Odern, 1995). Il était considéré comme normal que les garçons aient quelques écarts de conduite mais ces mêmes incartades étaient jugées plus répréhensibles pour les filles, ce qui justifiait le placement pour les jeunes filles mais pas pour les garçons, qui bénéficiaient plus souvent de mesures de probation.

Les mineurs amenés devant la cour parce qu'ils étaient en besoin de protection forment, comme nous l'avons vu, un groupe à part. On remarque que contrairement aux autres catégories d'infractions, les mesures imposées aux jeunes de ce groupe étaient sensiblement les mêmes pour les filles que pour les garçons, du moins en ce qui concerne l'utilisation du placement et de la probation. Quel que soit leur sexe, ils étaient davantage considérés comme des victimes de leur milieu. Cela peut être en partie dû à l'âge des enfants : ils étaient effectivement majoritairement plus jeunes que les mineurs inculpés pour les autres infractions.

Ces considérations nous amènent à croire que la cour réagissait davantage au mineur lui-même, incluant son sexe, et à son milieu plutôt qu'à l'infraction pour laquelle il était amené devant la cour, puisque les filles et les garçons ayant commis une même infraction se voyaient imposer une mesure différente.

5.4 La réaction des acteurs

Les filles et les garçons sont donc traités différemment par la Cour des jeunes délinquants. Le jugement que nous venons d'explorer reflète le point de vue du juge, sans doute influencé par celui des autres acteurs tels que les agents de probation. Les autres acteurs ont également leurs idées quant aux interventions qui leur apparaissent souhaitables. Cette section vise à explorer de manière plus qualitative les solutions proposées par divers acteurs. Notons que les acteurs n'ont pas tous exprimé d'opinion sur l'intervention qu'ils jugeaient souhaitable, certains ayant uniquement émis des constats et des commentaires sur le problème, sans pour autant proposer de solution. Rappelons que cette section est fondée sur le contenu des documents qui se trouvent dans les dossiers et dont nous avons analysé le contenu pour les affaires incluses dans le sous-échantillon. Les dossiers contiennent diverses pièces d'où sont tirés les points de vue des acteurs analysés ici, au premier chef desquels on note

divers rapports, dont ceux des agents de probation. Cette section est divisée en fonction des infractions pour lesquelles les mineures ont été amenées devant la cour. Puisque l'opinion des différents acteurs peut varier en fonction de l'infraction, cette division permettra de mieux discerner les interventions souhaitées dans chacune des catégories.

5.4.1 Les Incorrigibles et incontrôlables

Plusieurs acteurs proposent des solutions dans les affaires relevant de cette catégorie d'infraction. Les agents de probation recommandent souvent le placement des jeunes filles dans une institution ou, lorsque cela s'avère possible, chez un membre de la famille élargie. Leur recommandation de placement, a principalement comme objectif la protection des jeunes filles, afin d'assurer à celles-ci un bon développement physique et mental, de favoriser leur réhabilitation, ou simplement parce que le placement est vu comme dans leur intérêt. Parfois l'agent de probation recommande la liberté « sur parole », à laquelle il ajoute souvent des conditions, comme la promesse par la jeune fille de faire des efforts ou de travailler, ainsi que de garder un bon comportement.

Les parents des jeunes filles expriment aussi leurs désirs quant à l'intervention souhaitée. Le placement ressort plus fréquemment comme intervention souhaitée que les autres mesures. Ils invoquent que leur fille ne veut pas les écouter et ne travaille pas ; ils veulent lui donner une leçon ou ont peur pour elle car ils la croient sur le chemin de la « perdition ». Dans plusieurs causes, les parents demandent que leur jeune fille soit mise en probation et qu'elle revienne à la maison. Ils souhaitent fréquemment qu'une comparution devant la cour lui donnera une leçon, qu'elle deviendra ainsi obéissante, polie, respectueuse et qu'elle aura un meilleur comportement à la maison. Ces parents ne désirent pas se séparer de leur fille mais espèrent plutôt que la cour les aidera à renforcer

leur autorité afin d'assurer un meilleur contrôle sur elle, tout en la maintenant à la maison.

Les religieuses responsables d'institutions où des jeunes filles sont placées émettent elles aussi des recommandations aux juges sur les interventions judiciaires souhaitées, dans le cadre de rapports remis à la cour sur ces jeunes filles pendant leur placement. Ces rapports sont souvent demandés par les juges afin de déterminer si la jeune fille peut être remise en liberté avant la fin de son placement ou doit, au contraire, demeurer détenue. Les sœurs recommandent habituellement la poursuite du placement des jeunes filles, malgré, quelquefois, un rapport favorable à la libération. Elles expliquent généralement leurs recommandations en fonction du caractère des jeunes filles, des progrès qu'elles ont fait ou de leurs perspectives futures. Si la jeune fille peut encore bénéficier du placement et s'il est jugé qu'elle n'a pas fait suffisamment de progrès quant à son niveau du caractère, il sera recommandé qu'elle soit maintenue en détention. Dans une affaire particulière où deux jeunes filles ont déserté du lieu de leur placement, les religieuses réclament leur retour afin de donner une leçon aux autres jeunes filles détenues et éviter qu'elles suivent leur exemple⁴⁷. Les sœurs peuvent donc avoir différentes raisons de suggérer le maintien en détention de certaines jeunes filles, bien que ces causes ne soient pas fréquentes.

Le Comité de la cour des jeunes délinquants a le mandat d'examiner des causes et de faire des recommandations aux juges sur le jugement approprié. L'existence de ce type de comité était prévue dans la Loi sur les jeunes délinquants, ce qui a permis la création de deux comités à la Cour des jeunes délinquants : un catholique et l'autre « non-catholique ». Le comité catholique s'occupait surtout des jeunes de langue française, presque tous catholiques, contrairement au second. D'après les interventions notées aux dossiers, on note que le comité « non-catholique » était plus actif que le comité catholique. Ce comité

⁴⁷ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 340 de l'année 1927

recommande généralement que les jeunes filles soient nommées pupilles de la cour jusqu'à ce qu'elles atteignent 21 ans. Le placement est souvent recommandé, dans l'intérêt des mineures, bien que la probation soit aussi une alternative dans certaines affaires où les jeunes filles sont gardées en surveillance. On peut de mieux comprendre le rôle de ce comité à la lecture d'un résumé d'une cause comme celle de Patricia⁴⁸ :

Patricia, 15 ans, comparaît devant la cour suite à une plainte de sa mère pour incorrigibilité. Le père est décédé. La mère affirme que la jeune fille lui cause des problèmes depuis deux ans. À cette époque, la mère amène la jeune fille à la « Big Sisters Association » parce qu'elle ne peut plus souffrir son comportement. Après 18 mois, la mère affirme que son comportement n'a pas changé : Patricia est toujours brusque avec elle, elle porte du rouge à lèvres, lit des histoires d'amour, agace ses petits frères et est incontrôlable. Elle se serait enfuie de la maison lorsque sa mère l'aurait menacée de la corriger avec un bâton. La mère demande à la cour que la jeune fille soit prise en tutelle et qu'elle apprenne à la respecter et à obéir à la maison. La mère semble appréciée de son voisinage malgré le fait qu'une employée de la « Big Sisters Association » affirme qu'elle se chicane avec ses voisins. Elle affirme que Patricia n'a jamais montré de tendance envers la délinquance mais que sa mère réclame malgré tout qu'elle soit placée dans une institution où elle devra travailler dur et être punie. L'association suggère que la jeune fille puisse avoir recours à un avocat puisque l'officier de probation a une attitude antagoniste à son égard et recommande que Patricia soit faite pupille de la cour, se trouve du travail et demeure sous sa supervision. Un rapport du médecin est présent au dossier à l'effet que Patricia a un hymen à peu près complet, qu'elle nie toute habitude de masturbation et n'a pas de maladie

⁴⁸ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 2 de l'année 1934. Le nom de l'accusée a été modifié pour des raisons de confidentialité.

vénérienne. Le dossier est remis au Comité de la Cour des jeunes délinquants qui recommande que Patricia soit faite pupille de la cour jusqu'à 21 ans et soit remise chez elle en probation tout en se rapportant régulièrement. Patricia est effectivement faite pupille de la cour jusqu'à 21 ans, retourne chez elle en probation et doit se rapporter à l'agent de probation.

Outre l'agent de probation qui a préparé un rapport à l'intention du juge, deux organismes ont joué un rôle important dans cette cause : la « Big Sisters Association » et le Comité de la Cour des jeunes délinquants. Après avoir pris connaissance du rapport de l'agent de probation et de celui de la « Big Sisters Association », le Comité de la Cour des jeunes délinquants a fait des recommandations au juge sur l'intervention la plus appropriée pour l'affaire présentée, soit la probation pour Patricia. On voit ainsi le rôle qu'a joué le comité dans l'affaire de Patricia. Il peut être difficile de départager l'importance des rôles respectifs de chacun des deux organismes dans cette cause précise. On remarque néanmoins que le juge prend la décision de remettre Patricia en probation, selon les recommandations des deux organismes, plutôt que de choisir un placement désiré par la mère.

Comme nous avons pu le constater dans l'affaire de Patricia, d'autres acteurs présentaient aussi leurs suggestions. Ils étaient peu nombreux par contre dans cette catégorie d'infraction. Ces acteurs, tels que les médecins, les représentants de la « Big Sisters Association », ou de la « Society for the Protection of Women and Children », ou parfois des curés, conseillaient habituellement lors de leurs recommandations le placement des jeunes filles, en invoquant que cela était nécessaire pour leur bien. On note donc que pour cette catégorie d'infraction, les différents acteurs désiraient fréquemment le placement des jeunes filles, bien que les parents demandaient la probation dans une bonne proportion des causes, bien que le contraire soit possible comme nous le démontre l'affaire de Patricia.

Une hypothèse peut être soulevée pour expliquer la différence dans les recommandations entre les différents agents et les parents. Les agents ou représentants d'organismes effectuent une analyse de la situation globale de la jeune fille d'après ce qu'ils voient et analysent les informations qu'ils obtiennent de différentes sources. Le comportement de la jeune fille est certes analysé, mais aussi le milieu dans lequel elle vit et les relations entre elle et sa famille. Dans certaines causes, comme dans celle de Patricia, les parents peuvent aussi faire l'objet de blâme. Les parents, quant à eux, jugent la situation d'une manière plus subjective et centrée uniquement sur leur perception du problème, sur leurs attentes, sur les comportements qu'ils veulent voir changer chez leur fille; ils ne remettent souvent pas leur propre comportement en question. Ils ont une perception assez précise -parfois limitée- des problèmes posés par leurs filles et veulent uniquement solutionner ces problèmes, contrairement aux autres acteurs qui peuvent cibler plus large. Dans cette ligne de pensée, admettant qu'un père ait recours à l'intervention de la cour pour provoquer un changement de comportement chez sa fille, il ne souhaitera pas nécessairement que celle-ci soit placée en institution; il pourra préférer qu'elle reçoive une leçon et modifie son comportement tout en demeurant à la maison. Pour un officier de la cour qui analyse la situation, le comportement d'une jeune fille peut être jugé problématique mais son milieu peut aussi être jugé néfaste et pour cette raison, la recommandation sera de placer cette jeune fille. À ce propos, Odem (1995) affirme que la majorité des parents ne souhaitaient pas remettre la garde et le contrôle de leur fille à la cour : ils espéraient seulement que la cour renforcer leur propre autorité et les aider à élever leur enfant selon leurs exigences. Odem (1995) ajoute que des conflits émergeaient fréquemment lorsque la cour ordonnait de retirer la jeune fille de son foyer sans le consentement des parents.

5.4.2 Les infractions au Code criminel et autres lois pénales

Dans cette catégorie d'infraction, peu d'acteurs font part de leurs opinions sur les interventions souhaitées. Un agent de probation recommande qu'une seconde chance soit donnée à une jeune fille ayant commis un vol, tout en conseillant le remboursement des biens volés, afin de lui donner une leçon⁴⁹. Certaines considérations, telles que le fait que les jeunes filles ont de bonnes familles avec qui elles ont de bonnes relations, ou encore le fait qu'elles ne soient pas complètement déflorées, sont notées dans les rapports et peuvent avoir influencé la recommandation des agents de probation au tribunal. Il est impossible de tirer davantage de conclusions sur les points de vue des différents acteurs face à l'intervention la plus propice dans cette catégorie d'infraction, à cause du peu de données. Cette rareté de données est éloquent à sa manière. Elle indique que, aux yeux du juge, ce type de situation n'apparaissait pas aussi problématique que celles qui étaient rencontrées à l'occasion d'autres types d'infractions, ce qui expliquerait que le juge sentait moins le besoin de demander aux agents de probation ou à d'autres acteurs des rapports dans lesquels des opinions auraient pu être exprimées.

5.4.3 La protection, les enfants abandonnés, négligés ou maltraités

On trouve les points de vue de plusieurs acteurs quant à l'intervention jugée appropriée dans les causes des jeunes filles amenées devant la cour pour le motif qu'elles ont besoin de protection. Les différents acteurs, soit les parents, les agents de probation, les religieuses et diverses institutions ont tendance à recommander que les jeunes filles soient placées en dehors de leur foyer, que ce soit dans une institution, chez un membre de la famille qui n'habite plus dans la maison familiale, chez un membre de la famille éloignée, ou encore dans un foyer d'accueil. L'explication donnée le plus fréquemment à l'appui de la recommandation

⁴⁹ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 5020 de l'année 1943.

de placement est que celui-ci est requis pour le bien de l'enfant. Le retour au foyer familial est suggéré dans certaines affaires mais doit se faire sous surveillance constante, ce qui peut nécessiter un changement de comportement important chez les parents. Le placement est fréquemment recommandé par les différents acteurs pour les jeunes filles présentées devant la cour pour motif de protection.

5.4.4 Les autres infractions

Dans cette section sont regroupés les points de vue de différents acteurs intervenant dans des affaires de désertion, d'infractions à caractère sexuel et de vagabondage, étant donné la ressemblance des points de vue et leur faible volume. L'infraction d'avoir troublé la paix est exclue de cette analyse, vu le manque de recommandations de la part des acteurs.

Les agents de probation ont tendance à recommander davantage le placement que la probation, bien que celle-ci soit conseillée dans plusieurs causes. Ainsi, le placement peut être vu comme indiqué dans l'intérêt d'une mineure ou dans le but de corriger ses idées malsaines comme dans la cause de Camille⁵⁰, une jeune fille de 14 ans appréhendée pour fugue et immoralité. Elle avait cessé de fréquenter l'école depuis un an et travaillait dans des maisons privées depuis. Lorsqu'elle a déserté de la maison, elle a eu des relations sexuelles avec quelques hommes pour de l'argent. Elle était déflorée mais n'avait pas de maladie vénérienne. Elle a été appréhendée avec sa sœur quelques mois plus tard, flânant la nuit. Elles fréquentaient les restaurants, sortaient en voiture avec des garçons et menaient une vie jugée répréhensible. L'agent de probation affirme qu'elles étaient « trop mal parties dans la vie, qu'il leur faudrait un séjour au Bon Pasteur [école de réforme pour filles] assez long pour changer leurs idées malsaines car, à la maison, elles

⁵⁰ Dossier de la Cour des jeunes délinquants de Montréal numéro 221 de l'année 1933.

continueraient leur même petit train de vie de paresseuses et de filles perdues ». La probation est suggérée dans certaines affaires mais à certaines conditions pour la jeune fille et parfois même, à certaines conditions imposées aux parents.

Les parents des jeunes filles désirent fréquemment le placement de leurs filles. Encore une fois, le placement peut s'effectuer dans une institution ou chez un membre de la famille élargie. Le placement en institution, habituellement à l'école de réforme, est davantage privilégié et ce, dans l'intérêt des jeunes filles : les parents estiment qu'il permettra à celles-ci de bénéficier d'interventions qui les aideront à corriger leur comportement et à devenir des femmes équilibrées et responsables. Certains parents désirent malgré tout le retour de leur fille à la maison et sont prêts à effectuer des changements dans leur comportement afin qu'elle soit autorisée à revenir. Ainsi, une jeune fille de 14 ans a été arrêtée pour avoir été trouvée dans une maison de débauche, tenue par sa mère⁵¹. Étant la plus jeune de la famille, elle vivait dans cet endroit avec sa mère pendant que les autres enfants de la famille vivaient dans une autre maison. Sa mère a affirmé que sa fille n'avait pas été souillée et qu'elle-même voulait cesser sa double tenue de maison, vivre avec ses enfants et bien tenir sa maison. La jeune fille est retournée chez elle. Le placement des enfants demeure cependant la recommandation la plus fréquente de la part des parents pour les infractions de désertion, le vagabondage et les infractions à caractère sexuel.

Les religieuses, dans cette catégorie combinée d'infractions, recommandent, selon la cause, la probation ou le maintien en institution. La probation est souvent suggérée dans des situations particulières telles que la maladie d'une personne de la famille nécessitant des soins urgents de la part de la jeune fille, une maladie de cette dernière qui doit être soignée à l'hôpital, ou encore le changement de milieu jugé nécessaire pour le bien de la jeune fille comme c'est le cas dans la cause de

⁵¹ Dossier de la Cour des jeunes délinquants numéro 1056 de l'année 1929.

Johanne⁵². Celle-ci est une jeune fille de 12 ans amenée devant la cour pour conduite immorale. Elle avait fait l'objet de plaintes antérieures pour protection et conduite immorale. Les religieuses affirment que Johanne n'a jamais voulu se plier à la discipline de l'école, qu'elle était une cause de désordre, se conduisait d'une manière immorale et « entraînait » ses compagnes. Malgré cela, les religieuses considèrent que Johanne a passé beaucoup de temps en détention et a très peu connu la vie familiale, et que si ses parents consentent à exercer une surveillance vigilante, un changement de milieu lui serait propice. Le maintien en détention est toutefois conseillé par les religieuses lorsque les jeunes filles n'ont pas fait suffisamment de progrès ou que les conditions familiales ne sont pas favorables.

Bien que la probation occupe une certaine place dans les recommandations des acteurs de cette catégorie, le placement demeure fréquemment suggéré par les divers intervenants. Une explication de cette situation est que cette catégorie comprend un ensemble de comportements reliés à la conduite sexuelle des jeunes filles. Plusieurs acteurs dans les causes de désertion, de vagabondage et de conduite à caractère sexuel font un lien entre leurs recommandations de placement et la conduite sexuelle des jeunes filles. Ce lien est parfois énoncé clairement, comme dans l'affaire de Annie⁵³, arrêtée pour désertion du toit familial et conduite immorale. Elle avait deux antécédents de désertion qui remontaient à quelques mois. La mère affirme qu'Annie reste à l'extérieur tard le soir, qu'elle côtoie des hommes et qu'une fois que sa fille est sortie, elle n'arrive plus à la trouver. Annie a une maladie vénérienne et la mère demande un placement afin que sa fille puisse être traitée. L'agent de probation affirme qu'Annie devrait être placée en institution car c'est son seul espoir pour elle-même comme pour le bien de la société, car elle a une maladie vénérienne. Un placement de quatre ans viserait à lui

⁵² Dossier de la Cour des jeunes délinquants de Montréal numéro 939 de l'année 1945. La cause identifiée comme antécédente a été utilisée pour ce cas.

⁵³ Dossier de la Cour des jeunes délinquants de Montréal numéro 8857 de l'année 1922. La cause identifiée comme ultérieure a été utilisée pour ce cas.

inculper bons comportements et discipline. Le but de la demande de placement relève du contrôle de la sexualité de la jeune fille. Ce même contrôle peut à l'inverse provoquer la fin d'un placement dans le cadre duquel on ne veut pas que la jeune fille soit source de corruption pour d'autres mineurs. On en voit un exemple dans une affaire comme celle de Julie qui a été retournée chez ses parents parce qu'elle discutait de ses idées sur la sexualité, les hommes, les maladies vénériennes, donnait des informations aux autres enfants et planifiait des rencontres avec des hommes⁵⁴.

Le lien est parfois plus indirect : les acteurs, souvent les parents, disent s'inquiéter quand ils ne savent pas où se trouve leur fille, du fait qu'elle sorte tard le soir, qu'elle fréquente les restaurants ou les salles de danses et boive de l'alcool. Le lien n'est pas clairement établi mais il peut-être sous-jacente à [implicitement suggéré dans] ces préoccupations. Odem (1995) affirme à ce propos que les officiers de la cour voyaient ces actes comme des comportements dangereux pouvant mener à la délinquance sexuelle des jeunes filles. Elle affirme aussi que les placements les plus fréquents pour les filles étaient souvent dus aux officiers de la cour car ils promouvaient l'institutionnalisation pour les délinquantes sexuelles (Odem, 1995). Ainsi, le fait de recommander le placement pouvait avoir comme objectif le contrôle de la sexualité des jeunes filles.

Nous avons exploré les mesures souhaitées par les différents acteurs pour les diverses catégories d'infractions dans cette section. Il devient maintenant intéressant d'examiner d'un peu plus près le rôle de chacun de ces acteurs et son importance dans les prises de décision.

⁵⁴ Dossier de la Cour des jeunes délinquants de Montréal numéro 7262 de l'année 1946.

5.5 Le rôle des acteurs dans la prise de décision

Les différents acteurs dont il a été question tout au long de ce mémoire jouent tous un rôle dans les prises de décision de la cour. Si la décision finale revient au juge, plusieurs autres acteurs jouent un rôle important dans le processus menant à cette décision.

Les agents de probation sont à cet égard très importants. Leur rôle est d'ailleurs explicitement affirmé dans la Loi sur les jeunes délinquants. Par le biais d'un ou parfois, de plusieurs rapports qu'ils remettent aux juges et dans lesquels on trouve les résultats de leur enquête sur les jeunes filles concernées par les procédures, sur leur famille et leur milieu, ils donnent leur opinion sur le problème central de ces jeunes filles et souvent, les solutions qu'ils jugent appropriées pour résoudre ce problème. Leur compréhension du problème des mineures et des relations familiales, tout comme les informations qu'ils choisissent d'inscrire dans leurs rapports, viennent influencer le juge dans sa prise de décision. Les rapports des agents de probation sont très fréquemment présents dans les dossiers des jeunes filles, plus que ne le sont les documents émanant d'autres acteurs, exception faite des juges. On remarque dans les dossiers des jeunes filles que les juges suivent généralement [encore que pas toujours] les recommandations contenues dans les rapports des agents de probation, que ces recommandations visent à placer les jeunes filles ou à les mettre en probation. Les agents de probation jouent véritablement un rôle central dans la prise de décision de la cour.

Les parents des jeunes filles concernées par des procédures jouent eux aussi un rôle important dans la prise de décision devant la Cour des jeunes délinquants. Un élément important de leur rôle tient au fait qu'ils agissent à titre de plaignants dans un peu plus du tiers des causes des mineures traduites devant la cour. Sans leur intervention, la cour n'aurait tout simplement pas pu poursuivre ces jeunes filles, dont la situation n'aurait pas été portée à sa connaissance. Une fois les procédures mises

en marche, les parents jouent d'autres rôles. Souvent, par le biais des rapports des agents de probation, les parents peuvent transmettre leur définition de ce qui pose problème chez leurs filles et les solutions qu'ils souhaitent voir la cour adopter. Les parents peuvent tenter d'utiliser la cour pour obtenir ce qu'ils souhaitent, allant de l'obéissance de leur fille jusqu'à leur placement. On remarque dans les dossiers que les juges n'accèdent pas toujours aux demandes des parents, particulièrement lorsqu'un rapport de l'agent de probation, des religieuses ou d'une association vient à l'encontre de cette demande. Ainsi, des parents initient parfois des procédures contre leur fille en espérant obtenir un appui pour leur autorité, pour se voir retirer leur fille placée dans une institution contre leur gré. Les parents peuvent par ailleurs devenir la cible de critiques et se faire imposer des conditions à respecter pour le retour de leur enfant. Dans certaines affaires, le juge prend une décision allant dans le sens des désirs des parents, ce qui laisse voir qu'ils peuvent effectivement influencer la prise de décision de la cour. On trouve assez fréquemment dans les dossiers des demandes des parents à l'effet de libérer leurs filles avant la fin de leur placement à l'institution de réforme où elles sont détenues. Suite à de telles demandes, le juge demande généralement un rapport aux religieuses et si celui-ci est favorable, il accorde habituellement la liberté aux jeunes filles concernées. Si le rapport est défavorable, le juge n'accorde la liberté que dans de rares occasions. Le rôle des parents ressort donc comme important à plus d'un titre. Ils peuvent prendre l'initiative d'enclencher les procédures et de présenter des demandes au juge. Ils communiquent à d'autres acteurs leur perception des choses et peuvent ainsi influencer la perception que ces autres acteurs auront et transmettront au juge. Ils ne sont toutefois pas seuls et l'impact qu'ils peuvent avoir sur les décisions du juge est limité notamment par le rôle que jouent les autres acteurs.

Les religieuses qui dirigent les écoles de réforme où les jeunes filles sont placées sont d'autres acteurs importants dans la prise de décision. Les sœurs remettent des rapports au juge et y incluent leur

définition du problème présenté par les jeunes filles, ainsi que des recommandations concernant à leur libération. Ces rapports, comme nous l'avons vu plus haut, sont souvent demandés par le juge qui désire savoir si les jeunes filles en question peuvent être remises en liberté ou s'il est préférable que leur placement se poursuive. Le juge suit les recommandations des sœurs, sauf dans des occasions exceptionnelles. Les sœurs peuvent recommander le transfert dans un autre établissement, ou encore à l'hôpital lorsque les jeunes filles sont malades et doivent suivre des traitements. Elles peuvent par la suite demander au juge de libérer les jeunes filles et de les retourner dans leur famille pour se rétablir, malgré le fait que l'échéance du placement ne soit pas encore arrivé. Le fait que le juge suive les conseils des religieuses fait donc voir l'importance du rôle que celles-ci jouent dans la prise de décision.

Certains acteurs provenant d'associations ou de comités tels que le « Big Sisters Association », la « Society for the Protection of Women and Children », le « Jewish Child Welfare », le « Catholic Welfare Bureau », la « Société Saint-Vincent de Paul », la « Jeunesse ouvrière catholique féminine » ou « J.O.C.F », le « Bureau d'Assistance sociale aux Familles » ou encore le « Comité de la cour des jeunes délinquants » jouent aussi un rôle important dans la prise de décision de la cour. Ils enquêtent dans certaines causes ou discutent d'une affaire spécifique et peuvent émettre ensuite des recommandations, souvent suivies par le juge lors de sa décision finale. Les médecins jouent aussi un certain rôle dans la prise de décision en amenant la preuve du comportement sexuel des jeunes filles, en faisant rapport sur l'état de leur hymen. Les rapports des médecins peuvent influencer la décision de la cour car la présence d'activités sexuelles chez les jeunes filles est généralement définie comme posant problème. Les médecins attestent aussi, dans certaines causes, du niveau d'intelligence des filles, de leur santé et soumettent parfois quelques recommandations, ce qui peut influencer directement la décision du juge.

Les jeunes filles visées par les procédures peuvent elles aussi jouer un certain rôle dans la prise de décision, en transmettant leurs opinions sur leurs problèmes, en faisant des demandes au juge et comme nous l'avons vu précédemment, en apportant des explications concernant leur délinquance ou leur situation. Ce rôle plutôt toutefois plutôt restreint dans la mesure où le juge ne tient pas toujours compte de leurs demandes. Elles ont donc un rôle, mais de moins grande importance que celui de certains autres acteurs.

Les différents acteurs dont nous avons vu les perceptions et opinions dans les dossiers jouent donc des rôles importants dans la définition du problème central posé par les mineures amenées à la Cour des jeunes délinquants de Montréal, ainsi que dans la prise de décision quant aux solutions à y apporter. Bien qu'il revient aux juges de prendre les décisions finales, le rôle de ces acteurs sont important à considérer car il influencent directement ou indirectement cette décision, fût-ce à des degrés divers.

5.6 Sommaire du chapitre

Le verdict, le jugement, les recommandations des acteurs ainsi que le rôle des acteurs dans la prise de décision ont été analysés dans ce chapitre afin de comprendre les solutions apportées par les différents acteurs aux problèmes présentés par les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants.

Les points de vue des juges peuvent être explorés en analysant les verdicts rendus puisqu'en statuant sur la culpabilité ou l'acquittement du mineur, il exprime une vue sur ce qu'il perçoit de la délinquance du jeune. Bien qu'on doive rester prudent face aux résultats, on remarque qu'un verdict de culpabilité est prononcé dans la quasi-totalité des causes et ce, autant chez les garçons que chez les filles. Suite à un verdict de

culpabilité, le juge peut imposer une mesure au mineur en fonction de ce qu'il croit nécessaire afin de réformer ce jeune.

La mesure la plus utilisée pour les filles était la probation, avec 41,4% des causes, suivie du placement, avec 32,6% des causes et par l'absence de mesures, prononcée dans 17,8% des causes. L'utilisation de certains types de jugements varie en fonction des périodes. Les filles sont traitées différemment des garçons. Ainsi, le placement est plus fréquemment utilisé chez les filles en général, particulièrement pour les infractions à caractère sexuel, les infractions au Code criminel et autres lois pénales, l'incorrigibilité, le vagabondage et la désertion. La mesure de probation est utilisée dans une proportion plus grande chez les garçons en général, particulièrement pour les infractions au Code criminel et autres lois pénales, pour les infractions à caractère sexuel, l'incorrigibilité, le vagabondage et pour avoir troublé la paix. Contrairement aux autres infractions, il n'y a pas de différence notable entre les filles et les garçons pour le motif de protection, pour lequel les mesures imposées aux filles et aux garçons sont sensiblement les mêmes et font largement appel au placement.

Le jugement est la décision que prend le juge sur la mesure à imposer. Nous avons exploré les solutions et mesures proposées par les différents acteurs ainsi que l'influence que ces acteurs peuvent avoir sur les décisions du juge. Le placement ressort comme une mesure souvent recommandée par les acteurs, peu importe l'infraction commise. La probation occupe pareillement une place importante, étant fréquemment suggérée par les divers acteurs, particulièrement par les parents. Les rôles des différents acteurs dans les prises de décision entrent aussi en ligne de compte. Plusieurs acteurs tels que les agents de probation, les religieuses, les acteurs provenant de comités, les représentants de certaines associations et les parents exercent leur influence plus ou moins directement dans le processus de décision. Les jeunes filles concernées,

quant à elles, semblent avoir moins d'influence sur le processus de décision, bien qu'elles jouent un certain rôle dans les procédures.

CONCLUSION

L'objectif de ce mémoire était essentiellement de mieux comprendre, décrire et expliquer le traitement des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal durant la période de l'existence de celle-ci, soit de 1912 à 1949. Pour atteindre cet objectif, deux méthodologies ont été utilisées, soit en premier lieu une méthodologie quantitative, par le biais d'analyse statistique et en second lieu, une méthodologie qualitative ayant pris la forme d'une analyse documentaire. Ces deux méthodologies utilisées conjointement ont permis d'enrichir considérablement les résultats de ce mémoire, tout d'abord en mettant en relief les caractéristiques des jeunes filles concernées par les procédures, la nature des infractions commises par ces mineures ainsi que les jugements rendus à leur sujet. Par la suite, elles ont permis d'apporter des éléments de compréhension sur la perception qu'avaient les divers acteurs des problèmes présentés par ces jeunes filles, ainsi que sur les solutions qui leur apparaissaient souhaitables pour y remédier.

Les filles mineures comptaient pour 17,9% de toutes les affaires introduites devant cette cour. Elles étaient âgées en moyenne de 13,3 ans, étaient majoritairement de religion catholique romaine et étaient pour la plupart francophones. La majorité de ces jeunes filles provenaient de familles éclatées où l'un des parents était décédé ou dont les parents vivaient séparés ou en concubinage. Il était fréquent pour ces jeunes filles d'avoir abandonné l'école ou de ne pas la fréquenter régulièrement. Plusieurs d'entre elles se retrouvaient assez jeunes sur le marché du travail, soit comme domestiques dans des maisons privées, ou encore dans des manufactures où elles devaient travailler à un salaire peu élevé et dans des conditions difficiles, ce qui les amenait à changer d'emploi régulièrement. Ces filles étaient souvent déflorées et avouaient avoir eu des relations sexuelles avec des hommes pour diverses raisons. Ce portrait est conciliable avec celui dressé par Myers (1998), présenté dans le premier chapitre, qui soulève essentiellement les mêmes caractéristiques chez ces jeunes filles et leur milieu, bien qu'elle ne mentionne pas le fait qu'elles étaient, pour la majorité, de religion

catholique romaine et de langue française. Ce portrait nous permet de voir que la plupart des jeunes filles traduites devant la cour provenaient principalement de la classe ouvrière. Cela pourrait aller dans le sens des opinions d'auteurs qui, comme Platt (1977), estiment que les tribunaux pour mineurs ne servaient pas les intérêts de la classe ouvrière mais plutôt ceux des classes supérieures en maintenant un système oppressif et intimidant envers la classe ouvrière afin de maintenir un certain ordre social. Par contre, notre analyse met en évidence que les différents acteurs jouaient tous un rôle actif au sein du système de justice et de la prise de décision, ce qui va dans le sens de la théorie de la triangulation proposée par Odem (1995), selon laquelle le système de justice doit être perçu comme un réseau triangulaire de luttes et de négociations entre les officiers de la cour, les parents et les jeunes filles. Il importe malgré tout de considérer que ces acteurs ne semblaient pas tous avoir le même pouvoir d'influencer les décisions du juge car certains acteurs, comme les agents de probation et, à certains moments, les religieuses, avaient davantage d'influence que ne pouvaient en avoir les parents ou les jeunes filles. La théorie du contrôle social n'est cependant pas à rejeter car elle amène des éléments de réponse quant au fait que certains acteurs aient eu plus d'influence que d'autres dans la prise de décision au sein du système de justice, de même que sur la prédominance des jeunes filles provenant du milieu pauvre de la classe ouvrière.

Les jeunes filles ne sont pas poursuivies devant la cour pour les mêmes motifs que les garçons. Ainsi, les filles sont davantage traduites en cour pour des infractions qui sont souvent spécifiques aux mineurs telles que l'incorrigibilité, les infractions à caractère sexuel, la désertion ou la protection. Les garçons peuvent aussi être amenés en cour pour ces infractions mais s'y trouvent en moins grande proportion que les filles. Les garçons, quant à eux, sont davantage poursuivis pour des infractions prévues au Code criminel. Cette conclusion va tout à fait dans le même sens que celles de Trépanier et Quévillon (2002) et de Lanctôt (2003) qui affirment que les filles sont davantage inculpées pour avoir contrevenu à

des activités déviantes violant des règles et des normes sociales, qui prennent souvent la forme de « délits statutaires ». Cette différence observée entre les filles et les garçons se trouve également lorsqu'il est question des plaignants puisque la famille initie davantage les procédures pour les filles, comparativement aux garçons. Ce faisant, les parents de ces jeunes filles apportent une contribution à la définition de ce qui était considéré à l'époque comme un comportement déviant ou délinquant. Ces conclusions nous amènent à croire que, malgré que les textes de lois n'établissent pas de distinction entre les filles et les garçons, l'application des lois diffère effectivement en fonction du sexe des mineurs traduits devant la Cour des jeunes délinquants.

La perception du problème présenté par les jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants varie d'un acteur à l'autre. Les comportements identifiés dans la plainte, pour lesquels les jeunes filles sont traduites officiellement, ne reflètent pas toujours les préoccupations principales de tous les acteurs et ce que ceux-ci percevaient comme posant véritablement problème chez ces jeunes filles. Une fois la jeune fille traduite devant la cour pour un comportement précis, les divers acteurs semblent souvent guidés davantage par leur perception du problème que pose la jeune fille que du motif officiel de la référence à la cour. Cette conclusion appuie le fait que la loi de 1908 repose sur une approche protectionnelle, développée à l'endroit des enfants en difficulté. Une fois la jeune fille traduite devant la cour, les divers acteurs ne s'attardent plus uniquement au motif de la comparution tel qu'il apparaît dans la déclaration, mais aussi aux différentes facettes de la vie de cette dernière, afin d'identifier les éléments de son comportement ou de sa personnalité qui posent problème. Par conséquent, le principe de proportionnalité selon lequel la mesure imposée doit être proportionnelle à la gravité de l'infraction commise ne s'applique plus puisqu'on réagit aux besoins de l'enfant plutôt qu'à son délit. Ainsi, il arrive constamment dans nos données, que deux jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes

délinquants pour la même infraction, se voient imposer des mesures différentes puisqu'elles présentent des besoins différents.

On remarque aussi l'approche protectionnelle lorsqu'il est question de la distinction entre les filles et les garçons. À cet effet, nos données démontrent que le placement était plus fréquemment utilisé chez les filles que chez les garçons traduits pour la même infraction. Cela s'applique particulièrement aux infractions à caractère sexuel, aux infractions au Code criminel et autres lois pénales, à l'incorrigibilité, au vagabondage et à la désertion. La probation était davantage utilisée chez les garçons que chez les filles. Cela s'explique bien dans la logique qui sous-tend le modèle protectionnel puisque les besoins des garçons sont généralement considérés comme différents de ceux des filles. On remarque, par contre, que les mesures imposées aux mineurs amenés devant la cour pour un motif de protection sont sensiblement les mêmes, contrairement à ceux amenés pour d'autres motifs. On peut émettre l'hypothèse que ces enfants en besoin de protection représentaient un groupe distinct, avec des caractéristiques communes aux garçons et aux filles. D'ailleurs, le problème central identifié dans ces cas, notamment par les agents de probation, ne relève généralement pas de l'enfant lui-même mais souvent de son milieu familial. Le placement est donc la mesure la plus utilisée dans ces cas puisque le besoin identifié est le même, sans égard au sexe du mineur. Cette constatation est donc cohérente avec le modèle protectionnel. Il semble donc que les intentions initiales affirmées dans cette loi se trouvent bel et bien dans l'application de la Loi des jeunes délinquants puisqu'on réagit aux besoins des mineurs plutôt qu'à l'infraction commise. Il y a donc une extension aux enfants délinquants de l'approche utilisée à l'endroit des enfants en danger. Cela dit, était-ce toujours dans l'intérêt des mineurs concernés? À cela, on pourrait répondre que tout dépend du point de vue des acteurs. Ceux-ci n'atteignaient pas toujours un consensus quant aux mesures à prendre dans le meilleur intérêt du mineur concerné. Par exemple, certains parents jugeaient qu'il était dans l'intérêt de leur fille d'être mise sous probation

alors que le juge ordonnait plutôt un placement ou vice versa. Il est donc difficile de savoir quel était le meilleur intérêt de la jeune fille dans ce type de situation puisque chacun des acteurs avait son opinion sur le problème central présenté par cette dernière.

Le fait de réagir aux besoins des mineurs plutôt qu'à l'infraction commise permet d'intervenir sur plusieurs facettes de la vie de ces derniers. Chez les jeunes filles, la promiscuité sexuelle est régulièrement identifiée comme problème central et ce, peu importe pour quelles infractions elles sont traduites devant la cour. Le terme de promiscuité sexuelle inclut plusieurs comportements reliés à la sexualité, allant de la masturbation aux relations sexuelles avec des hommes différents. Tous ces comportements sont ciblés comme posant problème, particulièrement par les agents de probation, les médecins et dans une moindre mesure, par les parents. La sexualité occupe donc une place centrale dans les préoccupations des différents acteurs à l'endroit des jeunes filles, au point où ces dernières doivent se soumettre à des examens gynécologiques même si le délit pour lequel elle sont traduites devant la cour n'est pas en lien avec la sexualité, tel que le vol. La mesure imposée était ensuite influencée par le résultat de l'examen, à savoir si la jeune fille était active sexuellement, parfois sans égard au délit commis. Cette considération va tout à fait dans le même sens que les résultats des différents auteurs consultés et dans la logique du modèle protectionnel.

La sexualité des filles se retrouve donc au cœur des préoccupations des divers acteurs. Comme l'explique Strimelle (1998), la délinquance des filles était perçue comme dangereuse à plus long terme que celle des garçons car leur « immoralité » remettait en cause les valeurs sociales et la morale dominante. Notons qu'à cette époque, l'Église jouait un rôle significatif à plusieurs niveaux, soit de l'éducation des enfants à l'identification des normes et des comportements jugés acceptables au sein de la société. Selon Hamelin et Gagnon (1984), la religion a joué un rôle crucial dans la condamnation de la sexualité des

jeunes filles puisque la sexualité en dehors des liens du mariage était identifiée comme un péril moral. Lévesque (1989) affirme que le péché charnel amenait une déchéance sociale pour la jeune fille. En conséquence, elle perdait sa réputation et son honneur et cela anéantissait ses chances de faire un bon mariage. Les conséquences de cette vision, largement diffusée, se répercutaient dans les familles et aussi à la cour. Dans ce contexte, les motifs pour lesquels la sexualité des jeunes filles occupait une place importante dans les préoccupations des divers acteurs deviennent plus clairs.

D'autres comportements sont identifiés comme posant problème chez ces jeunes filles, particulièrement par les parents, notamment le langage ordurier ou blasphématoire à la maison. Les agents de probation notent aussi cette disposition chez les parents à utiliser un langage grossier. La consommation de cigarettes ou de substances intoxicantes est un autre problème ciblé chez ces jeunes filles et parfois, leurs parents.

La propension à la vie ludique, comme le fait de fréquenter les restaurants, les cinémas, rentrer tard le soir, ne pas être en mesure de garder sa place de travail ou ne pas être aux études demeure une préoccupation importante pour les différents acteurs. Le fait de ne pas travailler et, en conséquence, de ne pas être en mesure de rapporter de l'argent à la maison peut rapidement devenir problématique dans un contexte où le bien-être de la maisonnée entière peut dépendre de ce salaire supplémentaire. Les jeunes filles qui maintenaient leur emploi échappaient à la surveillance et au contrôle de leurs parents et pouvaient ainsi s'adonner aux différents loisirs offerts par la ville, soit le cinéma, les restaurants, les cafés ou les salles de danse qui étaient alors perçus comme des incitations au mal. L'Église condamnait d'ailleurs tous ces types de loisirs, prétextant qu'ils éveillaient des passions malsaines et empoisonnaient le cœur et l'esprit en donnant des idées nouvelles (Hamelin et Gagnon, 1984). On peut émettre l'hypothèse que le fait de valoriser le travail et les valeurs traditionnelles et de proscrire les

nouveaux loisirs offerts provient d'un désir de stabilité et par conséquent, d'une réticence au changement et aux conséquences que cela peut entraîner. La nouveauté a plusieurs conséquences, notamment la perte de contrôle ou de pouvoir sur une situation donnée. La valorisation du travail acharné peut donc être une manière pour des gens qui possèdent le pouvoir de s'assurer de le conserver ou une peur des conséquences d'une proximité sexuelle accrue, telle que la prolifération des maladies vénériennes, pouvait porter à réprouver ce comportement.

Bref, l'étude des dossiers judiciaires des jeunes filles traduites devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949 a permis de mettre en évidence plusieurs aspects importants de leur expérience à la cour. Cela aide à mieux comprendre la perception qu'avaient les différents acteurs des problèmes présentés par les jeunes filles, ainsi que les solutions souhaitées et apportées par les divers intervenants afin de remédier à ces problèmes. Cette compréhension n'est que partielle considérant les limites de cette recherche et les sources d'informations disponibles, mais cela amène somme toute un éclairage intéressant sur la réalité de ces jeunes filles.

BIBLIOGRAPHIE

BERTRAND, M.-A. (1979). *La femme et le crime*. Montréal : l'Aurore.

BERTRAND, M.-A., (2003). *Les femmes et la criminalité*. Athéna Éditions. 212 p.

CELLARD, A. (2003). L'analyse documentaire, dans Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer, R., Pirès A., (éd.) : *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p.309 à 340), Boucherville : Gaetan Morin.

CHESNEY-LIND, M., SHELDEN, R., (1992). *Girls, delinquency, and juvenile justice*. Pacific Grove, Calif. : Brooks/Cole Pub. Co., 249 p.

CHESNEY-LIND, M., PASKO, L., (2004). *The female offender : girls, women, and crime*. 2e éd. Thousand Oaks : Sage Publications, 316 p.

CHUNN, D. E., *From punishment to doing good. Family Courts and Socialized Justice in Ontario, 1880-1940*. Toronto: University of Toronto Press.

CLICHE, M-A. (2006). Du péché au traumatisme: l'inceste, vu de la cour des jeunes délinquants et de la Cour de Bien-être social de Montréal, 1912-1965. *The Canadian Historical Review*, 87/2, 199-222.

COX, P., (2003). *Gender, justice, and welfare : bad girls in Britain, 1900-1950*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan. 228 p.

DUBOIS, P., TRÉPANIÉ, J. (1999). L'adoption de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908: étude comparée des quotidiens montréalais et torontois. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52/3, 345-381.

DUPONT-BOUCHAT, M.-S., PIERRE, É., (éd.), avec FECTEAU, J.-M., TRÉPANIÉ, J., PETIT, J.-G., SCHNAPPER, B., DEKKER, J., et avec la collaboration de MÉNARD, S., STRIMELLE, V., (2001). *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance*,

1820-1914, *France, Belgique, Pays-Bas, Canada*. Paris : Presses Universitaires de France. 443 p.

FECTEAU, J-M., MÉNARD, S., TRÉPANIÉ, J., STRIMELLE, V., (1998). Une politique de l'enfance délinquante et en danger. *Crime, histoire et sociétés*, 1(2), 75-110.

FRÉCHETTE, M., LEBLANC, M., (1987). *Délinquances et délinquants*. Chicoutimi : Gaëtan Morin, 384 p.

GARLAND, D., (1985). *Punishment and welfare : a history of penal strategies*. Aldershot : 297 p.

GETIS, V., (2000). *The juvenile court & the progressives*. Urbana et Chicago: University of Illinois Press.

GOÛIN, E. (1913). *La cour juvénile de Montréal: son fonctionnement, ses résultats, ses ambitions*. Montréal: L'école sociale populaire

GUBA, E.G., LINCOLN, Y.S. (1994). Competing paradigms in qualitative research, dans Deazin, N.K., LINCOLN, Y.S : *Handbook of qualitative reseach* (p.105-117). Thousand hope, CA: Sage.

HAGAN, J., LEON, J. (1980). The rehabilitation of law: a socio-historical comparison of probation in Canada and the United States. *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 5/3, 235-251.

HAMELIN, J., GAGNON, N. (1984). Le XX^e siècle, tome 1, 1898-1940. dans *Histoire du catholicisme québécois*, dirigée par Nive Voisine, Montréal : Boréal Express.

IACOVETTA, F (1998). Parents, daughters, and Family Court intrusions into working-class life. Dans Iacovetta, F., Mitchinson. W., (éd.), *On the case: Explorations in social history* (p. 312-337). Toronto: University of Toronto Press.

JOYAL, R (1999). *Les enfants, la société et l'état au Québec, 1608-1989: jalons*. Montréal: Hurtubise-HMH.

KELSO, J.J. (1907). Delinquent children: some improved methods whereby they may be prevented from following a criminal career. *Canadian Law Review*, 6/3, 106-110.

KELSO, J.J. (1908). Children's courts. *Canadian Law Times and Review*, 28/3, 163-166.

KNUPFER, A-M (2001). *Reform and Resistance : Gender, Delinquency, and America's First Juvenile Court*. New York : Routledge.

LANCTÔT, N., DESAIVE, B (2002). La nature de la prise en charge des adolescentes par la justice : Jonction des attitudes paternalistes et du profil comportemental des adolescentes. *Déviance et Société*, 26(4), 463-478.

LANCTÔT, N (2003). La délinquance féminine : l'éclosion et l'évolution des connaissances, dans : LeBlanc, M., Ouimet, M., Szabo, D. (éd.), *Traité de criminologie empirique*, 3^e éd. (p. 421-467). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

LÉVESQUE, A, (1989). *La norme et les déviantes : des femmes au Québec pendant l'Entre-deux-guerres*, Montréal, Éditions du Remue Ménage.

LEON, J., (1977). The development of Canadian juvenile justice: a background for reform. *Osgoode Hall Law Journal*, 15/1, 71-106.

LEON, J., (1977a). New and old themes in Canadian juvenile justice: the origins of delinquency legislation and the prospects for recognition of children's rights. *Inter-change*, 8/1-2, 151-175. Reproduit dans Berkeley, H., Gaffield, C., Gordon West, W., (éd., 1998), *Children's Rights: Legal and Educational Issues* (p. 35-58). Toronto: Ontario Institute for Studies in Education (Symposium Series, no 9).

MYERS, T., (1998). Qui t'a débauchée? Female Adolescent Sexuality and the Juvenile Delinquents' Court in Early Twentieth-Century Montreal. Dans: Chambers, L., Montigny, E., (éd.), *Family Matters: Papers in Post-Confederation Canadian Family History* (p. 377-394). Toronto: Canadian Scholars Press.

MYERS, T., (1999). The Voluntary Delinquent: Parents, Daughters and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918. *Canadian Historical Review*, 80/2, 242-268.

MYERS, T., (2006). *Caught : Montreal's modern girls and the law, 1869-1945*. Toronto: University of Toronto Press.

NIGET, D., (2005). *Jeunesses populaires sous le regard de la justice : naissance du tribunal pour enfants à Angers et Montréal (1912-1940)*. Thèse de doctorat en histoire en co-tutelle, Université d'Angers et UQAM.

NIGET, D., TRÉPANIÉ, J., (2005). Parents et mineurs face à l'institution judiciaire pour mineurs: les cas d'Angers et de Montréal, 1912-1940. Dans : Fecteau J.-M., Harvey, J., (éd.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution : pour une problématique historique de l'interaction* (p. 400-417). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2005.

ODEM, M. E., (1995). *Delinquent daughters: Protecting and Policing Adolescent Female Sexuality in the United States, 1885-1920*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.

PLATT, A. M. (1977). *The Child Savers: The Invention of Delinquency*, 2^e éd. Chicago: University of Chicago Press.

QUEVILLON, L., (2001). *Parcours d'une collaboration: les intervenants psychiatriques et psychologiques à la Cour des jeunes délinquants de Montréal, 1912-1950*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.

QUEVILLON, L., TRÉPANIÉ, J., (2004). Thémis et la psyché : Les spécialistes de la psychiatrie et de la psychologie à la Cour des jeunes délinquants de Montréal, 1912-1950. *Le temps de l'histoire* (Vaucresson), 6, 187-217.

RAINS, P., (1984). Juvenile justice and the boys' farm: surviving a court-created population crisis, 1909-1948. *Social problems*, 31/5, 500-513.

RAINS, P., (1985). La justice des mineurs et The Boys' Farm: 1909-1968. *Criminologie*, 18/1, 103-127.

RAINS, P., TERAM, E., (1992). *Normal bad boys: Public policies, institutions and the politics of client recruitment*. Montréal et Kingston: McGill-Queens University Press.

SCHLOSSMAN, S. L., (1977). *Love and the American Delinquent: The Theory and Practice of «Progressive» Juvenile Justice, 1825-1920*. Chicago: University of Chicago Press.

STRIMELLE, V., (1998). *La gestion de la déviance des filles et les institutions du Bon Pasteur à Montréal (1869-1912)*. Thèse de doctorat en criminologie en co-tutelle, Université de Montréal et UQAM.

STRANGE, C., (1995). *Toronto's Girl Problem : The Perils and Pleasures of the City, 1880-1930*. Toronto : University of Toronto Press.

SUTTON, J. R., (1988). *Stubborn Children: Controlling Delinquency in the United States, 1640-1981*. Berkeley: University of California Press.

TANENHAUS, D. S., (2004). *Juvenile justice in the making*. New York: Oxford University Press.

TRÉPANIÉ, J., TULKENS, F., (1995). *Délinquance et protection de la jeunesse: aux sources des lois belge et canadienne sur l'enfance*. Bruxelles: DeBoeck Université. 139 p.

TRÉPANIÉ, J. (1999). Juvenile delinquency and youth protection: the historical foundations of the Canadian Juvenile Delinquents Act of 1908. *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, 7/1, 41-62.

TRÉPANIÉ, J. (1999). Juvenile courts after 100 years: past and present orientations. *European Journal on Criminal Policy and Research*, 7/3, 303-327.

TRÉPANIÉ, J. (2000a). Le développement historique de la justice des mineurs, dans *Cent ans de justice juvénile : bilan et perspectives* (p. 21-44). Sion (Suisse) : Institut international des droits de l'enfant.

TRÉPANIÉ, J. (2000b). Protéger pour prévenir la délinquance : l'émergence de la Loi sur les jeunes délinquants de 1908 et sa mise en application à Montréal, dans Joyal, R., (éd.), *Entre surveillance et compassion : l'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours* (p. 49-95). Québec : Presses de l'Université du Québec.

TRÉPANIÉ, J. (2002). Networks, lobbies and pressures : Children's aid societies, and the adoption of the Canadian Juvenile Delinquents Act of 1908. *Paedagogica Historica, International Journal of the History of Education*, 38/2-3, 581-605.

TRÉPANIÉ, J. (2003). Les démarches législatives menant à la création des tribunaux pour mineurs en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Canada au début du XX^e siècle. *Le temps de l'histoire* (Vaucresson), 5, 109-132.

TRÉPANIÉ, J. (2004). What did Quebec not want? Opposition to the adoption of the Youth Criminal Justice Act in Quebec. *Revue canadienne de criminologie*, 46/3, pp. 276-300.

TRÉPANIÉ, J., QUEVILLON, L. (2002). Garçons et filles : la définition des problèmes posés par les mineurs traduits à la Cour des jeunes

délinquants de Montréal, 1912-1950, dans BARD, C., CHAUVRAUD, F., PERROT, M., PETIT, J.-G., (éd.), *Femmes et justice (XIX^e-XX^e siècles)* (p. 339-351). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

ANNEXES

Annexe I

**Âge en fonction de l'infraction commise par les mineurs traduits
devant la Cour des jeunes délinquants de Montréal entre 1912 et 1949**

INFRACTION	POURCENTAGE						TOTAL
	<i>11 ans et moins</i>	<i>12-13 ans</i>	<i>14-15 ans</i>	<i>16-17 ans</i>	<i>18 ans et plus</i>	<i>Manquants</i>	
<i>Infraction au Code criminel et autres lois pénales</i>	20,0	25,6	37,8	13,7	0,4	2,6	4465
<i>Conduite à caractère sexuel</i>	12,2	14,6	46,3	23,2	2,4	1,2	246
<i>Conduite juvénile répréhensible</i>	30,8	35,1	26,5	4,3	0,0	3,2	185
<i>Incorrigibilité et impossibilité de contrôler</i>	15,8	24,7	42,9	13,4	2,2	1,0	1460
<i>Besoin de protection</i>	63,1	17,6	10,9	2,6	0,0	5,8	312
<i>Vagabondage et flâner la nuit</i>	8,0	12,8	50,2	26,6	1,1	1,1	522
<i>Désertion</i>	9,7	13,1	53,5	18,8	4,0	0,9	329
<i>Troubler la paix</i>	17,2	24,5	44,4	9,3	0,2	4,3	621
<i>Autres</i>	26,7	20,0	43,3	6,7	0,0	3,3	30
TOTAL	19,5	23,6	39,7	14,0	0,9	2,4	8170

Annexe II

Recherche sur l'histoire de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, 1912-1950

GRILLE D'INDEXATION DES DONNÉES QUALITATIVES

Version fondée sur plusieurs champs

(Version 05.12.06)

- CHAMP 1- DÉFINITION DE LA SITUATION PROBLÉMATIQUE DÉCLENCHANT OU JUSTIFIANT L'INTERVENTION; ÉVALUATIONS, RECOMMANDATIONS, DÉCISIONS⁵⁵**
- 10. Généralités
 - 11. Résumé global de la situation problématique⁵⁶
 - 12. Qu'est-ce que la personne qui s'exprime définit comme étant "le problème" qui justifie que l'on intervienne? Quelle intervention lui apparaît appropriée en conséquence?⁵⁷ (Évaluation⁵⁸, recommandation⁵⁹, décision)

⁵⁵ La définition de la situation problématique ne doit pas être séparée de celle de la «solution» au problème lorsque les deux sont présentées comme étant en lien l'une avec l'autre, surtout dans la mesure où ce qui est présenté comme une solution fait ressortir la nature de ce qui est présenté comme problématique.

⁵⁶ Le procès-verbal («procès sommaire») constitue un outil privilégié (mais non exclusif) duquel on peut partir pour établir cette image d'ensemble, en y greffant ensuite les autres sources d'information.

Il faudra indiquer ici si la cause en vertu de laquelle l'affaire tombe dans le sous-échantillon est une cause unique pour la personne que visent les procédures ou si elle est précédée d'antécédents ou suivie de causes postérieures (récidives). S'il y a des antécédents ou des récidives, il sera nécessaire de présenter un portrait global de l'ensemble de toute cette situation. Diviser alors le compte rendu en fonction (1) des causes antérieures, (2) de la cause en cours et (3) des causes postérieures, de manière à ce que l'on puisse clairement les distinguer. Bien préciser à quelles dates commencent et finissent les procédures liées à chacun des trois blocs de causes. Nous devons pouvoir bien situer de façon précise la cause actuelle dans l'ensemble plus large des divers passages du jeune à la cour et dans les institutions associées.

⁵⁷ Lorsque le texte fait voir un lien (implicite ou explicite) entre l'évaluation et la recommandation ou décision, s'assurer que le résumé ou la citation reflète ce lien.

⁵⁸ Présenter une image équilibrée de la définition du problème que présente la personne qui s'exprime, de manière à faire voir à la fois les éléments jugés positifs et les éléments jugés négatifs présentés par cette personne.

- 13. Détails concernant l'infraction (ou les infractions)⁶⁰ ou la situation de danger non déjà notés sous d'autres rubriques⁶¹
- 14. Objectif(s) assignés à l'intervention ou à la décision⁶²
- 19. Autres

CHAMP 2- LA PERSONNE VISÉE PAR LES PROCÉDURES ET LA VICTIME⁶³

- 20. En général
- 21. Le mineur visé par les procédures
- 22. L'adulte visé par les procédures
- 23. Les complices
- 24. La victime
- 25. Autre personne présentée comme source de danger ou de problèmes pour le mineur⁶⁴
- 29. Autre personne visée par les procédures

CHAMP 3- LE MILIEU DU MINEUR OU DE L'ADULTE ACCUSÉ⁶⁵

- 30. Le milieu du mineur ou de l'adulte accusé en général
- 31. La famille⁶⁶

⁵⁹ Évaluations et recommandations formulées par les parents ou d'autres quant à la décision qui devrait être prise par le tribunal. La recommandation de l'agent de probation doit plutôt être traitée dans le champ qui lui est réservé de manière spécifique (information de "catégorie 1").

⁶⁰ Placer sous cette rubrique les informations relatives au comportement délinquant du jeune (par exemple, des informations tirées de son casier judiciaire), qu'elles aient trait à la cause actuelle ou à des causes antérieures ou postérieures. Pour chaque dossier, noter le numéro du dossier, la date de la plainte et les détails relatifs à la nature de l'infraction (notamment tels qu'ils apparaissent sur la plainte).

⁶¹ Notamment, dans les cas d'incorrigibilité, ne pas coter sous la rubrique X13 un énoncé qui décrit le comportement «incorrigible» si cet énoncé, qui par ailleurs décrit ce qui est perçu comme «le problème», est déjà coté sous X12.

⁶² Le recours à la cote 14 est justifié lorsque l'objectif assigné par la personne qui s'exprime est formulé en termes suffisamment spécifiques (e.g. protéger le jeune, protéger ses intérêts, le punir, protéger la société etc.). Inclure également des références à des idées telles que donner une chance au jeune, lui pardonner etc. lorsqu'il est vu que la mesure doit servir à cela.

⁶³ Ce champ n'est pas réservé aux seuls éléments d'information qui n'apparaissent pas déjà au champ 1 (notamment sous les cotes 11 et 12). Utiliser les fonctions "copier-coller" selon le besoin s'il est nécessaire de répéter les informations.

⁶⁴ S'applique tout particulièrement dans les cas de protection d'enfants en danger.

⁶⁵ Incluant notamment des questions telles que les rapports entre le mineur et son milieu, ainsi que la question de savoir si des membres de son entourage ont eu des démêlés avec la justice ou d'autres agences. Inclure également le rôle de ces acteurs dans les procédures (particulièrement la question de savoir dans quelle mesure ils sont à l'origine des procédures). Dans les cas d'incorrigibilité, ne pas inclure les énoncés qui sont tirés de la dénonciation, que l'on cote sous X11 et X13.

- 32. Les parents (père, mère, beau-père, belle-mère)
- 33. La fratrie; les enfants de la famille⁶⁷
- 34. Le conjoint ou la conjointe
- 35. Autres membres de la famille et autres personnes vivant avec la famille⁶⁸
- 36. L'habitation
- 37. Les loisirs, les amis et le voisinage
- 38. L'école, le milieu de travail
- 39. Autres

CHAMP 4- LE TRIBUNAL ET LES ACTEURS JUDICIAIRES⁶⁹

- 40. Le tribunal et les acteurs judiciaires en général
- 41. La police
- 42. Le ministère public et l'avocat de la défense
- 43. Le juge
- 44. La protection des droits des personnes visées par l'intervention judiciaire
- 45. Les juridictions pour adultes
- 46. La procédure judiciaire (incluant le traitement informel hors-cour de certains cas)
- 49. Autres acteurs judiciaires

CHAMP 5- LES ORGANISMES ET RESSOURCES: ENQUÊTE, ÉVALUATION⁷⁰ ET MESURES PROVISOIRES⁷¹

- 50. Les organismes et ressources d'enquête, évaluation et mesures provisoires en général
- 51. L'agent de probation
- 52. Le médecin

⁶⁶ Placer sous cette rubrique les énoncés qui concernent la famille de façon globale plutôt que l'un ou l'autre membre de la famille qui peut être classé dans une autre rubrique.

⁶⁷ Parmi les énoncés relatifs aux «enfants de la famille», inclure notamment les énoncés qui concernent les enfants des adultes visés par les procédures. En d'autres termes, la cote X33 vise à la fois les frères et sœurs du mineur visé par les procédures et, si la personne poursuivie est un adulte, ses enfants.

⁶⁸ Placer sous cette rubrique les énoncés qui concernent d'autres membres de la famille pris individuellement (qu'ils vivent ou non sur place avec la famille) plutôt que les membres de la famille pris de façon globale. Placer également ceux qui concernent des personnes vivant avec la famille, même s'ils n'en sont pas membres, à la condition qu'ils assument une forme de responsabilité à l'endroit de l'enfant.

⁶⁹ Noter autant ce qui concerne le tribunal (et son fonctionnement) et les acteurs judiciaires en eux-mêmes que ce qui concerne le mineur et ses proches dans leurs rapports avec eux.

⁷⁰ Les évaluations qui sont visées ici sont celles qui interviennent avant l'exécution de la mesure. Les évaluations qui surviennent en cours d'exécution d'une mesure (e.g. pour les besoins de l'organisme qui a pris le jeune en charge ou pour fins de révision ultérieure par le tribunal) sont classées sous les cotes 61 ou 62, selon l'organisme qui procède à l'évaluation.

⁷¹ Noter autant ce qui concerne ces organismes et ressources en eux-mêmes que ce qui concerne le mineur et ses proches dans leurs rapports avec eux, l'expérience que le mineur et ses proches ont eue de ces services etc.

- 53. La clinique⁷²
- 54. Le comité de la cour des jeunes délinquants
- 55. La détention provisoire (avant ou pendant l'instance)
- 59. Autres personnes ou organismes intervenant pour fins d'évaluation

**CHAMP 6- LES ORGANISMES, RESSOURCES ET DÉCISIONS:
MESURES/SANCTIONS À EXÉCUTER⁷³**

- 60. Les organismes et ressources responsables de mesures/sanctions à exécuter en général
- 61. En milieu ouvert⁷⁴
- 62. En milieu fermé⁷⁵
- 69. Autres

CHAMP 7- AUTRES ACTEURS

- 70. Autres acteurs en général
- 71. L'État
- 72. Les églises, les communautés religieuses
- 73. Les philanthropes, les bénévoles
- 74. Organismes d'aide et de charité; services sociaux⁷⁶
- 79. Autres acteurs spécifiques

CHAMP 8- LE CONTEXTE GÉNÉRAL

- 80. De façon générale
- 81. Les conditions socio-économiques (économie, industrialisation, urbanisation, immigration, pauvreté, école, travail etc.); politiques sociales diverses
- 82. Mouvements idéologiques, pensée, connaissances scientifiques

⁷² Rubrique réservée aux cliniques faisant des évaluations ou interventions à caractère psycho-social.

⁷³ Noter autant ce qui concerne ces organismes et ressources en eux-mêmes que ce qui concerne le mineur et ses proches dans leurs rapports avec eux, l'expérience que le mineur et ses proches ont eue de leurs services, ainsi que la mise à exécution de la mesure, la réaction du mineur à son endroit (acceptation, refus, non application, progrès etc.), l'impact de la mesure, la libération (anticipée ou non) de l'institution etc.

⁷⁴ Incluant notamment la probation, la sentence suspendue, l'amende, la restitution ou le dédommagement, le placement en famille d'accueil.

⁷⁵ Incluant essentiellement (mais non exclusivement) le placement institutionnel et l'incarcération.

⁷⁶ Catégorie à utiliser lorsque l'organisme visé n'est pas utilisé comme ressource d'évaluation, enquête ou de mesure à exécuter (auquel cas les catégories des champs 5 et 6 doivent être utilisées).

- 83. Nature, causes, volume, effets de la délinquance/criminalité ainsi que des situations de danger auxquelles sont exposés les enfants; définition de ce qu'est un(e) délinquant(e)/criminel(le)/enfant en danger, de ses caractéristiques/comportements/ problèmes; peur, indignation, compassion et autres réactions suscitées par la délinquance/criminalité ainsi que par les situations de danger auxquelles sont exposés les enfants⁷⁷
- 84. Le contexte judiciaire et pénal en général
- 85. Événements significatifs particuliers situant le contexte dans lequel la cour émerge et se développe
- 89. Autres

⁷⁷ Caractéristiques des délinquant(e)s/criminel(le)s/enfants en danger en général, incluant les représentations que l'on en formule. Les discours portant sur les caractéristiques des personnes spécifiquement visées par la cause en cours appartiennent à d'autres sous-catégories.